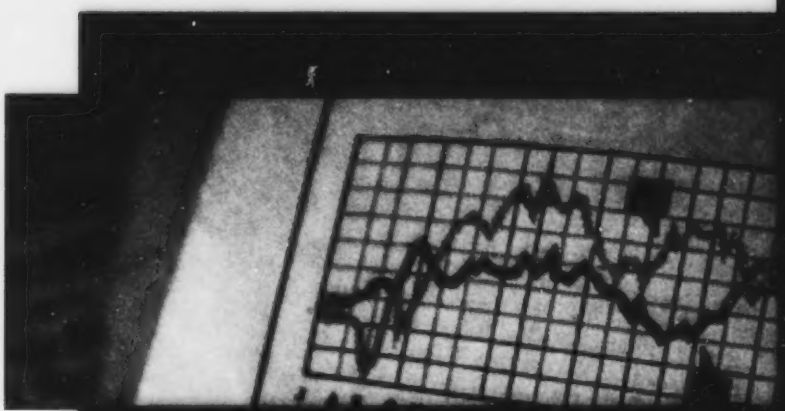
Statistiques correctionnelles du Québec



1998 • 1999

Québec

Ministère de la Sécurité publique

100-05495/

Statistiques correctionnelles du Québec 1998-1999

Ministère de la sécurité publique

Direction générale des services correctionnels

Coordination : Robert Langlois, Direction de l'administration et des programmes

Analyse, réalisation et montage : Bianca Demers, Direction de l'administration et des programmes

Collaboration aux données :

Jean-Guy Bédard	Direction régionale de l'Estrie
Diane Belisle	Réseau correctionnel du Québec, secteur Ouest
Pierre Bérubé	Direction de l'informatique et des systèmes
Pierre Brodeur	Direction de l'administration et des programmes
René Cléroux	Réseau correctionnel du Québec, secteur Ouest
Pierre Couture	Réseau correctionnel du Québec, secteur de Montréal
Michel Falardeau	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue
Jacynthe Fortin	Direction de l'administration et des programmes
Gilles Harvey	Direction de l'informatique et des systèmes
Jean-François Longtin	Réseau correctionnel du Québec, secteur Ouest
Liliane Larabie	Réseau correctionnel du Québec, secteur de Montréal
André Marois	Réseau correctionnel du Québec, secteur Est
Gilles Morissette	Direction de l'administration et des programmes
Georges Pichette	Direction de l'administration et des programmes
Jean-Claude Roy	Direction de l'administration et des programmes
Linda Roy	Direction régionale de l'Estrie
Nicole Soucy	Direction de l'administration et des programmes
Chantale Tremblay	Réseau correctionnel du Québec, secteur Est
André Trottier	Direction de l'administration et des programmes
Hélène Voyer	Direction de l'administration et des programmes

Sous la direction de
Carole Michel, directrice
Direction de l'administration et des programmes
Direction générale des services correctionnels
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent rapport s'adresser à :
Direction de l'administration et des programmes
2525, boul. Laurier, tour du Saint-Laurent, 10e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2

Dépôt légal - 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-35359-5
ISSN 0714-4555

Préambule

Vous découvrirez dans les pages suivantes les statistiques officielles de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour 1998-1999. Ce rapport présente les données du 1er avril 1998 au 31 mars 1999.

La Direction générale des services correctionnels du Québec ont entrepris en 1995 une réforme de la structure administrative. La révision de la structure au siège social et au plan territorial de 1995 constituait la première étape de plusieurs changements organisationnels. C'est ainsi qu'en 1998, après la seconde phase de la restructuration administrative, une nouvelle structure administrative voyait le jour. La DGSC est sous la responsabilité de la sous-ministre associée et celle-ci est dorénavant secondée dans ses responsabilités par trois directeurs généraux adjoints assurant la gestion d'un regroupement de douze régions et la responsabilité conjointe de l'ensemble du réseau correctionnel québécois. De plus, la sous-ministre associée est supportée et conseillée par trois unités administratives distinctes : le Bureau de la sous-ministre associée (BSMA), la Direction de l'administration et des programmes (DAP) et la Direction de la vérification et de la sécurité (DVS).

Pour assurer une intégration des services qui respecte la spécificité de chacune des régions, douze directions régionales sont créées à travers le Québec. La structure de chaque direction régionale est composée de quatre types d'unités de services : la Direction des services en détention (DSD), la Direction des services administratifs (DSA), la Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert (DESMO) et les Services de liaison correctionnelle. Les directions régionales assument aussi le partenariat avec les ressources communautaires.

Par ailleurs, à cause des particularités des grands centres urbains, la région de Montréal, celle de Québec—Chaudière-Appalaches, et celles de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, disposent d'une structure distincte qui correspond à leur réalité. Ainsi, la fonction d'administratrice et d'administrateur dans les établissements de détention de ces régions est maintenue.

Le rapport « Statistiques correctionnelles du Québec 1998-1999 » comprend les mêmes renseignements que l'édition précédente, avec, dans les premières pages de chacune des sections, une analyse des tableaux et des graphiques correspondants. Les statistiques régionales sont basées sur la nouvelle structure administrative de la Direction générale des services correctionnels du Québec, c'est-à-dire les trois secteurs et les douze directions régionales.

TABLES DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 3

CHAPITRE 1 5

LE CADRE GÉNÉRAL 5

1.1 - Le contexte démographique 6
1.2 - Le contexte économique 10
1.3 - Le contexte criminel 14

CHAPITRE 2 19

LES PERSONNES CONTREVENANTES 19

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes 20
2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes 23

CHAPITRE 3 27

LE MILIEU FERMÉ 27

3.1 – La capacité des établissements de détention 28
3.2 – Les admissions 33
3.3 – Les libérations 47
3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes 51
3.5 – Les personnes condamnées 59
3.6 – Les séjours 63
3.7 – Les comparutions et les transferts 68
3.8 – Les absences temporaires 75

CHAPITRE 4 81

LE MILIEU OUVERT 81

4.1 – Les activités d'évaluation 82
4.2 – Les activités d'intervention 85
4.3 – Les ressources d'hébergement communautaires et les ressources spécialisées 94

CHAPITRE 5 99

LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES 99

5.1 – Les ressources humaines 100
5.2 – Les ressources financières 104

LEXIQUE 107

Chapitre 1

Le cadre général

Toute organisation a avantage à connaître et à comprendre l'environnement dans lequel elle évolue. Ce chapitre a pour but de fournir des statistiques générales sur cet environnement selon trois aspects qui influent sur la société et sur la Direction générale des services correctionnels (DGSC), en particulier la démographie, l'économie et la criminalité. Chacun de ces domaines, à sa façon et dans une proportion qui lui est propre, a un effet sur la demande de services adressées à la DGSC.

1.1 - Le contexte démographique

Le Canada

Selon les estimations présentées au tableau 1.1.1, la population canadienne augmente. Elle est passée de 29,0 millions en 1994 à 30,3 millions en 1998, soit une augmentation de 4,5 %. De toutes les provinces, c'est en Colombie-Britannique que la hausse a été la plus importante, la population totale passant de 3,68 millions à 4,01 millions, soit une augmentation de 8,9 %. Pour la même période, soit de 1994 à 1998, seule Terre-Neuve a connu une baisse de sa population (-5,4 %).

Le Québec

Pour sa part, le Québec connaît une faible augmentation, mais relativement constante. En 1994, selon les estimations de *Statistique Canada*, la population totale du Québec était de 7,21 millions de personnes; en 1998, elle atteignait 7,34 millions, soit une augmentation de 1,8 % en cinq ans. Cette hausse place le Québec en dessous de l'augmentation canadienne qui se situe à 4,4 %. En fait, le Québec se classe au 5^{e} rang des provinces dont la population a le plus augmenté en cinq ans, derrière la Colombie-Britannique (8,9 %), l'Ontario (5,4 %), l'Alberta (7,8 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (2,1 %). Mentionnons que le Yukon et les territoires du Nord-Ouest ont connu des augmentations de 5,7 % et 3,2 % respectivement.

Vieillissement de la population

Les estimations de la population du Québec par le Bureau de la statistique du Québec font ressortir certains phénomènes. Une tendance observable dans le monde industrialisé, et que connaît aussi le Québec, est que la population des 20 ans et plus augmente, alors que la population des 19 ans et moins diminue (tableau 1.1.2). Cette situation entraîne un vieillissement de la population et, par conséquent, donnera lieu à moyen terme à une diminution de l'importance relative du groupe des jeunes adultes. Cette observation est capitale, puisque le groupe des 18 à 35 ans constitue la majorité de la clientèle correctionnelle. Par conséquent, le mouvement qui est amorcé fera, à plus ou moins long terme, diminuer la clientèle traditionnelle de la DGSC.

Les régions du réseau correctionnel

À l'intérieur du Québec, l'évolution de la population varie d'une région à l'autre et d'un secteur à un autre. Pour la période de 1994 à 1998 (tableau 1.1.3), seul le secteur de l'Ouest a connu une augmentation de sa population (0,4 %). Le secteur de Montréal et celui de l'Est ont connu, pour leur part, des diminutions de 1,3 % et 2,1 % respectivement.

Tableau 1.1.1

Estimation de l'évolution de la population totale du Canada selon la province (en milliers de personnes)

	1994	1995	1996	1997	1998
Terre-Neuve	574,8	568,0	560,6	554,2	543,8
Île-du-Prince-Édouard	133,7	134,8	136,2	136,9	136,5
Nouvelle-Écosse	926,3	927,7	931,2	934,8	934,2
Nouveau-Brunswick	750,9	751,8	753,0	754,0	753,0
Québec	7 207,3	7 241,4	7 274,0	7 308,1	7 334,5
Ontario	10 827,5	10 964,9	11 100,9	11 263,6	11 413,7
Manitoba	1 123,9	1 129,8	1 134,3	1 136,8	1 138,7
Saskatchewan	1 009,7	1 014,2	1 019,5	1 022,4	1 024,3
Alberta	2 704,9	2 739,9	2 780,6	2 838,6	2 914,5
Colombie-Britannique	3 681,8	3 784,0	3 882,0	3 961,6	4 009,0
Yukon	30,0	30,9	31,9	32,2	31,7
Territoires du Nord-Ouest	65,2	66,6	67,6	67,8	67,3
Canada	29 036,0	29 353,9	29 671,9	30 011,0	30 301,2

Source : Site internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02_f.htm, 1999-08-10

Note : Dorénavant, la source des données pour la population totale du Canada sera le site internet de Statistique Canada car les données sont disponible plus tôt.

Évolution de la population au Canada entre 1971 et 1997 (millions)

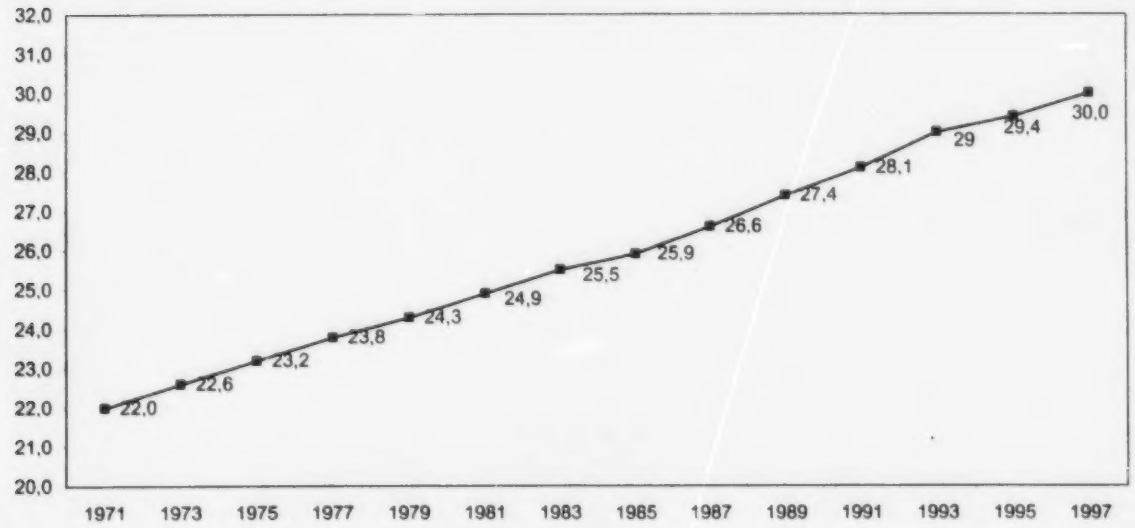


Tableau 1.1.2

Estimation de la population du Québec par année selon l'âge et selon le sexe

	0 à 19 ans	20 ans et plus	Femmes	Hommes	Total
1996	1 882 558	5 391 459	3 685 832	3 588 185	7 274 017
1997	1 869 300	5 435 722	3 701 403	3 603 619	7 305 022
1998	1 849 324	5 477 282	3 712 321	3 614 285	7 326 606
1999	1 826 104	5 526 743	3 725 572	3 627 275	7 352 847
2000	1 800 831	5 577 621	3 738 484	3 639 968	7 378 452
2001	1 779 048	5 628 743	3 753 195	3 654 596	7 407 791
2002	1 761 185	5 675 422	3 767 628	3 668 979	7 436 607
2003	1 746 357	5 717 756	3 781 382	3 682 731	7 464 113
2004	1 731 765	5 758 675	3 794 544	3 695 896	7 490 440
2005	1 718 170	5 797 515	3 807 160	3 708 525	7 515 685
2010	1 647 460	5 979 779	3 862 943	3 764 296	7 627 239
2015	1 548 333	6 166 334	3 907 172	3 807 495	7 714 667
2020	1 515 116	6 260 695	3 939 448	3 836 363	7 775 811
2025	1 493 968	6 307 686	3 955 909	3 845 745	7 801 654

Source : BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives de la population du Québec, selon le sexe et le groupe d'âge, 1996-2051*, Scénario A (basé sur le recensement de 1996)

Tableau 1.1.3

Répartition des données démographiques du Québec[1] selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994	1995	1996	1997	1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	487 567	487 567	487 567	485 713	485 713
Région Outaouais	306 210	306 210	306 147	307 378	307 378
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	191 931	192 002	192 050	192 318	192 318
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	1 121 123	1 121 916	1 121 979	1 138 550	1 138 550
Région Montérégie	1 148 646	1 148 646	1 148 647	1 143 944	1 143 944
Total secteur Ouest du Québec	**3 255 477**	**3 256 341**	**3 256 390**	**3 267 903**	**3 267 903**
Région et secteur de Montréal	**1 799 254**	**1 799 254**	**1 799 254**	**1 775 846**	**1 775 846**
Région Bas-Saint-Laurent	211 146	211 146	211 146	206 064	206 064
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	294 337	294 337	294 337	286 649	286 649
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 029 973	1 029 917	1 029 917	1 015 469	1 015 469
Région Mauricie et Centre-du-Québec	402 679	402 679	402 678	392 164	392 164
Région Côte-Nord	106 458	106 674	106 626	103 281	103 281
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	108 536	108 536	108 536	105 174	105 174
Total secteur Est du Québec	**2 153 129**	**2 153 289**	**2 153 240**	**2 108 801**	**2 108 801**
Total réseau correctionnel du Québec	**7 207 860**	**7 208 884**	**7 208 884**	**7 152 550**	**7 152 550**

1. Ces données démographiques sont issues des décrets officiels annuels du Gouvernement du Québec. Nous avons toutefois transféré le nombre d'habitants des MRC de Drummond (région adm. De la Mauricie et du Centre-du-Québec), de Brôme-Missisquoi et de Haute-Yamaska (région adm. de la Montérégie) à la région correctionnelle de l'Estrie étant donné la délimitation territoriale de cette dernière.

1.2 - Le contexte économique

La clientèle de la DGSC se compose, en particulier, de personnes ayant des emplois précaires et des revenus sous le seuil de la pauvreté; plusieurs vivent des prestations de l'assurance emploi ou de l'aide sociale. Par conséquent, la DGSC est nécessairement tributaire du contexte économique du Québec; elle doit donc en tenir compte si elle veut offrir à sa clientèle des services adéquats.

L'indice des prix à la consommation au Canada en constante augmentation
Une récession est un recul de la prospérité économique d'une société. Comme la majorité des sociétés souhaitent éviter ce genre de dégradation, elles prennent des mesures pour essayer d'en diminuer l'ampleur ou d'en réduire les conséquences. Si, lors d'une période de récession, les autorités d'un pays réussissent à contenir l'inflation, la dégradation du pouvoir d'achat sera, à tout le moins, atténuée par une certaine stabilité des prix. Ainsi, les consommatrices et les consommateurs seront moins affectés par la situation.

Le tableau 1.2.1 montre que l'indice des prix à la consommation, qui sert de base au calcul du taux d'inflation, est en constante augmentation au Canada et au Québec. L'augmentation en pourcentage pour la dernière année est de 1,4 % pour le Québec et près de 1,0 % pour le Canada. Le Québec et la Saskatchewan sont les provinces avec la plus forte augmentation.

Le travail manque chez les 15 à 24 ans
La population active (population occupée ou qui cherche activement un emploi) a augmenté de 800 000 personnes au Canada dans l'intervalle de 1994 à 1998 pour s'établir à 15,6 millions. En ce qui concerne les personnes occupées, les perdants de ces dernières années sont les jeunes de 15 à 24 ans. Des 2,07 millions qui étaient occupés en 1994, ils ne sont que 2,10 millions en 1998 soit une faible augmentation de 1,4 %. Par contre, le nombre de personnes occupées de 25 ans ou plus, a connu une augmentation de 9,0 %, passant de 11,2 millions à 12,2 millions (tableau 1.2.2).

Le nombre de personnes au chômage a diminué de 15,3 % entre 1994 et 1998; mais cette donnée peut être mal interprétée. Les personnes qui cherchaient activement un emploi peuvent effectivement avoir trouvé un emploi. Mais il y en a qui ont arrêté de chercher un emploi et qui restent à la maison. Ainsi, ces personnes ne sont plus comptabilisées comme des personnes au chômage, mais elles ne sont pas pour autant occupées.

Population occupée : situation semblable pour les hommes et les femmes
Chez la population occupée, le nombre de femmes a augmenté de 8,7 % et chez les hommes, ce nombre a augmenté de 7,0 % en cinq ans. L'augmentation est constante dans les deux cas. Par contre, le nombre de femmes au chômage a diminué de 11,9 % alors que chez les hommes la diminution est plus considérable, c'est-à-dire de 17,9 % en cours des cinq dernières années.

Le chômage a diminué au Canada en 1998
Les données du tableau 1.2.3 démontrent que, même si le taux de chômage au Canada a été ponctué d'une hausse de 1995 à 1996 (9,5 % à 9,7 %), le secteur de l'emploi s'améliore par rapport à 1994, alors qu'il se situait à 10,4 %. Cette diminution continue, puisqu'il passait de 9,2 % en 1997 à 8,3 % en 1998. Par ailleurs, toujours en 1998, la Colombie-Britannique voyait son taux de chômage augmenter, alors qu'il diminuait dans toutes les autres provinces.

Le Québec vient au 5^{e} rang pour le chômage au Canada
Le Québec a suivi le mouvement général au Canada et a vu son taux de chômage diminuer en 1997 et 1998, passant de 11,4 % à 10,4 %, lui conférant ainsi, le 5^{e} rang des taux les plus élevés au Canada, après Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Tableau 1.2.1

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada selon les provinces et pour certaines villes (1992=100)

	1994	1995	1996	1997	1998
Province					
Terre-Neuve	102,9	104,4	106,0	108,2	108,4
Île-du-Prince-Édouard	101,7	103,3	105,2	106,5	106,0
Nouvelle-Écosse	102,3	103,8	105,6	107,8	108,5
Nouveau-Brunswick	101,8	103,4	104,9	106,9	107,5
Québec	100,0	101,8	103,4	104,9	106,4
Ontario	101,8	104,3	105,9	107,9	108,9
Manitoba	104,1	106,9	109,2	111,6	113,0
Saskatchewan	104,9	106,9	108,9	110,3	111,8
Alberta	102,6	105,0	107,3	109,5	110,7
Colombie-Britannique	105,5	107,9	108,9	109,7	110,0
Canada	**102,0**	**104,2**	**105,9**	**107,6**	**108,6**
Ville					
Montréal	99,9	101,7	103,4	104,8	106,5
Toronto	101,7	104,2	106,0	107,9	109,0
Vancouver	105,7	108,4	109,2	109,8	110,4

Source : Site internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/Economy/Economic/econ09a_f.htm, 1999-08-11

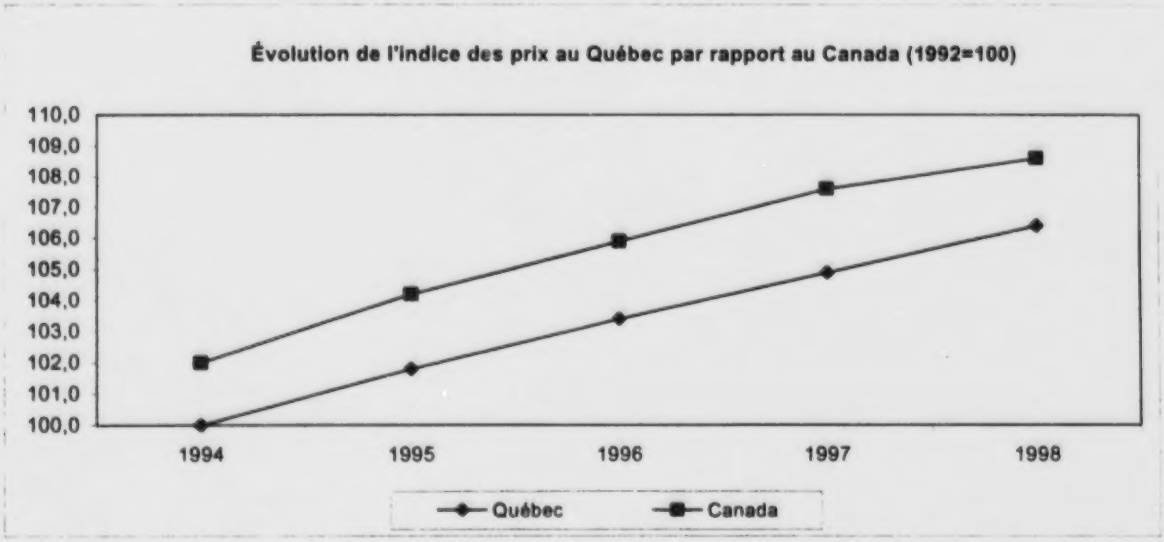


Tableau 1.2.2

Évolution de la population active selon l'âge et selon le sexe au Canada (milliers de personnes)

		1994	1995	1996	1997	1998
Population occupée[1]		**13 292**	**13 506**	**13 676**	**13 941**	**14 326**
Âge	15 à 24 ans	2 074	2 072	2 040	2 025	2 102
	25 ans et plus	11 218	11 433	11 637	11 915	12 225
Sexe	Femmes	6 002	6 109	6 197	6 292	6 524
	Hommes	7 290	7 397	7 479	7 649	7 803
Personnes au chômage[1]		**1 541**	**1 422**	**1 469**	**1 414**	**1 305**
Âge	15 à 24 ans	411	382	391	406	378
	25 ans et plus	1 130	1 040	1 078	1 008	927
Sexe	Femmes	656	621	647	634	578
	Hommes	885	801	823	779	727
Population active[1]		**14 832**	**14 928**	**15 145**	**15 354**	**15 632**

1. En raison de leur arrondissement, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

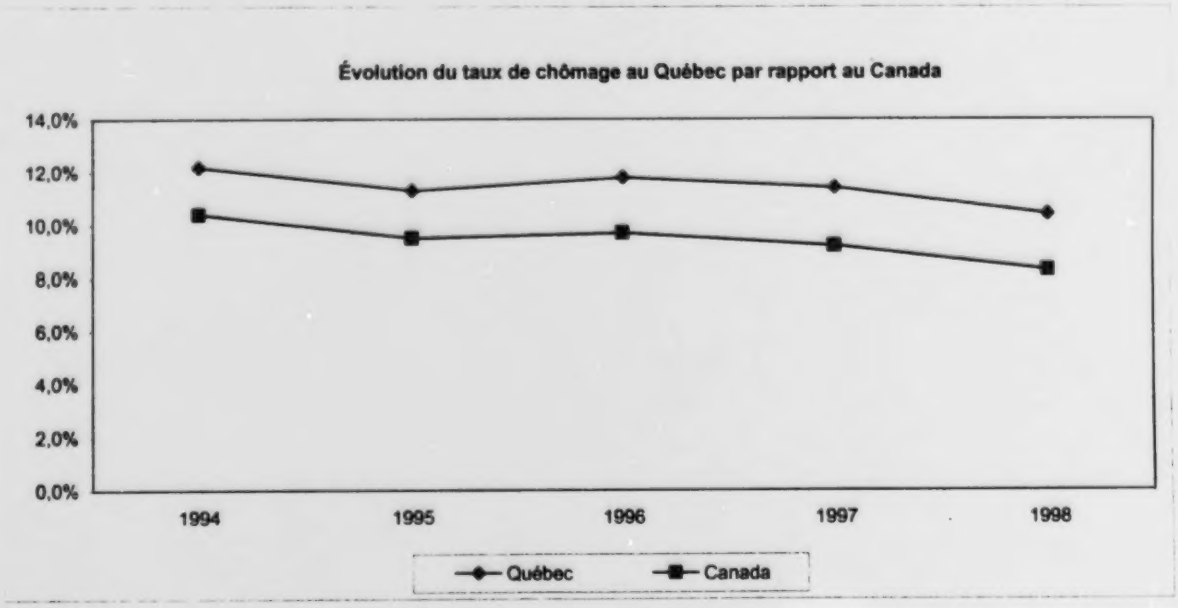
Source : Site internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Labor20a_f.htm, 1999-08-11

Tableau 1.2.3

Évolution du taux de chômage au Canada selon les provinces

	1994	1995	1996	1997	1998
Terre-Neuve	20,4%	18,3%	19,4%	18,8%	17,9%
Île-du-Prince-Édouard	17,2%	14,7%	14,5%	14,9%	13,9%
Nouvelle-Écosse	13,3%	12,1%	12,6%	12,2%	10,7%
Nouveau-Brunswick	12,5%	11,5%	11,7%	12,8%	12,1%
Québec	12,2%	11,3%	11,8%	11,4%	10,4%
Ontario	9,6%	8,7%	9,1%	8,5%	7,2%
Manitoba	9,2%	7,5%	7,5%	6,6%	5,7%
Saskatchewan	7,0%	6,9%	6,6%	6,0%	5,9%
Alberta	8,6%	7,8%	7,0%	6,0%	5,7%
Colombie-Britannique	9,4%	9,0%	8,9%	8,7%	8,9%
Canada	**10,4%**	**9,5%**	**9,7%**	**9,2%**	**8,3%**

Source : Site internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Labor07a_f.htm, 1999-08-11



1.3 - Le contexte criminel

Le contexte particulier qui influe le plus sur la quantité de services que doit fournir la Direction générale des services correctionnels est sans doute le contexte criminel. Plus il y a d'infractions commises et classées, plus la demande de services auprès de la DGSC risque d'être élevée. Dans une bonne partie des causes jugées pour des infractions au Code criminel ou à certaines lois et à certains règlements, la sentence rendue entraîne une prestation de services de la DGSC.

Pour cette section, les données qui concernent le Nord-du-Québec sont problématiques et seront ajustées ultérieurement. Puisque les infractions rapportées dans cette région comptent pour une proportion relativement petite, les modifications éventuelles n'affecteront pas le portrait de la criminalité présenté ici.

Montréal est la région du réseau correctionnel qui compte le plus d'infractions commises
À elle seule, cette région regroupe près de 38 % de l'ensemble des infractions commises au Code criminel au Québec en 1998 avec 179 154 infractions (tableau 1.3.1). Montréal est suivie par les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides et par la Montérégie avec respectivement 68 785 et 62 116 infractions commises. Par contre, le pourcentage d'infractions classées à Montréal est de 22,2 %, ce qui représente le plus petit pourcentage. C'est la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui affiche le meilleur taux de réussite, avec un pourcentage d'infractions classées de 46,8 %.

Taux d'infractions déclarées : Montréal au 1er rang
Les taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants varient de façon importante d'une région du réseau correctionnel à l'autre (tableau 1.3.1). Une fois encore, la région de Montréal arrive au premier rang, avec 100,9 infractions déclarées (Code criminel) par 1 000 habitants, suivie par la région de l'Outaouais avec 67,2 infractions déclarées (Code criminel) par 1 000 habitants. La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche le taux le plus bas avec 32,6 infractions déclarées par 1 000 habitants.

Pour ce qui est des infractions aux lois et aux règlements, c'est l'Outaouais qui possède le plus haut taux pour ces infractions par 1 000 habitants avec 4,7.

Auteurs présumés : 29 % ont entre 12 et 17 ans
Au cours de l'année 1998, les corps policiers ont identifié 94 727 auteurs présumés d'actes interdits par le Code criminel; 67 230 auteurs présumés (71 %) étaient d'âge adulte tandis que 27 497 (29 %) avaient entre 12 et 17 ans (tableau 1.3.2 et 1.3.3).

Près de 52 % des délits commis par les 12 à 17 ans sont liés aux divers crimes contre la propriété
Des 27 497 jeunes contrevenants présumés, 14 218, soit 51,7 % des cas, sont liés aux crimes contre la propriété (tableau 1.3.2) et 5 816, soit 21,2 %, sont liés aux crimes contre la personne. Par ailleurs, les proportions les plus élevées de jeunes parmi les auteurs présumés d'infractions au Code criminel se trouvaient au Saguenay–Lac-Saint-Jean (40 %), en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (39 %) et sur la Côte-Nord (35 %).

Le nombre de personnes contrevenantes adultes est toujours en baisse
En 1995 et 1996, les services policiers municipaux et la Sûreté du Québec ont identifié respectivement 86 158 et 85 531 adultes comme des personnes contrevenantes (tableau 1.3.3). En 1997, le nombre de personnes contrevenantes adultes pour des infractions au Code criminel est de 73 148, soit une baisse de 14,5 %. La plus importante baisse en 1997 s'est produite dans le secteur de Montréal, le nombre passant de 27 669 en 1996 à 21 581, soit une chute de 22,0 %. En 1998, ce nombre pour tout le réseau correctionnel est de 67 230 soit une baisse de 8,1 %, mais la baisse la plus importante se retrouve dans le secteur de l'Ouest avec une chute de 11,3 %.

Tableau 1.3.1

Diverses statistiques sur les infractions enregistrées (sauf circulation) au Québec selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1998

	Nombre d'infractions		Pourcentage d'infractions classées [2]		Taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants	
	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	26 038	1 627	31,4	87,6	53,6	3,4
Région Outaouais	20 660	1 445	39,7	85,6	67,2	4,7
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9 669	686	38,1	82,5	50,3	3,6
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	68 785	2 876	28,7	86,7	60,4	2,5
Région Montérégie[1]	62 116	2 894	32,4	74,8	54,3	2,5
Total secteur Ouest du Québec	**187 269**	**9 529**	**32,0**	**82,8**	**57,3**	**2,9**
Région et secteur de Montréal	**179 154**	**5 978**	**22,2**	**62,5**	**100,9**	**3,4**
Région Bas-Saint-Laurent	7 600	638	46,6	105,5	36,9	3,1
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	16 925	919	30,4	100,2	59,0	3,2
Région Québec et Chaudière-Appalaches	46 453	3 579	33,3	97,3	45,7	3,5
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	20 635	1 804	35,4	83,0	52,6	4,6
Région Côte-Nord	6 061	453	45,9	101,8	58,7	4,4
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3 433	358	46,8	95,5	32,6	3,4
Total secteur Est du Québec	**101 107**	**7 751**	**35,4**	**95,1**	**47,9**	**3,7**
Total réseau correctionnel du Québec	**467 530**	**23 258**	**29,0**	**81,7**	**65,4**	**3,3**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

2. Le nombre d'infractions classées peut impliquer des infractions commises dans les années passées, ce qui explique des pourcentages plus élevés que 100 % pour l'année en cours.

Source : DIRECTION DES AFFAIRES POLICIÈRES, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, *statistiques 1998 code criminel, autres lois fédérales, lois provinciales (sauf circulation)*

Répartition régionale du total des infractions enregistrées en 1998

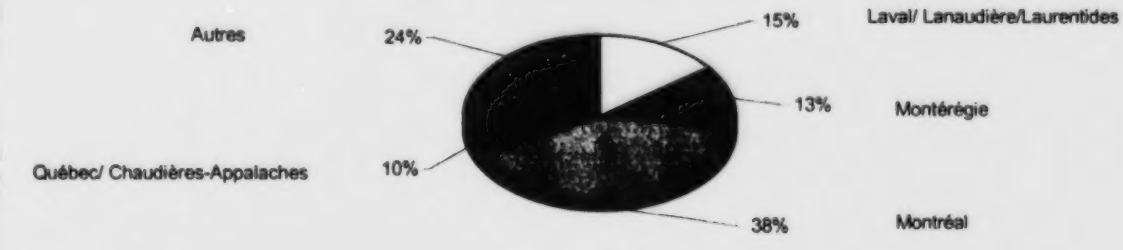


Tableau 1.3.2

Nombres de jeunes contrevenants présumés (12 à 17 ans) au Québec, selon les catégories d'infractions au Code criminel (sauf conduite de véhicules) et selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1998

	Crimes contre la personne	Crimes contre la propriété	Autres crimes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	289	916	463	1 668
Région Outaouais	355	1 002	484	1 841
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	150	631	210	991
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	870	2 599	1 282	4 751
Région Montérégie[1]	968	2 314	1 313	4 595
Total secteur Ouest du Québec	**2 632**	**7 461**	**3 752**	**13 845**
Région et secteur de Montréal	**2 009**	**1 951**	**1 605**	**5 565**
Région Bas-Saint-Laurent	111	447	213	771
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	202	870	277	1 349
Région Québec et Chaudière-Appalaches	523	1 951	887	3 361
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	217	1 067	436	1 720
Région Côte-Nord	80	304	209	593
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	42	167	84	293
Total secteur Est du Québec	**1 175**	**4 806**	**2 106**	**8 087**
Total réseau correctionnel du Québec	**5 816**	**14 218**	**7 463**	**27 497**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre du Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : DIRECTION DES AFFAIRES POLICIÈRES, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, *statistiques 1998 code criminel, autres lois fédérales, lois provinciales (sauf circulation)*

Tableau 1.3.3

Évolution du nombre de personnes contrevenantes adultes pour des infractions au Code criminel (sauf circulation), infractions selon la région (corps policiers municipaux et Sûreté du Québec)

	1994	1995	1996	1997 [2]	1998
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	5 301	5 127	4 737	4 487	4 007
Région Outaouais	5 397	5 179	5 851	5 476	4 906
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	2 557	2 398	2 072	1 496	1 530
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	13 631	13 726	13 846	12 282	10 323
Région Montérégie[1]	11 617	11 417	11 866	10 601	9 696
Total secteur Ouest du Québec	**38 503**	**37 847**	**38 372**	**34 342**	**30 462**
Région et secteur de Montréal	**30 888**	**28 518**	**27 669**	**21 581**	**21 053**
Région Bas-Saint-Laurent	2 283	2 108	2 011	1 564	1 492
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	2 586	2 126	2 221	2 198	1 997
Région Québec et Chaudière-Appalaches	9 183	9 390	9 186	8 144	7 018
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	4 595	3 994	4 085	3 343	3 448
Région Côte-Nord	1 380	1 270	1 208	1 212	1 091
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1 046	905	779	764	669
Total secteur Est du Québec	**21 073**	**19 793**	**19 490**	**17 225**	**15 715**
Total réseau correctionnel du Québec	**90 464**	**86 158**	**85 531**	**73 148**	**67 230**

1 Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre du Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

2 Les chiffres ont été revisés pour 1997.

Source : DIRECTION DES AFFAIRES POLICIÈRES, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, *statistiques 1998 code criminel, autres lois fédérales, lois provinciales (sauf circulation)*

Chapitre 2

Les personnes contrevenantes

Il est important de connaître les diverses caractéristiques de la clientèle de la DGSC. Pour cette raison, le présent chapitre présentera certaines statistiques sur l'ensemble des personnes contrevenantes qui ont reçu des services de la DGSC. Il nous sera alors possible de comparer les renseignements concernant tant la clientèle en milieu ouvert qu'en milieu fermé. Par ailleurs, une partie seulement de la clientèle en milieu ouvert a été retenue, soit les personnes bénéficiant des activités d'intervention.

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes [1]

Au fil des ans, la représentation des personnes contrevenantes selon le sexe, l'origine ethnique ou l'âge est très stable tant pour la clientèle en milieu fermé que pour celle en milieu ouvert (tableau 2.1.1).

Près de 90 % de la clientèle est composée d'hommes
Les hommes constituent la plus grande part de la clientèle. En 1998-1999, ils représentent 91,6 % des personnes contrevenantes en milieu fermé et 87,7 % de la clientèle en milieu ouvert. Par contre, mentionnons que le pourcentage de femmes admises tant en milieu fermé et qu'en milieu ouvert a augmenté, passant respectivement de 8,1 % à 8,4 % et de 11,6 % à 12,3 %.

Surreprésentation de la population autochtone
Les autochtones sont proportionnellement surreprésentés parmi les personnes contrevenantes. En effet, alors qu'ils constituent moins de 1 % de la population du Québec, leur proportion parmi la clientèle admise en milieu fermé est de 2,4 %, en 1998-1999, par rapport à 2,1 % en 1997-1998. Même chose pour la clientèle en milieu ouvert, la proportion est de 5,1 % en 1998-1999, comparativement à 4,3 % en 1997-1998.

Les 20-39 ans forment la plus grande partie de la clientèle
Près de 70 % des personnes contrevenantes, en milieu ouvert et en milieu fermé, se situent dans le groupe des 20-39 ans. L'âge moyen est de 33,8 ans pour la clientèle en milieu fermé et de 32,3 ans pour celle en milieu ouvert. L'âge médian, pour sa part, s'établit à 32 ans pour le milieu fermé, par rapport à 30 ans pour le milieu ouvert. La clientèle en milieu ouvert est donc un peu plus jeune que celle en milieu fermé. L'âge de la clientèle admise que ce soit dans le milieu ouvert ou dans le milieu fermé a augmenté en 1998-1999.

La répartition, par direction régionale, de la clientèle de la DGSC diffère légèrement de celle de la population
En faisant l'hypothèse que les personnes contrevenantes dont la région de provenance est inconnue se répartissent de la même façon que les autres, il semble que, dans la majorité des régions du réseau correctionnel, la répartition de la clientèle admise en milieu fermé ou en milieu ouvert est comparable à celle de la population. Il y a toutefois une distorsion pour quelques régions. Pour la clientèle correctionnelle admise en milieu fermé, Montréal, avec 31,8 %, est surreprésentée par rapport à la répartition régionale qui est de 24,8 %. Même chose pour les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, avec 18,2 % des personnes admises en milieu fermé en 1998-1999, alors que la population régionale représente 15,9 % de la population totale.

Pour la clientèle référée en milieu ouvert, les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue sont surreprésentées, avec respectivement 8,4 % et 7,1 % de la clientèle, alors qu'elles comptent pour 4,3 % et 2,7 % de la population du Québec. (Ces pourcentages diffèrent de ceux du tableau 2.1.2, car les cas dont la région de provenance était inconnue ont été répartis proportionnellement.)

---

1. Voir définition au lexique.

Tableau 2.1.1(a)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle admise en milieu fermé (en %)

		1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Sexe	Femmes	7,77	7,98	7,75	8,13	8,38
	Hommes	92,23	92,02	92,25	91,87	91,62
Origine ethnique	Autochtone	2,87	2,62	2,59	2,08	2,44
	Non-autochtone	94,48	97,38	94,89	95,39	95,31
	Inconnue	2,65	--	2,52	2,53	2,25
Âge	17 ans et moins	0,03	0,02	0,03	0,02	0,04
	18 ans	1,92	2,22	2,02	2,03	2,29
	19 ans	3,48	2,96	2,95	2,80	3,09
	20 à 24 ans	19,09	18,29	17,30	16,59	16,80
	25 à 29 ans	20,83	20,26	19,72	18,60	17,08
	30 à 34 ans	19,80	19,75	20,23	20,09	19,14
	35 à 39 ans	14,67	15,72	15,88	16,55	16,67
	40 à 44 ans	8,94	9,49	9,98	10,67	11,68
	45 à 49 ans	5,31	5,29	5,87	5,99	6,32
	50 ans et plus	5,92	6,00	6,01	6,65	6,88
Âge médian		31 ans	30 ans	32 ans	32 ans	32 ans
Âge moyen		32,10 ans	31,50 ans	32,68 ans	33,07 ans	33,77 ans

Tableau 2.1.1(b)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle référée en milieu ouvert (activités d'intervention) (en %)

		1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Sexe	Femmes	11,92	11,64	11,83	11,56	12,33
	Hommes	88,08	88,36	88,17	88,44	87,67
Origine ethnique	Autochtone	3,80	4,26	3,84	4,32	5,05
	Non-autochtone	88,38	88,17	87,10	86,08	85,05
	Inconnue	7,82	7,57	9,06	9,59	9,90
Âge	17 ans et moins	0,03	0,04	0,02	0,05	0,03
	18 ans	2,97	2,97	2,80	3,16	2,98
	19 ans	6,95	7,04	6,48	6,77	6,64
	20 à 24 ans	24,21	23,75	22,48	22,56	22,49
	25 à 29 ans	18,09	17,89	17,08	16,16	15,62
	30 à 34 ans	16,21	16,96	17,44	16,08	16,08
	35 à 39 ans	12,07	11,95	13,22	13,84	13,94
	40 à 44 ans	8,33	8,14	8,75	9,18	9,17
	45 à 49 ans	5,21	5,08	5,46	5,14	5,90
	50 ans et plus	5,93	6,18	6,25	7,05	7,14
Âge médian		29 ans	29 ans	30 ans	29 ans	30 ans
Âge moyen		31,17 ans	31,40 ans	31,90 ans	31,50 ans	32,30 ans

Tableau 2.1.2(a)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en détention en 1998-1999 selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,23	4,06	4,29
Région Outaouais	0,38	4,35	4,73
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,12	1,94	2,06
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	0,96	15,10	16,06
Région Montérégie	0,77	10,49	11,26
Total secteur Ouest du Québec	**2,46**	**35,94**	**38,40**
Région et secteur de Montréal	**2,30**	**25,83**	**28,13**
Région Bas-Saint-Laurent	0,11	1,61	1,72
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,14	2,71	2,85
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1,24	10,72	11,96
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,17	2,45	2,62
Région Côte-Nord	0,10	1,29	1,39
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,03	1,26	1,29
Total secteur Est du Québec	**1,79**	**20,04**	**21,83**
Région de provenance inconnue	**1,82**	**9,82**	**11,64**
Total réseau correctionnel du Québec	**8,38**	**91,62**	**100,00**

Tableau 2.1.2(b)

Composition de la clientèle correctionnelle référée en milieu ouvert en 1998-1999 selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,38	4,27	4,65
Région Outaouais	0,84	6,42	7,26
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,65	5,49	6,14
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1,28	10,24	11,52
Région Montérégie	1,33	10,05	11,38
Total secteur Ouest du Québec	**4,48**	**36,47**	**40,95**
Région et secteur de Montréal	**2,52**	**17,32**	**19,84**
Région Bas-Saint-Laurent	0,26	3,00	3,26
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,39	3,21	3,60
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1,18	9,81	10,99
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,43	3,23	3,66
Région Côte-Nord	0,39	2,00	2,39
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,22	1,65	1,87
Total secteur Est du Québec	**2,87**	**22,90**	**25,77**
Région de provenance inconnue	**2,46**	**10,97**	**13,43**
Total réseau correctionnel du Québec	**12,33**	**87,67**	**100,00**

2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

La composition de la clientèle, selon la première année d'admission à la DGSC, diffère pour les hommes et pour les femmes

Parmi les hommes dirigés vers la DGSC en 1998-1999, ceux qui ont eu une première admission à la DGSC avant 1997 représentent 68 %; cette proportion est de 29,1 % pour une première admission avant 1988. Dans le cas des femmes, ces proportions sont respectivement de 53,1 % et de 15,6 %.

Les hommes et les femmes ne commettent pas les mêmes délits

En 1998-1999, les deux principaux délits commis sont les infractions aux lois québécoises, 18,9 %, et les infractions aux règlements municipaux, soit 14,7 % de l'ensemble des infractions. Si, à partir de ces pourcentages (tableau 2.2.2), on recalcule les pourcentages des délits commis uniquement par les hommes, on observe que ce sont les deux même catégories d'infractions qui ont entraîné le plus souvent des condamnations en 1998-1999. D'une part, 19,8 % des condamnations sont pour les infractions aux lois québécoises et, d'autre part, 13,6 % pour les infractions aux règlements municipaux.

Les femmes se distinguent cependant des hommes en ce qui a trait au type de délit commis. Avec les mêmes calculs que pour les hommes, l'importance relative des deux principaux délits pour les femmes est de 24,9 % pour les infractions aux règlements municipaux et de 15,4 % pour les délits de vol.

Les femmes ont moins d'antécédents correctionnels que les hommes

Un indicateur du taux de récidive est le nombre d'antécédents correctionnels, c'est-à-dire le nombre d'admissions antérieures à l'admission courante comprenant les admissions en milieu ouvert et en milieu fermé, que ce soit pour la même cause ou pour une autre.

Parmi les personnes admises en 1998-1999, seulement 17 % n'avaient aucun antécédent correctionnel. Par contre, 30,1 % d'entre elles comptaient à l'admission plus de dix antécédents correctionnels auprès des services de la DGSC (tableau 2.2.3).

Le profil des hommes et des femmes diffère en ce qui concerne le nombre d'antécédents correctionnels lors de leur admission. Chez les femmes, 29,3 % n'ont aucun antécédent correctionnel, alors que chez les hommes, ce pourcentage est d'à peine 15,7 %. La même constatation peut se faire pour les personnes qui ont des antécédents correctionnels : 19,7 % des femmes ont plus de dix antécédents correctionnels alors que cette proportion s'élève à 31,2 % chez les hommes.

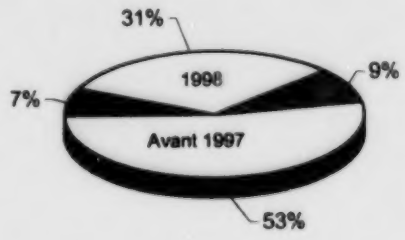
Tableau 2.2.1

Composition de la clientèle correctionnelle en 1998-1999, selon le sexe et selon l'année du premier service fourni par la DGSC à la personne contrevenante[1] (en %)

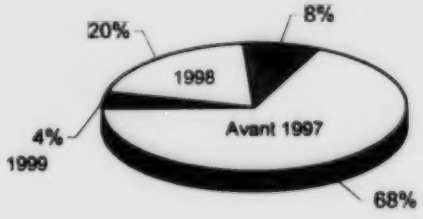
Années	Femmes	Hommes	Total
Avant 1988	1,47	26,32	27,79
1988	0,31	2,83	3,14
1989	0,30	3,05	3,35
1990	0,34	3,20	3,54
1991	0,38	4,19	4,57
1992	0,40	3,94	4,34
1993	0,37	4,12	4,49
1994	0,39	4,22	4,61
1995	0,48	4,40	4,88
1996	0,57	5,30	5,87
1997	0,80	7,33	8,13
1998	2,93	17,94	20,87
1999	0,70	3,72	4,42
Total	**9,44**	**90,56**	**100,00**

[1] Basé sur le numéro de dossier unique de la personne contrevenante

Composition de la clientèle selon l'année de la première arrivée à la DGSC



FEMMES



HOMMES

Tableau 2.2.2

Composition de la clientèle correctionnelle qui a été admise en 1998-1999, selon le délit et selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Infractions contre l'état	0,08	0,72	0,80
Homicide	0,00	0,06	0,06
Homicide involontaire	0,01	0,04	0,05
Tentative de meutre	0,02	0,10	0,12
Infractions d'ordre sexuel	0,03	1,98	2,01
Voies de fait	0,54	6,22	6,76
Autres infractions contre la personne	0,16	2,58	2,74
Vol qualifié	0,13	2,72	2,85
Introduction par effraction	0,23	8,04	8,27
Extorsion	0,01	0,33	0,34
Vol	1,45	6,26	7,71
Méfait, incendie et dommage	0,25	3,05	3,30
Recel	0,04	1,16	1,20
Autres infractions contre la propriété	0,03	0,23	0,26
Infractions liées aux armes à feu	0,01	0,35	0,36
Fraude, corruption et escroquerie	0,37	1,21	1,58
Pari, prostitution et mœurs	0,27	0,19	0,46
Outrage	0,00	0,02	0,02
Complot, complicité et tentative	0,19	2,23	2,42
Évasion	0,34	2,52	2,86
Circulation (code criminel)	0,39	7,22	7,61
Autres infractions au code criminel	0,58	4,33	4,91
Stupéfiants	0,92	7,81	8,73
Aliments et drogues	0,02	0,12	0,14
Immigration	0,01	0,05	0,06
Assurance-chômage	0,02	0,06	0,08
Loi sur les indiens	0,02	0,25	0,27
Autres infractions aux Statut fédéraux	0,03	0,45	0,48
Lois québécoises	0,94	17,94	18,88
Règlements municipaux	2,35	12,32	14,67
Total	**9,44**	**90,56**	**100,00**

Tableau 2.2.3

Composition de la clientèle correctionnelle en 1998-1999, selon le nombre d'antécédents correctionnels [1] et le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Aucun antécédent correctionnel	2,77	14,20	16,97
1 antécédent correctionnel	1,33	10,34	11,67
2 antécédents correctionnels	0,86	7,20	8,06
3 antécédents correctionnels	0,67	5,84	6,51
4 antécédents correctionnels	0,46	5,04	5,50
5 antécédents correctionnels	0,36	4,39	4,75
6 antécédents correctionnels	0,32	3,83	4,15
7 antécédents correctionnels	0,22	3,23	3,45
8 antécédents correctionnels	0,20	2,95	3,15
9 antécédents correctionnels	0,21	2,86	3,07
10 antécédents correctionnels	0,18	2,47	2,65
Plus de 10 antécédents correctionnels	1,86	28,21	30,07
	9,44	**90,56**	**100,00**

[1] Admission antérieure à l'admission présente (peut être liée à la même cause)

Chapitre 3

Le milieu fermé

La DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que celle des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors des comparutions et effectue les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi, lorsque requis, son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en milieu fermé, c'est-à-dire dans un établissement de détention, pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

3.1 – La capacité des établissements de détention

Il existe plusieurs types de capacité : la capacité normale, la capacité de support, la capacité occasionnelle, la capacité totale (qui sont définies en annexe) et la capacité opérationnelle qui est la somme de la capacité normale et de la capacité occasionnelle. La présente section fournit de l'information principalement sur la capacité totale.

En 1998-1999, la capacité totale des établissements de détention a augmenté
Il y a trois établissements de détention qui ont vu leur nombre de places disponibles augmenter. Il s'agit de l'établissement de détention de Québec, avec 15 places additionnelles (2,7 %), l'établissement de détention de New Carlisle, avec encore là 15 places de plus (20 %) et enfin l'établissement de détention de Saint-Jérôme avec 25 places de plus (7,1 %). Ainsi, la capacité totale du réseau correctionnel en détention a augmenté de 1,5 %, passant de 3 752 en 1997-1998 à 3 807 en 1998-1999.

Les extrêmes en 1998-1999
L'établissement de détention de Montréal est celui qui présente la plus grande capacité totale avec ses 1 003 places, tandis que l'établissement de Havre-Aubert est le plus petit avec sept places (tableau 3.1.1).

Établissements de détention particuliers
Certains établissements de détention du Québec présentent des particularités. Mentionnons, entre autres, la Maison Tanguay et le Centre de détention de Québec – secteur féminin, qui accueillent la clientèle féminine. Le Centre Henri-Bourassa est un établissement de jour pour les personnes qui purgent des peines discontinues. Le Centre de prévention de Montréal était un établissement destiné à accueillir des personnes prévenues; c'est maintenant l'établissement de Rivière-des-Prairies qui remplit ce rôle. Toutefois, depuis l'automne 1998, cet établissement reçoit aussi des personnes condamnées.

Tableau 3.1.1

Capacité des établissements de détention du Québec en 1998-1999
(Situation au mois de mars 1999)

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Amos	82	2	0	84
Baie-Comeau	72	6	20	98
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	42	4	0	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	450	47	75	572
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	—	—	—	—
Chicoutimi	62	4	0	66
Établissement de détention de Montréal	916	87	0	1 003
Havre-Aubert	2	5	0	7
Hull	131	13	36	180
Maison Tanguay	94	22	0	116
New Carlisle	64	11	15	90
Rimouski	88	6	10	104
Rivière-des-Prairies	470	30	0	500
Roberval	45	5	15	65
Saint-Jérôme	224	23	130	377
Sept-Îles	19	4	0	23
Sherbrooke	158	13	0	171
Sorel	64	22	0	86
Trois-Rivières	154	11	0	165
Valleyfield	52	2	0	54
Total	3 189	317	301	3 807

Tableau 3.1.2(a)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	171	171	171	171	171
Région Outaouais	107	107	165	180	180
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	84	84	84	84	84
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	194	194	345	352	377
Région Montérégie	478	478	141	140	140
Total secteur Ouest du Québec	**1 034**	**1 034**	**906**	**927**	**952**
Région et secteur de Montréal	**1 734**	**1 734**	**1 724**	**1 619**	**1 619**
Région Bas-Saint-Laurent	109	109	104	104	104
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	131	131	116	131	131
Région Québec et Chaudière-Appalaches	528	528	603	603	618
Région Mauricie et Centre-du-Québec	145	165	165	165	165
Région Côte-Nord	121	121	101	121	121
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	82	82	82	82	97
Total secteur Est du Québec	**1 116**	**1 136**	**1 171**	**1 206**	**1 236**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 884**	**3 904**	**3 801**	**3 752**	**3 807**

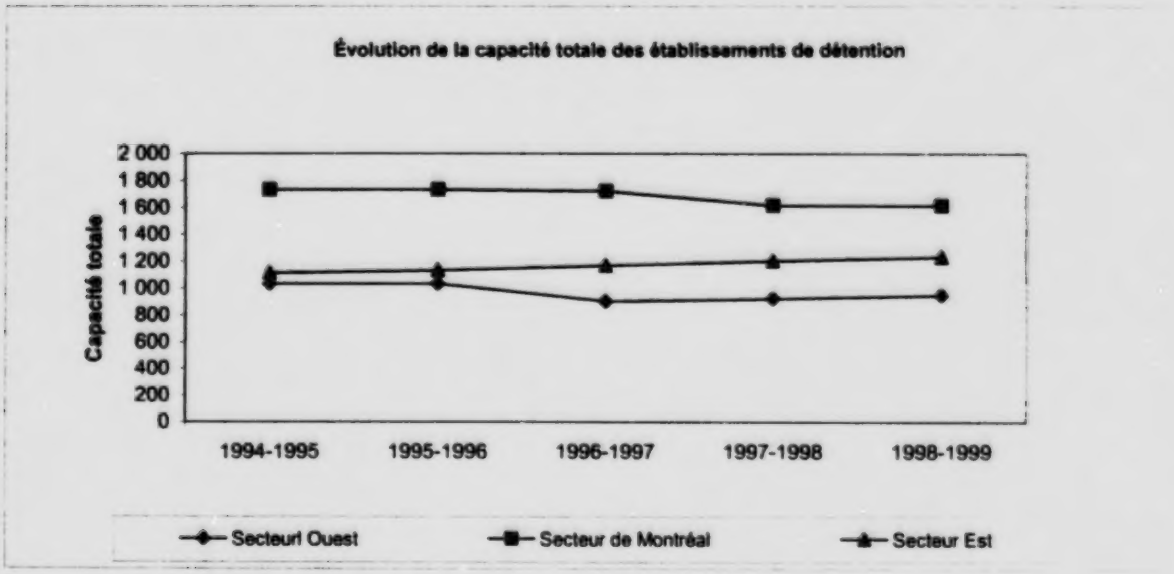


Tableau 3.1.2(b)

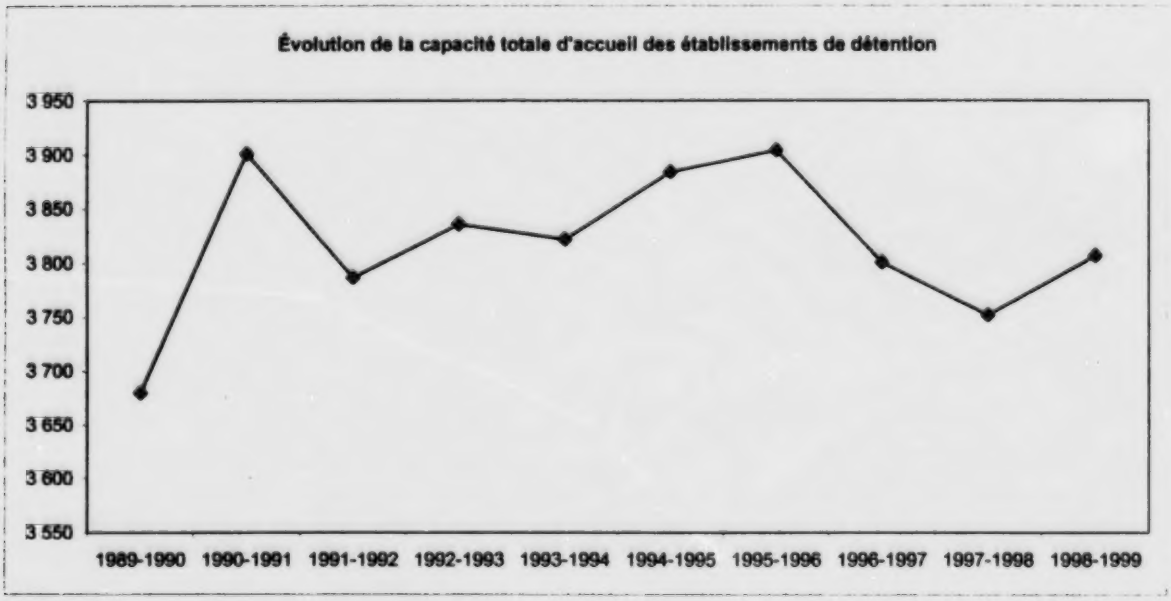
Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	84	84	84	84	84
Baie-Comeau	98	98	78	98	98
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	46	46	46	46	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	482	482	557	557	572
Centre de prévention de Montréal	510	510	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	208	208	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	---	---	---	---	---
Chicoutimi	66	66	66	66	66
Cowansville	56	56	0	0	0
Établissement de détention de Montréal	1 070	1 070	1 070	1 003	1 003
Havre-Aubert	7	7	7	7	7
Hull	107	107	165	180	180
Joliette	34	34	0	0	0
Maison Tanguay	154	154	154	116	116
New Carlisle	75	75	75	75	90
Rimouski	74	74	104	104	104
Rivières-des-Prairies	0	0	500	500	500
Rivière-du-Loup	35	35	0	0	0
Roberval	65	65	50	65	65
Saint-Hyacinthe	73	73	0	0	0
Saint-Jérôme	160	160	345	352	377
Sept-Îles	23	23	23	23	23
Sherbrooke	171	171	171	171	171
Sorel	87	87	87	86	86
Trois-Rivières	145	165	165	165	165
Valleyfield	54	54	54	54	54
Total	**3 884**	**3 904**	**3 801**	**3 752**	**3 807**

Tableau 3.1.3

Série chronologique de la capacité totale d'accueil des établissements de détention du Québec

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
1989-1990	2 980	431	269	3 680
1990-1991	3 151	446	304	3 901
1991-1992	3 156	379	252	3 787
1992-1993	3 167	381	288	3 836
1993-1994	3 131	338	353	3 822
1994-1995	3 106	373	405	3 884
1995-1996	3 106	373	425	3 904
1996-1997	3 297	315	189	3 801
1997-1998	3 239	324	189	3 752
1998-1999	3 189	317	301	3 807



3.2 – Les admissions

Qu'est-ce qu'une admission ?
Une admission est une procédure administrative qui permet d'enregistrer chaque personne à son arrivée dans un centre de détention. Plus précisément, elle consiste en l'enregistrement de certaines caractéristiques de la personne contrevenante et des raisons pour lesquelles elle est admise en détention. Pour toute la durée du séjour, qu'il y ait un transfert, une absence temporaire ou une sortie diverse, il n'y aura qu'*une seule admission*. De plus, une personne passant du statut de prévenu à celui de condamné ne sera considérée qu'une seule fois dans les statistiques.

Le nombre d'admissions poursuit sa baisse en 1998-1999
En 1998-1999, il y a eu 49 791 admissions en détention, comparativement à 56 954 en 1997-1998, soit une diminution de 12,6 % (tableau 3.2.2(a)). Ainsi, le fort mouvement ascendant amorcé autour de 1989 s'est estompé. Maintenant, le nombre d'admissions est en régression. Il y a eu, cette année, diminution dans les trois secteurs avec des pourcentages variant entre 10 % et 15 %, la plus forte baisse ayant eu lieu dans le secteur de Montréal.

Depuis 1992-1993, le nombre de personnes ayant le statut de « prévenu » à l'admission est toujours en régression, avec une baisse pour la présente année de 8,8 %. De plus, le nombre de personnes admises comme « condamnées » a aussi diminué, passant de 26 186 à 21 728, soit une baisse de 17 % (tableau 3.2.3). C'est la deuxième diminution successive pour ce statut en près de dix ans.

Les deux motifs qui occasionnent le plus grand nombre d'admissions
Le motif « cause remise ou pendante », avec 14 506 admissions pour l'année 1998-1999, est le motif qui occasionne le plus d'admissions. Il représente 29,1 % de toutes les admissions comparativement à 25,7 % en 1997-1998.

Le second motif est « défaut de payer l'amende » avec 12 140 admissions. Mais, dans les établissements de détention du Québec, le nombre d'admissions pour ce motif a diminué pour la deuxième année consécutive : elles sont passées de 14 818 en 1997-1998 à 12 140, soit une baisse de 18,1 %. En 1997-1998, ce motif représentait 26,6 % des admissions alors qu'en 1998-1999 il représentait 24,4 %.

Le nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur » est en baisse
On connaît, en 1998-1999, une autre baisse du nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur », puisqu'il passait de 12 024 personnes admises en 1997-1998, à 9 963 en 1998-1999, ce qui représente une diminution de 17,1 % (tableau 3.2.5). Par contre, en 1997-1998, ce motif représentait 21,1 % du nombre total d'admissions, alors qu'en 1998-1999 il représente 20 %.

La proportion des peines discontinues est en hausse en 1998-1999
Deux types de peines de détention sont possibles : les peines continues et les peines discontinues. La différence entre elles, comme leurs noms l'indiquent, a trait à la continuité dans la façon de purger une peine. Une peine discontinue signifie qu'une personne peut être détenue les fins de semaine seulement, ce qui lui offre la possibilité de vaquer à ses occupations durant la semaine. En 1994-1995 et 1995-1996, la proportion de peines discontinues est restée stable, avec des pourcentages de 19,5 % et 19,3 %. Mais en 1996-1997, elle a chuté de 38 % pour s'établir à 11,9 %, et à nouveau de 18 % en 1997-1998 pour atteindre 9,8 % (tableau 3.2.7). En 1998-1999, la proportion des admissions de personnes condamnées qui ont une peine discontinue est de 11 % soit une hausse de 12,6 % par rapport à l'année précédente.

La durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées

La répartition des sentences de détention selon la durée montre que 48,5 % des sentences globales sont de moins d'un mois et que 75,5 % durent moins de trois mois. Les délits pour lesquels une sentence de détention est imposée n'entraînent donc pas une incarcération prolongée (tableau 3.2.7). Lorsque l'on regarde l'évolution, on remarque très peu de changement au cours des dernières années dans la durée des sentences globales. On peut par contre dire que, cette année, la durée des sentences globales augmente un peu.

La médiane de la durée des sentences globales en 1998-1999

La médiane est la valeur qui sépare l'ensemble des données en deux parties égales. Il s'agit donc de l'observation qui se trouve au centre. Dans ce cas, la médiane est plus intéressante que la moyenne, puisque la distribution est asymétrique et que la moyenne est très sensible aux valeurs extrêmes. Quant à la médiane, une statistique de rang, elle est moins sensible aux valeurs extrêmes. Ainsi, depuis plus de cinq ans, la médiane des durées de peines se situe à 30 jours : elle est donc constante (tableau 3.2.7). Pour sa part, la moyenne a augmenté passant de 67,3 jours en 1997-1998 à 71,5 jours en 1998-1999.

Tableau 3.2.1(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel, le statut et le sexe en 1998-1999

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	83	1 406	80	972	0	1	163	2 379
Région Outaouais	162	1 704	110	1 188	0	0	272	2 892
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	23	474	30	506	0	0	53	980
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	305	4 104	99	1 892	0	1	404	5 997
Région Montérégie	86	1 482	78	1 189	0	0	164	2 671
Total secteur Ouest du Québec	**659**	**9 170**	**397**	**5 747**	**0**	**2**	**1 056**	**14 919**
Région et secteur de Montréal	**842**	**9 637**	**1 039**	**9 257**	**1**	**14**	**1 882**	**18 908**
Région Bas-Saint-Laurent	35	641	25	338	0	1	60	980
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	43	796	36	604	0	4	79	1 404
Région Québec et Chaudière-Appalaches	493	3 056	342	3 063	0	1	835	6 120
Région Mauricie et Centre-du-Québec	101	1 036	47	474	0	0	148	1 510
Région Côte-Nord	54	860	36	245	0	1	90	1 106
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	21	595	2	76	0	0	23	671
Total secteur Est du Québec	**747**	**6 984**	**488**	**4 800**	**0**	**7**	**1 235**	**11 791**
Total réseau correctionnel du Québec	**2 248**	**25 791**	**1 924**	**19 804**	**1**	**23**	**4 173**	**45 618**
		28 039		**21 728**		**24**		**49 791**

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon le statut et le sexe en 1998-1999

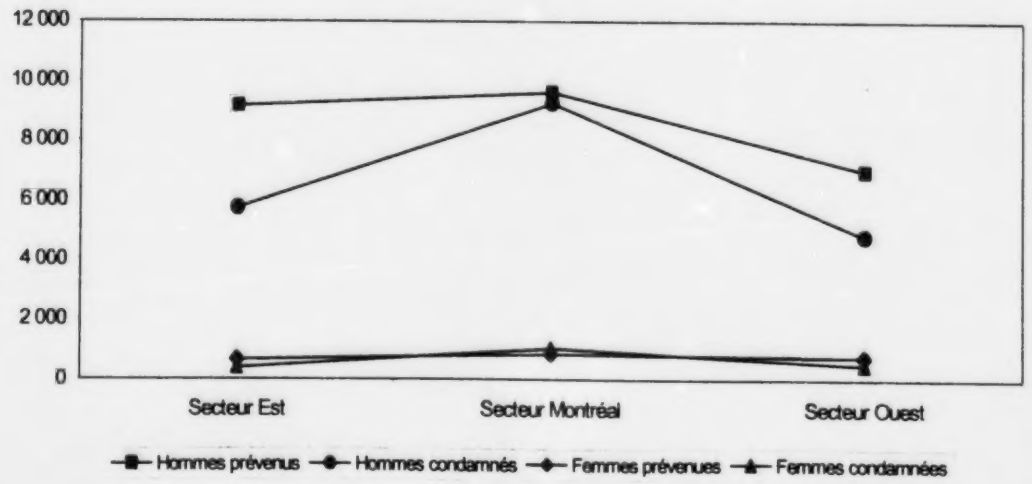


Tableau 3.2.1(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1998-1999

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	23	474	30	506	0	0	53	980
Baie-Comeau	20	348	14	124	0	0	34	472
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	493	0	342	0	0	0	835	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	3 056	0	3 063	0	1	0	6 120
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	0	31	299	0	0	31	299
Chicoutimi	32	537	27	377	0	2	59	916
Établissement de détention de Montréal	0	592	0	8 677	0	0	0	9 269
Havre-Aubert	0	40	0	22	0	0	0	62
Hull	162	1 704	110	1 188	0	0	272	2 892
Maison Tanguay	840	0	1 008	0	1	0	1 849	0
New Carlisle	21	555	2	54	0	0	23	609
Rimouski	35	641	25	338	0	1	60	980
Rivière-des-Prairies	2	9 045	0	281	0	14	2	9 340
Roberval	11	259	9	227	0	2	20	488
Saint-Jérôme	305	4 104	99	1 892	0	1	404	5 997
Sept-Îles	34	512	22	121	0	1	56	634
Sherbrooke	83	1 406	80	972	0	1	163	2 379
Sorel	17	643	31	542	0	0	48	1 185
Trois-Rivières	101	1 036	47	474	0	0	148	1 510
Valleyfield	69	839	47	647	0	0	116	1 486
Total	2 248	25 791	1 924	19 804	1	23	4 173	45 618
		28 039		21 728		24		49 791

Tableau 3.2.2(a)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 346	2 359	2 928	2 879	2 542
Région Outaouais	3 888	3 823	4 051	3 692	3 164
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 721	1 515	1 566	1 147	1 033
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	7 010	7 553	6 903	7 171	6 401
Région Montérégie	6 065	5 911	3 735	2 926	2 835
Total secteur Ouest du Québec	**21 030**	**21 161**	**19 183**	**17 815**	**15 975**
Région et secteur de Montréal	**27 571**	**27 423**	**27 535**	**24 524**	**20 790**
Région Bas-Saint-Laurent	1 393	1 517	1 324	1 055	1 040
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 732	1 680	1 695	1 552	1 483
Région Québec et Chaudière-Appalaches	8 451	8 595	8 598	8 177	6 955
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 664	2 582	2 312	1 853	1 658
Région Côte-Nord	1 545	1 480	1 390	1 142	1 196
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	971	1 023	948	836	694
Total secteur Est du Québec	**16 756**	**16 877**	**16 267**	**14 615**	**13 026**
Total réseau correctionnel du Québec	**65 357**	**65 461**	**62 985**	**56 954**	**49 791**

Évolution du nombre des admissions dans les établissement de détention du Québec

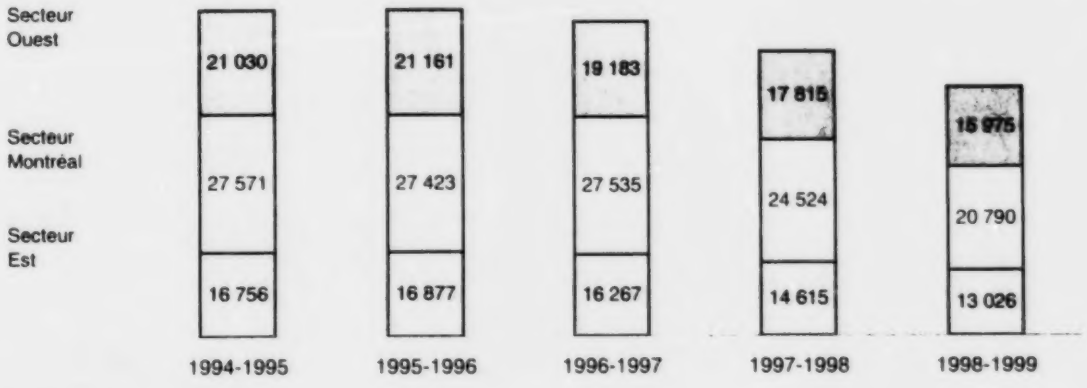


Tableau 3.2.2(b)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	1 721	1 515	1 566	1 147	1 033
Baie-Comeau	619	643	692	504	506
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	977	1 019	987	984	835
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	7 474	7 576	7 611	7 193	6 120
Centre de prévention de montréal	14 774	13 168	7 715	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	456	340	71	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	478	577	412	287	330
Chicoutimi	1 106	1 066	1 029	1 029	975
Cowansville	872	928	240	0	0
Établissement de détention de Montréal	9 888	11 263	12 212	11 246	9 269
Havre-Aubert	69	75	80	57	62
Hull	3 888	3 823	4 051	3 692	3 164
Joliette	2 814	2 724	290	0	0
Laval	10	1	0	0	0
Maison Tanguay	2 431	2 415	2 284	2 073	1 849
New Carlisle	902	948	868	779	632
Rimouski	853	958	1 226	1 055	1 040
Rivière-des-Prairies	0	0	4 912	10 918	9 342
Rivière-du-Loup	540	559	98	0	0
Roberval	626	614	666	523	508
Saint-Hyacinthe	2 027	2 096	405	0	0
Saint-Jérôme	4 186	4 828	6 613	7 171	6 401
Sept-Îles	926	837	698	638	690
Sherbrooke	2 346	2 359	2 928	2 879	2 542
Sorel	654	602	1 277	1 309	1 233
Trois-Rivières	2 664	2 582	2 312	1 853	1 658
Valleyfield	2 056	1 945	1 742	1 617	1 602
Total	65 357	65 461	62 985	56 954	49 791

Tableau 3.2.3

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

	Personnes prévenues	Personnes condamnées	Autres
1989-1990	29 847	14 772	101
1990-1991	35 344	17 496	130
1991-1992	40 201	20 498	108
1992-1993	40 019	23 258	81
1993-1994	39 468	24 763	89
1994-1995	39 456	25 812	89
1995-1996	37 361	28 052	48
1996-1997	34 194	28 760	31
1997-1998	30 735	26 186	33
1998-1999	28 039	21 728	24

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

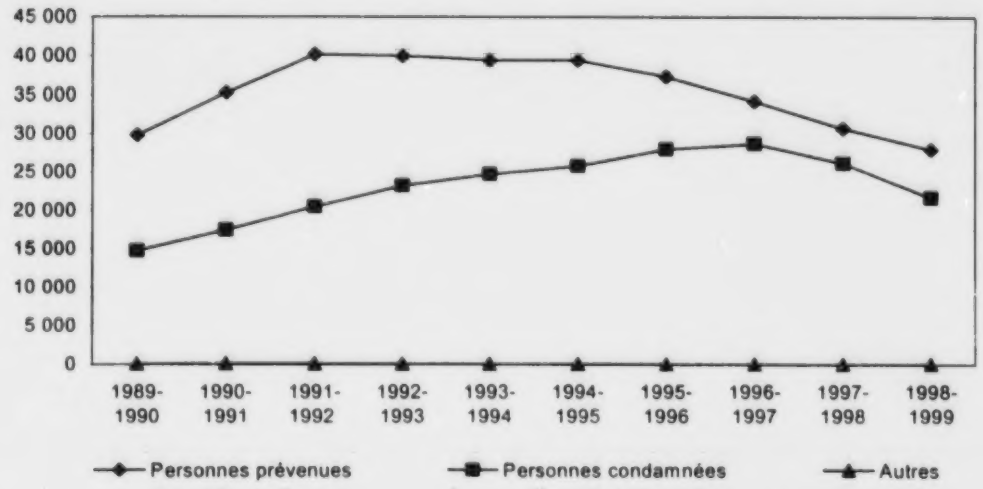


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et selon le motif d'admission, en 1998-1999

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Région Estrie et Centre-du-Québec	15	473	1	2	588	0	0	0	0	13	525
Région Outaouais	8	219	0	1	241	0	0	81	0	10	953
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	10	281	0	0	310	0	0	0	0	1	201
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	28	455	0	3	588	0	0	1	0	253	1 483
Région Montérégie	14	484	0	0	1 155	0	0	0	0	2	719
Total secteur Ouest du Québec	**75**	**1 912**	**1**	**6**	**2 882**	**0**	**0**	**82**	**0**	**279**	**3 881**
Région et secteur de Montréal	**99**	**3 689**	**61**	**3**	**7 684**	**0**	**0**	**0**	**0**	**360**	**5 274**
Région Bas-Saint-Laurent	4	244	55	1	340	0	0	1	0	3	98
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	15	469	2	0	347	0	0	0	0	0	138
Région Québec et Chaudière-Appalaches	120	1 077	32	0	2 059	0	0	0	0	130	2 284
Région Mauricie et Centre-du-Québec	3	263	1	2	840	0	0	0	0	1	210
Région Côte-Nord	5	89	5	1	173	0	0	0	0	48	171
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	2	151	4	0	181	1	0	2	0	1	84
Total secteur Est du Québec	**149**	**2 293**	**99**	**4**	**3 940**	**1**	**0**	**3**	**0**	**183**	**2 985**
Total réseau correctionnel du Québec	**323**	**7 894**	**161**	**13**	**14 506**	**1**	**0**	**85**	**0**	**822**	**12 140**

Légende :

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

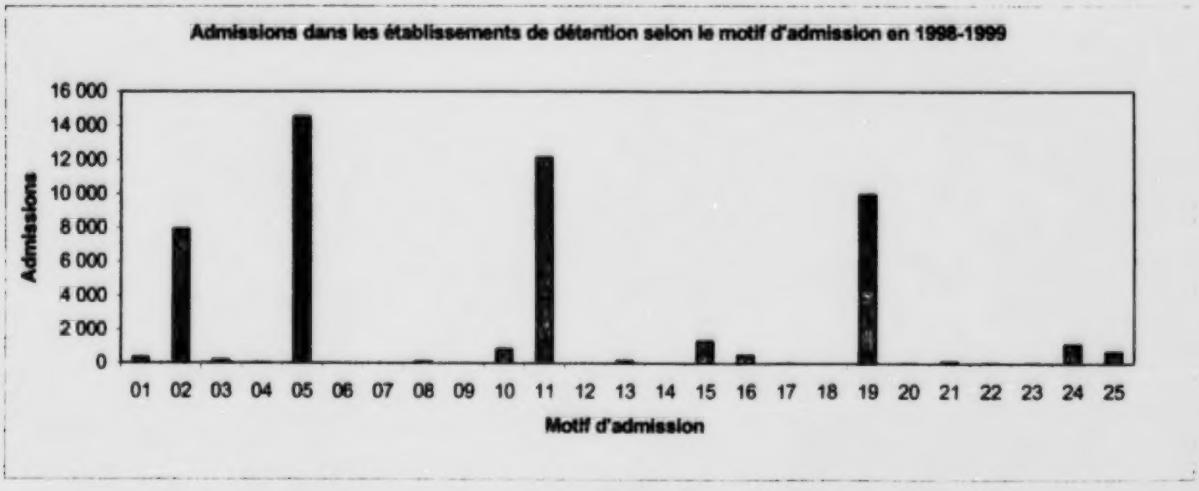


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et selon le motif d'admission, en 1998-1999

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	9	0	54	29	0	0	772	0	0	1	0	55	5	2 542
0	0	0	45	26	3	0	1 505	0	5	1	1	61	4	3 164
0	0	0	12	16	0	0	133	1	33	1	1	27	6	1 033
0	0	0	76	55	0	0	3 318	1	0	4	5	106	25	6 401
0	0	0	20	16	0	0	338	0	0	0	2	83	2	2 835
0	**9**	**0**	**207**	**142**	**3**	**0**	**6 066**	**2**	**38**	**7**	**9**	**332**	**42**	**15 975**
1	**114**	**5**	**875**	**160**	**3**	**0**	**1 308**	**2**	**5**	**2**	**1**	**582**	**562**	**20 790**
0	0	0	15	20	0	0	220	2	4	1	0	14	18	1 040
0	0	0	25	24	0	0	410	1	10	0	1	30	11	1 483
0	6	0	136	80	2	0	879	6	28	2	0	92	22	6 955
0	0	0	50	35	1	0	211	0	2	0	0	35	4	1 658
0	0	0	13	4	0	0	647	0	4	0	1	23	12	1 196
0	0	0	4	5	0	0	222	0	7	0	2	16	12	694
0	**6**	**0**	**243**	**168**	**3**	**0**	**2 589**	**9**	**55**	**3**	**4**	**210**	**79**	**13 026**
1	**129**	**5**	**1 325**	**470**	**9**	**0**	**9 963**	**13**	**98**	**12**	**14**	**1 124**	**683**	**49 791**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Les quatres motifs qui occasionnent le plus d'admissions en 1998-1999

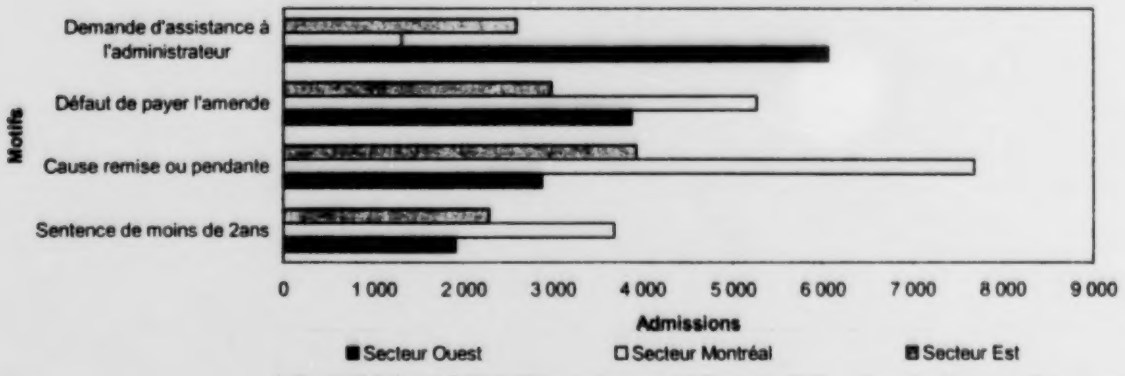


Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 1998-1999

Établissements	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Amos	10	281	0	0	310	0	0	0	0	1	201
Baie-Comeau	5	45	5	1	68	0	0	0	0	18	89
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	12	243	5	0	95	0	0	0	0	1	76
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	108	834	27	0	1 964	0	0	0	0	129	2 208
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chicoutimi	4	277	1	0	314	0	0	0	0	0	113
Établissement de détention de Montréal	4	3 203	0	0	24	0	0	0	0	0	4 698
Havre-Aubert	0	20	0	0	5	0	0	0	0	1	8
Hull	8	219	0	1	241	0	0	81	0	10	953
Maison Tanguay	9	406	3	1	666	0	0	0	0	1	572
New Carlisle	2	131	4	0	176	1	0	2	0	0	76
Rimouski	4	244	55	1	340	0	0	1	0	3	98
Rivières-des-Prairies	86	79	58	2	6 994	0	0	0	0	359	4
Roberval	11	192	1	0	33	0	0	0	0	0	25
Saint-Jérôme	28	455	0	3	588	0	0	1	0	253	1 483
Sept-Îles	0	44	0	0	105	0	0	0	0	30	82
Sherbrooke	15	473	1	2	588	0	0	0	0	13	525
Sorel	6	231	0	0	577	0	0	0	0	2	307
Trois-Rivières	3	263	1	2	840	0	0	0	0	1	210
Valleyfield	8	253	0	0	578	0	0	0	0	0	412
Total	323	7 894	161	13	14 506	1	0	85	0	822	12 140

Légende :

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 1998-1999

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	0	0	12	16	0	0	133	1	33	1	1	27	6	1 033
0	0	0	3	2	0	0	254	0	3	0	1	7	5	506
0	2	0	6	7	0	0	357	1	21	1	0	6	2	835
0	4	0	130	73	2	0	522	5	7	1	0	86	20	6 120
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	257	72	330
0	0	0	15	17	0	0	212	0	3	0	1	16	2	975
0	0	5	0	136	0	0	509	0	5	1	0	214	470	9 269
0	0	0	0	0	0	0	22	0	0	0	0	1	5	62
0	0	0	45	26	3	0	1 505	0	5	1	1	61	4	3 164
1	5	0	26	19	1	0	96	1	0	0	0	34	8	1 849
0	0	0	4	5	0	0	200	0	7	0	2	15	7	632
0	0	0	15	20	0	0	220	2	4	1	0	14	18	1 040
0	109	0	849	5	2	0	703	1	0	1	1	77	12	9 342
0	0	0	10	7	0	0	198	1	7	0	0	14	9	508
0	0	0	76	55	0	0	3 318	1	0	4	5	106	25	6 401
0	0	0	10	2	0	0	393	0	1	0	0	16	7	690
0	9	0	54	29	0	0	772	0	0	1	0	55	5	2 542
0	0	0	12	12	0	0	48	0	0	0	0	37	1	1 233
0	0	0	50	35	1	0	211	0	2	0	0	35	4	1 658
0	0	0	8	4	0	0	290	0	0	0	2	46	1	1 602
1	129	5	1 325	470	9	0	9 963	13	98	12	14	1 124	683	49 791

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Tableau 3.2.5

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon le motif d'admission

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Sentence de 2 ans et plus	411	431	358	306	323
Sentence de moins de 2 ans	10 638	10 646	9 203	8 690	7 894
Examen psychiatrique	145	182	192	165	161
Cause en appel	31	18	23	12	13
Cause remise ou pendante	17 437	15 807	16 094	14 616	14 506
Ordonnance du lieutenant-gouverneur	2	5	6	2	1
Demande déférée	0	0	0	0	0
Transfert reçu d'une autre province	108	105	145	118	85
Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires	282	220	374	262	0
Comparution ou témoin du pénitencier	1 551	1 212	1 098	907	822
Défaut de payer l'amende	11 435	13 558	15 938	14 818	12 140
Entente fédérale-provinciale	15	16	7	6	1
Immigration ou déportation	246	217	199	250	129
Travaux compensatoire refusés	3	30	52	21	5
Suspension libération conditionnelle fédérale	1 030	1 234	1 313	1 349	1 325
Suspension libération conditionnelle québécoise	429	425	456	441	470
Révocation libération conditionnelle fédérale	28	27	18	21	9
Révocation libération conditionnelle québécoise	0	0	0	0	0
Demande d'assistance à l'administrateur	17 193	16 580	13 571	12 024	9 963
Examen médical	80	74	46	24	13
Télex	968	1 323	1 389	938	98
Retour d'une évasion d'un établissement	129	88	38	21	12
Retour d'une évasion d'une garde légale	30	40	18	13	14
Retour d'une absence illégale	2 261	2 230	1 728	1 241	1 124
Autres	905	993	719	709	683
Total	65 357	65 461	62 985	56 954	49 791

Tableau 3.2.6	
Série chronologique des admissions dans les établissements de détention du Québec	
1989-1990	44 720
1990-1991	52 970
1991-1992	60 807
1992-1993	63 358
1993-1994	64 320
1994-1995	65 357
1995-1996	65 461
1996-1997	62 985
1997-1998	56 954
1998-1999	49 791

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec

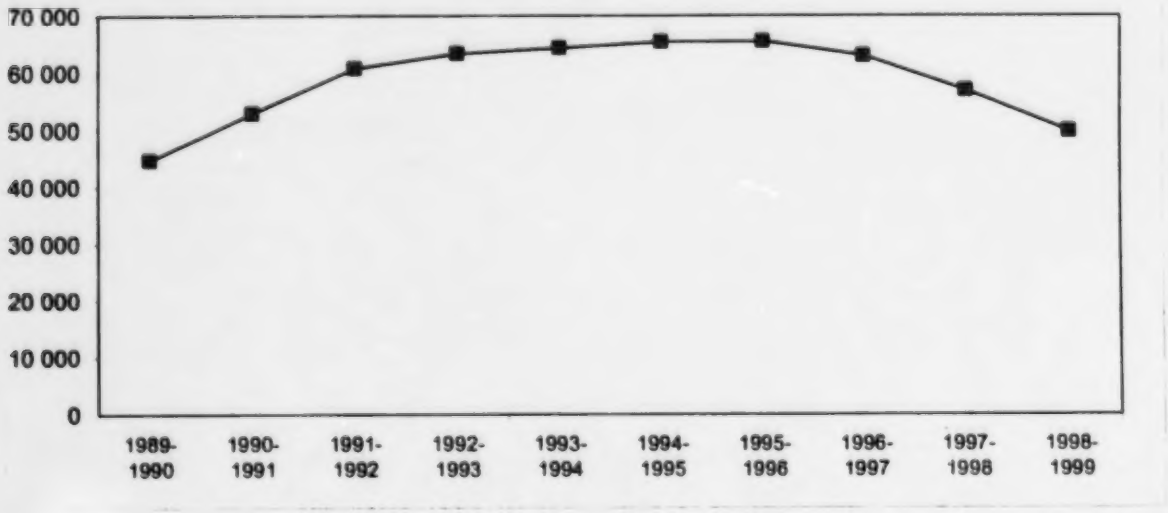
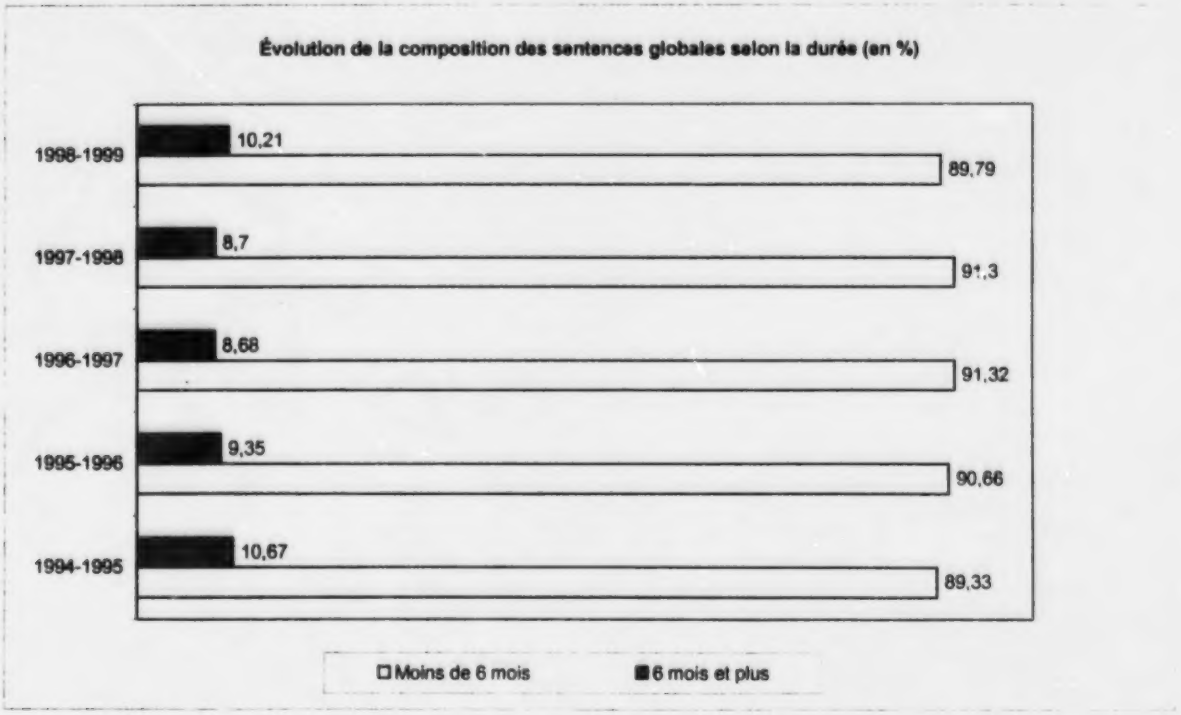


Tableau 3.2.7

Évolution des statistiques sur les admissions de personnes condamnées (en %)

		1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Sexe	Femmes	8,87	8,27	8,22	8,51	8,85
	Hommes	91,13	91,73	91,78	91,49	91,15
Type de peine	Continue	80,52	80,75	88,09	90,23	89,00
	Discontinue	19,48	19,25	11,91	9,77	11,00
Durée des sentences globales	1 à 7 jours	20,23	16,72	14,63	12,25	13,91
	8 à 14 jours	13,41	13,76	14,64	16,23	16,54
	15 à 29 jours	14,57	16,21	18,52	19,66	18,09
	entre 1 et moins de 3 mois	25,62	27,80	29,56	29,33	27,00
	entre 3 et moins de 6 mois	15,50	16,17	13,97	13,83	14,25
	entre 6 et moins de 12 mois	6,24	5,50	5,29	5,05	5,98
	entre 12 et moins de 24 mois	3,39	3,18	3,06	3,22	3,43
	24 mois et plus	1,04	0,67	0,33	0,43	0,80
Durée médiane [1]		30 j	30 j	30 j	30 j	30 j
Durée moyenne [1]		72,40 j	69,80 j	65,75 j	67,32 j	71,50 j

[1] La durée médiane et la durée moyenne excluent les sentences globales de 24 mois et plus.



3.3 – Les libérations

Le nombre de libérations suit le mouvement du nombre d'admissions
Depuis 1992-1993, le nombre de libérations suit presque exactement la même tendance que le nombre d'admissions. De cette façon, les libérations ont connu une baisse du même ordre que les admissions, c'est-à-dire une baisse de 12,2 %, passant de 57 691 en 1997-1998 à 50 656 en 1998-1999.

Le motif de libération « peine expirée » représente près de 44 % des cas de libération
En 1994-1995, ce motif représentait environ 35 % des cas de libération; alors qu'en 1998-1999 il est à l'origine de 44 % de tels cas. Le second motif de libération est « engagement ou promesse »; il ne s'applique qu'aux prévenus, car seuls les prévenus peuvent être libérés avec engagement à venir comparaître. Il représente près de 19 % des cas de libérations en 1998-1999 (tableau 3.3.2), en hausse par rapport à 1997-1998 où ce motif représentait 16,8 %.

Tableau 3.3.1 (a)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 267	2 326	2 894	2 874	2 481
Région Outaouais	3 727	3 637	3 888	3 567	3 077
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 619	1 446	1 574	997	951
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	6 870	7 493	7 384	8 261	7 182
Région Montérégie	6 021	5 995	3 855	2 950	2 779
Total secteur Ouest du Québec	**20 504**	**20 897**	**19 595**	**18 649**	**16 470**
Région et secteur de Montréal	**28 230**	**27 574**	**27 876**	**24 565**	**21 263**
Région Bas-Saint-Laurent	1 300	1 447	1 233	989	962
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 721	1 631	1 723	1 529	1 464
Région Québec et Chaudière-Appalaches	8 141	8 332	8 562	8 118	6 912
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 534	2 415	2 347	1 848	1 729
Région Côte-Nord	1 541	1 427	1 398	1 147	1 168
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	930	975	947	846	688
Total secteur Est du Québec	**16 167**	**16 227**	**16 210**	**14 477**	**12 923**
Total réseau correctionnel du Québec	**64 901**	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**

Évolution du nombre de libérations dans les établissements

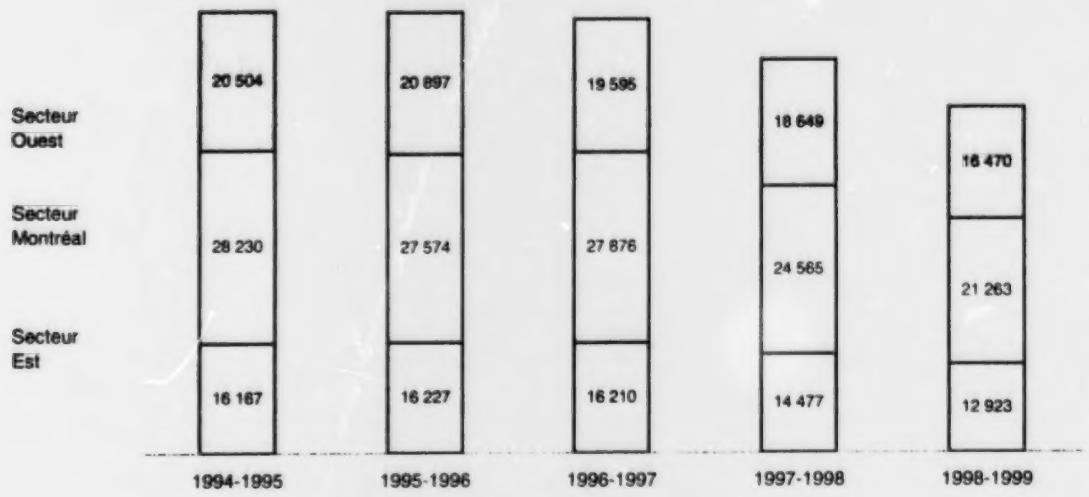


Tableau 3.3.1 (b)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	1 619	1 446	1 574	997	951
Baie-Comeau	684	660	718	539	544
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	981	1 019	997	970	822
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	7 160	7 313	7 565	7 148	6 090
Centre de prévention de montréal	12 242	10 490	6 183	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	924	820	208	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1 699	2 068	1 670	1 056	1 058
Chicoutimi	1 033	987	982	972	922
Cowansville	696	804	231	0	0
Établissement de détention de Montréal	11 737	12 556	13 913	12 774	10 713
Havre-Aubert	39	38	58	41	41
Hull	3 727	3 637	3 888	3 567	3 077
Joliette	2 529	2 635	377	0	0
Laval	494	149	0	0	0
Maison Tanguay	2 552	2 460	2 365	2 124	1 875
New Carlisle	891	937	889	805	647
Rimouski	788	906	1 139	989	962
Rivière-des-Prairies	0	0	3 745	8 611	7 617
Rivière-du-Loup	512	541	94	0	0
Roberval	688	644	741	557	542
Saint-Hyacinthe	1 814	1 937	461	0	0
Saint-Jérôme	3 847	4 709	7 007	8 261	7 182
Sept-Îles	857	767	680	608	624
Sherbrooke	2 267	2 326	2 894	2 874	2 481
Sorel	660	642	1 236	1 284	1 252
Trois-Rivières	2 534	2 415	2 347	1 848	1 729
Valleyfield	1 927	1 792	1 719	1 666	1 527
Total	**64 901**	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**

Tableau 3.3.2

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon le motif de libération

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Peine expirée	22 463	25 433	28 645	27 004	22 206
Amende payée	4 271	3 572	2 829	1 918	1 870
Liberté provisoire	9	2	12	19	4
Libération conditionnelle fédérale	16	13	18	8	14
Libération conditionnelle québécoise	3 527	3 258	2 992	2 771	2 713
Libération conditionnelle fédérale maintenue	115	113	107	66	79
Probation	336	354	396	478	531
Acquitté	115	134	120	149	120
Condamné sans prison	43	44	88	61	55
Peine purgée	109	84	58	46	40
En appel	57	56	43	38	35
Cautionnement	1 267	1 225	1 105	1 229	1 197
Peine discontinue	0	0	19	141	135
Condamné au pénitencier	1 494	1 364	1 215	1 135	1 322
Retour au pénitencier	3 245	2 946	2 891	2 733	2 664
Remis à l'immigration	451	379	328	413	265
Décès	28	35	27	27	20
Sursis pour payer l'amende	323	255	320	393	294
Centre psychiatrique	119	115	82	83	173
Tribunal de la jeunesse	10	6	4	6	6
Assistance à l'administrateur	1 852	2 225	1 310	1 576	1 685
Suicide	7	10	4	4	8
Évasion d'un établissement	125	86	33	8	5
Engagement ou promesse	12 945	11 846	11 525	9 672	9 679
Autres	1 137	947	872	657	430
Ordonnance de sursis	0	0	79	320	303
Évasion d'une garde légale	34	38	14	17	15
Absence illégale	2 710	2 862	2 184	1 704	1 585
Libération conditionnelle québécoise maintenue	332	392	426	421	340
Admis dans un autre centre du Québec	581	663	681	508	372
Transfert à une autre province	213	158	185	141	140
Transfert à un autre pays	6	7	5	6	6
Restitution	1	1	0	0	0
Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur	138	116	126	127	148
Travaux compensatoires acceptés	30	27	26	12	8
Relevé du défaut de comparaître	38	31	44	55	43
Pris en charge par un corps policier	6 751	5 900	4 865	3 744	2 146
Non indiqué	3	1	3	1	0
Total	**64 901**	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**

3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes

Une autre information qui permet de connaître une facette de la clientèle correctionnelle est la population moyenne quotidienne présente à 23 h 59, inscrite et totale en détention.

On obtient la population inscrite en ajoutant à la population présente à 23 h 59 les personnes qui sont à l'extérieur en absence temporaire. Cette statistique diffère de celle qui porte sur la population totale. Il s'agit de deux concepts différents. La population totale englobe toutes les personnes qui sont à l'extérieur, en incluant celles qui ont reçu des peines discontinues et celles qui sont à l'extérieur sans absence temporaire (voir lexique pour définitions).

Femmes : 4,5 % de la population présente et 5,1 % de la population inscrite sont des femmes
Puisque la proportion de femmes inscrites en détention est un peu plus élevée que la proportion de femmes présentes, cela nous laisse croire que les femmes bénéficieraient proportionnellement d'un peu plus de jours en absence temporaires que les hommes.

Plus de personnes condamnées que de personnes prévenues
À la lumière des chiffres sur les admissions, nous pourrions conclure que la composition de la population présente dans les établissements de détention est constituée en plus grand nombre de personnes prévenues que de personnes condamnées. En examinant de plus près la composition des groupes des personnes présentes selon le statut, cette hypothèse vient s'infirmer puisque, parmi les personnes présentes, un pourcentage de 36,7 % en 1998-1999 ont le statut de personnes prévenues, alors qu'elles représentent 56,3 % du total des admissions (tableaux 3.2.1 et 3.4.1). Le nombre d'admissions ne donne donc pas une idée de la réalité et cet exemple démontre bien qu'il est préférable de considérer les deux perspectives plutôt que de se limiter à une seule.

La population moyenne quotidienne présente augmente alors que la population inscrite diminue en 1998-1999
La population moyenne quotidienne présente ou inscrite est aussi un indicateur qu'il faut considérer pour une comparaison complète de l'utilisation des places en détention (tableau 3.4.3). La population moyenne quotidienne de personnes présentes a augmenté de moins de 1 %, passant de 3 302 en 1997-1998 à 3 321 en 1998-1999. Par contre, la population moyenne de personnes inscrites a chuté passant de 5 340 à 4 863, ce qui représente une baisse de 8,9 %. On peut donc dire que le nombre de jours en absences temporaires à diminué durant l'année.

Le Québec a le 4e taux d'incarcération le plus faible au Canada
Des provinces et des territoires canadiens, le Québec occupe le quatrième rang du classement des taux d'incarcération les plus faibles avec un taux de 95 personnes en détention par 100 000 habitants. Québec est devancée par Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, avec respectivement 57, 67 et 94 personnes par 1000 000 habitants. Par ailleurs, les Territoires-du-Nord-Ouest affichent le taux d'incarcération le plus élevé au Canada, soit 520, se situant très au-dessus de la moyenne canadienne, laquelle est de 109.

Tableau 3.4.1 (a)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1998-1999, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes présentes à 23h59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Région Estrie et Centre-du-Québec	47,85	116,95	0,95	163,85	125,37	290,17
Région Outaouais	46,17	116,26	4,72	157,72	113,41	275,84
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	36,04	32,26	1,13	67,17	57,33	125,63
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	94,67	252,97	1,92	345,72	269,34	616,98
Région Montérégie	43,12	75,93	0,56	118,48	166,30	285,35
Total secteur Ouest du Québec	**267,84**	**594,38**	**9,28**	**852,95**	**731,75**	**1 593,98**
Région et secteur de Montréal	**559,87**	**769,63**	**89,57**	**1 239,93**	**740,92**	**2 070,42**
Région Bas-Saint-Laurent	33,95	64,36	0,60	97,70	57,06	155,36
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	32,19	79,79	0,71	111,27	99,81	211,79
Région Québec et Chaudière-Appalaches	228,64	371,50	45,45	554,69	318,05	918,19
Région Mauricie et Centre-du-Québec	60,26	102,23	2,62	159,87	92,65	255,15
Région Côte-Nord	19,61	76,43	0,96	95,08	19,29	115,32
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,75	43,93	0,29	60,40	39,36	100,04
Total secteur Est du Québec	**391,40**	**738,24**	**50,63**	**1 079,01**	**626,22**	**1 755,86**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 219,12**	**2 102,26**	**149,48**	**3 171,89**	**2 098,89**	**5 420,26**

Pourcentage du nombre moyen de personnes prévenues et condamnées présente en 1998-1999 à un établissement de détention selon le secteur du réseau correctionnel

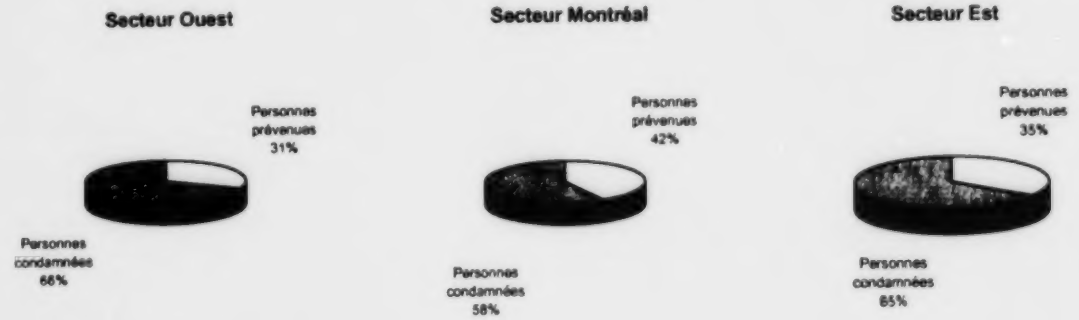


Tableau 3.4.1(b)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1998-1999 selon l'établissement

	Personnes présentes à 23h59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Amos	36,04	32,26	1,13	67,17	57,33	125,63
Baie-Comeau	13,24	59,68	0,54	72,38	9,89	82,81
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	15,32	30,13	45,45	0,00	26,13	71,59
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	213,32	341,37	0,00	554,69	291,92	846,61
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0,00	0,72	0,08	0,64	222,68	223,40
Chicoutimi	20,47	39,55	0,59	59,43	58,94	118,96
Établissement de détention de Montréal	131,93	673,65	0,00	805,58	437,92	1 243,50
Havre-Aubert	0,16	0,30	0,00	0,46	2,73	3,19
Hull	46,17	116,26	4,72	157,72	113,41	275,84
Maison Tanguay	36,77	53,35	89,46	0,66	46,57	136,69
New Carlisle	16,59	43,64	0,29	59,94	36,63	96,86
Rimouski	33,95	64,36	0,60	97,70	57,06	155,36
Rivière-des-Prairies	391,17	41,92	0,03	433,06	33,75	466,84
Roberval	11,72	40,24	0,12	51,84	40,87	92,82
Saint-Jérôme	94,67	252,97	1,92	345,72	269,34	616,98
Sept-Îles	6,36	16,75	0,41	22,70	9,40	32,51
Sherbrooke	47,85	116,95	0,95	163,85	125,37	290,17
Sorel	25,88	47,14	0,12	72,90	80,28	153,31
Trois-Rivières	60,26	102,23	2,62	159,87	92,65	255,15
Valleyfield	17,24	28,79	0,44	45,59	86,02	132,05
Total	**1 219,12**	**2 102,26**	**149,48**	**3 171,89**	**2 098,89**	**5 420,26**

Tableau 3.4.2 (a)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1998-1999, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Région Estrie et Centre-du-Québec	53,42	1,05	187,82	3,53	241,24	4,58
Région Outaouais	45,99	2,84	203,65	6,90	249,64	9,74
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	36,21	0,61	75,73	2,60	111,94	3,22
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	94,25	1,60	470,28	9,42	564,53	11,02
Région Montérégie	44,42	0,40	176,29	4,48	220,71	4,88
Total secteur Ouest du Québec	**274,29**	**6,50**	**1113,77**	**26,94**	**1388,06**	**33,44**
Région et secteur de Montréal	**540,36**	**41,96**	**1167,85**	**94,49**	**1708,21**	**136,45**
Région Bas-Saint-Laurent	35,29	0,73	95,86	2,29	131,16	3,02
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	33,36	0,53	138,27	2,08	171,62	2,61
Région Québec et Chaudière-Appalaches	214,92	15,43	564,72	49,81	779,64	65,24
Région Mauricie et Centre-du-Québec	63,80	3,27	171,19	3,90	234,99	7,17
Région Côte-Nord	19,30	0,61	88,24	1,04	107,54	1,65
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,61	0,23	74,87	0,55	91,49	0,78
Total secteur Est du Québec	**383,27**	**20,78**	**1133,16**	**59,67**	**1516,43**	**80,45**
Total réseau correctionnel du Québec	**1197,93**	**69,25**	**3414,78**	**181,10**	**4612,70**	**250,35**

Tableau 3.4.2 (b)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1998-1999 selon l'établissement

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amos	36,21	0,61	75,73	2,60	111,94	3,22
Baie-Comeau	12,98	0,32	67,19	0,54	80,17	0,86
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	0,00	15,43	0,00	49,81	0,00	65,24
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	214,92	0,00	564,72	0,00	779,64	0,00
Centre Henri-Bourassa (détention de jour)	0,00	0,00	24,62	2,20	24,63	2,20
Chicoutimi	20,89	0,45	77,08	1,78	97,98	2,23
Établissement de détention de Montréal	131,95	0,00	1084,82	0,00	1216,78	0,00
Havre-Aubert	0,16	0,00	1,03	0,00	1,19	0,00
Hull	45,99	2,84	203,65	6,90	249,64	9,74
Maison Tanguay	0,66	41,93	0,00	92,29	0,66	134,22
New Carlisle	16,45	0,23	73,85	0,55	90,30	0,78
Rimouski	35,29	0,73	95,86	2,29	131,16	3,02
Rivière-des-Prairies	407,75	0,03	58,40	0,00	466,15	0,03
Roberval	12,46	0,07	61,18	0,30	73,65	0,38
Saint-Jérôme	94,25	1,60	470,28	9,42	564,53	11,02
Sept-Îles	6,32	0,29	21,05	0,50	27,37	0,79
Sherbrooke	53,42	1,05	187,82	3,53	241,24	4,58
Sorel	26,92	0,04	101,15	2,04	128,07	2,08
Trois-Rivières	63,80	3,27	171,19	3,90	234,99	7,17
Valleyfield	17,50	0,36	75,14	2,44	92,64	2,80
Total	**1197,93**	**69,25**	**3414,78**	**181,10**	**4612,70**	**250,35**

Tableau 3.4.3 (a)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes				
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	154,6	155,3	173,1	159,1	164,8
Région Outaouais	110,3	111,3	149,8	149,6	162,4
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	78,6	74,3	78,1	70,8	68,3
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	302,0	226,7	269,1	324,1	347,6
Région Montérégie	406,7	416,7	182,2	116,5	119,0
Total secteur Ouest du Québec	**1 052,1**	**984,3**	**852,4**	**820,1**	**862,2**
Région et secteur de Montréal	**1 510,1**	**1 455,6**	**1 515,6**	**1 388,4**	**1 329,5**
Région Bas-Saint-Laurent	68,7	92,8	79,8	97,2	98,3
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	109,7	111,4	113,7	109,1	112,0
Région Québec et Chaudière-Appalaches	513,4	519,8	545,5	586,1	600,1
Région Mauricie et Centre-du-Québec	166,0	166,2	164,7	163,7	162,5
Région Côte-Nord	86,3	88,0	93,0	81,1	96,0
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	54,0	51,7	60,9	56,0	60,7
Total secteur Est du Québec	**998,1**	**1 029,9**	**1 057,6**	**1 093,3**	**1 129,6**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 560,2**	**3 469,8**	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**
	Personnes inscrites				
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	196,0	199,1	276,1	264,6	245,8
Région Outaouais	182,9	189,8	259,3	258,8	259,4
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	140,4	137,1	139,7	120,1	115,2
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	496,6	449,5	557,6	658,1	575,5
Région Montérégie	537,6	588,5	321,3	245,2	225,6
Total secteur Ouest du Québec	**1 553,5**	**1 564,0**	**1 553,9**	**1 546,7**	**1 421,5**
Région et secteur de Montréal	**1 958,1**	**2 020,5**	**2 276,1**	**2 080,4**	**1 844,7**
Région Bas-Saint-Laurent	109,0	132,8	143,4	143,5	134,2
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	152,5	160,9	173,2	180,8	174,2
Région Québec et Chaudière-Appalaches	810,6	845,0	917,1	918,7	844,9
Région Mauricie et Centre-du-Québec	264,7	267,2	269,2	266,6	242,2
Région Côte-Nord	109,6	109,3	116,9	102,1	109,2
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	90,7	92,2	113,0	101,7	92,3
Total secteur Est du Québec	**1 537,2**	**1 607,4**	**1 732,9**	**1 713,4**	**1 596,9**
Total réseau correctionnel du Québec	**5 048,9**	**5 191,8**	**5 562,9**	**5 340,4**	**4 863,1**

Tableau 3.4.3 (b)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

Établissements	Personnes présentes				
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	78,6	74,3	78,1	70,8	68,3
Baie-Comeau	69,5	70,4	74,2	58,9	72,9
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	42,4	44,4	47,7	37,8	45,5
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	471,0	475,4	497,8	548,4	554,7
Centre de prévention de montréal	431,2	381,8	235,7	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	178,7	177,5	28,6	0,0	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	2,2	1,7	0,9	0,4	0,7
Chicoutimi	58,9	57,5	59,0	61,0	60,0
Cowansville	46,5	46,7	6,9	0,0	0,0
Établissement de détention de Montréal	907,9	915,2	963,1	888,7	805,6
Havre-Aubert	0,6	0,7	0,8	0,5	0,5
Hull	110,3	111,3	149,8	149,6	162,4
Joliette	47,5	37,0	4,2	0,0	0,0
Laval	143,3	23,7	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	168,9	156,9	137,7	95,1	90,1
New Carlisle	53,4	51,0	60,2	55,5	60,2
Rimouski	43,1	60,8	74,8	97,2	98,3
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	178,2	404,2	433,1
Rivière-du-Loup	25,6	32,0	5,0	0,0	0,0
Roberval	50,9	53,9	54,7	48,1	52,0
Saint-Hyacinthe	60,1	68,9	13,1	0,0	0,0
Saint-Jérôme	111,1	166,1	264,8	324,1	347,6
Sept-Îles	16,8	17,6	18,8	22,2	23,1
Sherbrooke	154,6	155,3	173,1	159,1	164,8
Sorel	67,7	66,5	79,0	65,6	73,0
Trois-Rivières	166,0	166,2	164,7	163,7	162,5
Valleyfield	53,6	57,1	54,6	50,9	46,0
Total	**3 560,2**	**3 469,8**	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**
Établissements	**Personnes inscrites**				
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	140,4	137,1	139,7	120,1	115,2
Baie-Comeau	78,4	80,4	86,8	68,0	81,0
Centre de détention de Québec(secteur féminin)	66,0	67,0	72,3	58,2	65,2
Centre de détention de Québec(secteur masculin)	744,6	778,0	844,8	860,5	779,6
Centre de prévention de montréal	451,7	400,3	247,4	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	212,9	208,8	37,8	0,0	0,0
Centre Henri-Bourassa (détention de jour)	47,4	57,6	43,8	27,4	26,8
Chicoutimi	85,5	85,8	95,2	107,0	100,2
Cowansville	55,7	66,2	13,8	0,0	0,0
Établissement de détention de Montréal	1 236,9	1 349,0	1 589,6	1 480,6	1 216,8
Havre-Aubert	1,4	0,7	2,6	1,6	1,2
Hull	182,9	189,8	259,3	258,8	259,4
Joliette	88,1	85,4	18,2	0,0	0,0
Laval	189,1	40,1	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	222,1	213,5	209,5	150,2	134,9
New Carlisle	89,3	91,5	110,4	100,0	91,1
Rimouski	63,8	83,5	133,6	143,5	134,2
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	185,8	422,3	466,2
Rivière-du-Loup	45,3	49,3	9,9	0,0	0,0
Roberval	67,0	75,1	78,0	73,8	74,0
Saint-Hyacinthe	95,1	126,8	26,3	0,0	0,0
Saint-Jérôme	219,5	323,9	539,4	658,1	575,5
Sept-Îles	31,3	28,9	30,1	34,1	28,2
Sherbrooke	196,0	199,1	276,1	264,6	245,8
Sorel	80,1	82,9	122,4	123,5	130,2
Trois-Rivières	264,7	267,2	269,2	266,6	242,2
Valleyfield	93,9	103,8	121,1	121,6	95,4
Total	5 048,9	5 191,8	5 562,9	5 340,4	4 863,1

Tableau 3.4.4

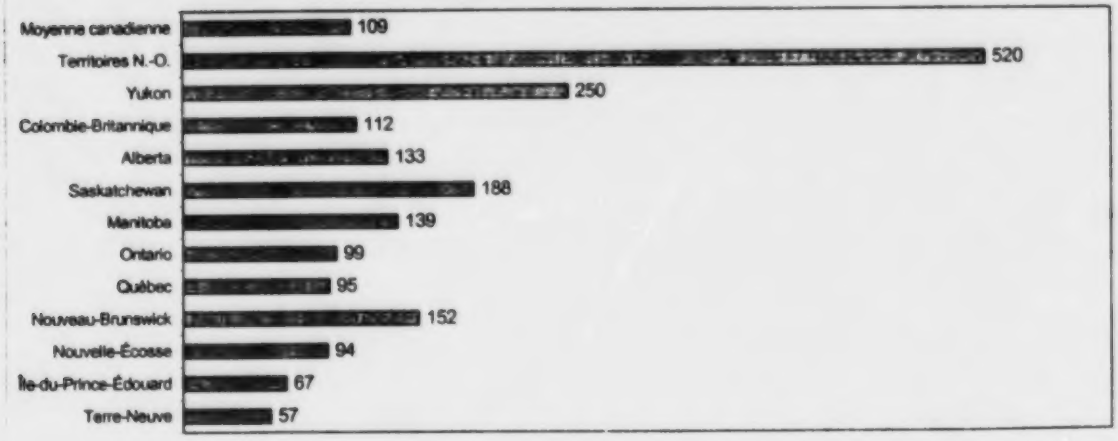
Taux d'incarcération des provinces pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1997-1998 (par 100 000 habitants)

Province	Population[1]	Population moyenne quotidienne provinciale[1]	Population moyenne quotidienne fédérale[2]	Taux provincial	Taux fédéral	Taux d'incarcération total
Terre-Neuve	563 600	302	18	54	3	57
Île-du-Prince-Édouard	137 200	92	0	67	0	67
Nouvelle-Écosse	947 900	398	490	42	52	94
Nouveau-Brunswick	762 000	384	776	50	102	152
Québec	7 419 900	3 302	3 732	45	50	95
Ontario	11 407 700	7 778	3 554	68	31	99
Manitoba	1 145 200	908	685	79	60	139
Saskatchewan	1 023 500	1 177	750	115	73	188
Alberta	2 847 000	1 957	1 819	69	64	133
Colombie-Britannique	3 933 300	2 517	1 902	64	48	112
Yukon	31 600	79	0	250	0	250
Territoires du Nord-Ouest	67 500	351	0	520	0	520
TOTAL	30 286 400	19 245	13 726	64	45	109

1. Données tirées du document « Services correctionnels pour adultes au Canada 1997-1998 ».

2. Les données pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont tirées du document « Services correctionnels pour adultes Canada 1997-1998 ». Les données pour les autres provinces ne sont pas détaillées; elles ont donc été calculées à partir de la moyenne de la région canadienne réciproque et de la proportion de la capacité carcérale de la province.

Taux d'incarcération des provinces pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux en 1997-1998 (par 100 000 habitants)



3.5 – Les personnes condamnées

Les personnes condamnées sont celles qui ont été reconnues par la justice comme coupables d'infractions qui entraînent une sentence de détention. Dans les tableaux de cette section, nous retrouvons les personnes qui ont commencé à purger une sentence de détention pendant la période de référence en ayant le statut de « condamné » à la date de début de sentence. Ainsi, il faut noter que les personnes condamnées qui gardent le statut de « prévenu » (présence d'une cause pendante) ne sont pas comptabilisées dans cette section.

Baisse du nombre de personnes condamnées en 1998-1999

Le nombre de personnes condamnées à une sentence de détention en 1998-1999 est de 21 515 soit une diminution de 18.9 % par rapport à 1997-1998 où il s'établissait à 26 527. C'est le plus petit nombre de personnes condamnées en cinq ans (tableau 3.5.1). Le secteur de Montréal, a connu la plus forte diminution avec une baisse de 22,1 %, le nombre passant de 10 942 en 1997-1998 à 8 526 en 1998-1999. Les deux autres secteurs ont aussi enregistré des baisses, soit 14,3 % pour le secteur de l'Ouest et 19,2 % pour le secteur de l'Est.

Les 20-34 ans reçoivent 53 % des condamnations

Cette année encore, ce sont les jeunes qui constituent la plus grande partie de cette clientèle. Il semble qu'à l'instar de l'ensemble de la clientèle correctionnelle, les personnes condamnées se retrouvent en majorité chez les moins de 35 ans (tableau 3.5.2). Le délit principal pour lequel une personne est condamnée à une sentence de détention qui revient le plus fréquemment est « infraction aux lois québécoises » : 5 613 personnes ont été condamnées pour ce délit, suivi de près par les infractions aux règlements municipaux avec 4 306 personnes condamnées.

Tableau 3.5.1 (a)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	920	1 022	1 521	1 440	1 195
Région Outaouais	1 694	1 713	1 912	1 711	1 403
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	851	825	707	577	602
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 408	2 733	2 830	2 844	2 327
Région Montérégie	2 570	2 902	1 917	1 503	1 391
Total secteur Ouest du Québec	**8 443**	**9 195**	**8 887**	**8 075**	**6 918**
Région et secteur de Montréal	**11 599**	**12 890**	**12 175**	**10 942**	**8 526**
Région Bas-Saint-Laurent	711	736	795	614	496
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	836	790	895	877	777
Région Québec et Chaudière-Appalaches	4 425	4 245	4 232	4 084	3 204
Région Mauricie et Centre-du-Québec	1 351	1 285	1 164	1 003	746
Région Côte-Nord	722	635	520	465	482
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	441	529	468	467	366
Total secteur Est du Québec	**8 486**	**8 220**	**8 074**	**7 510**	**6 071**
Total réseau correctionnel du Québec	**28 528**	**30 305**	**29 136**	**26 527**	**21 515**

Évolution du nombre de personnes condamnées selon les réseaux correctionnels

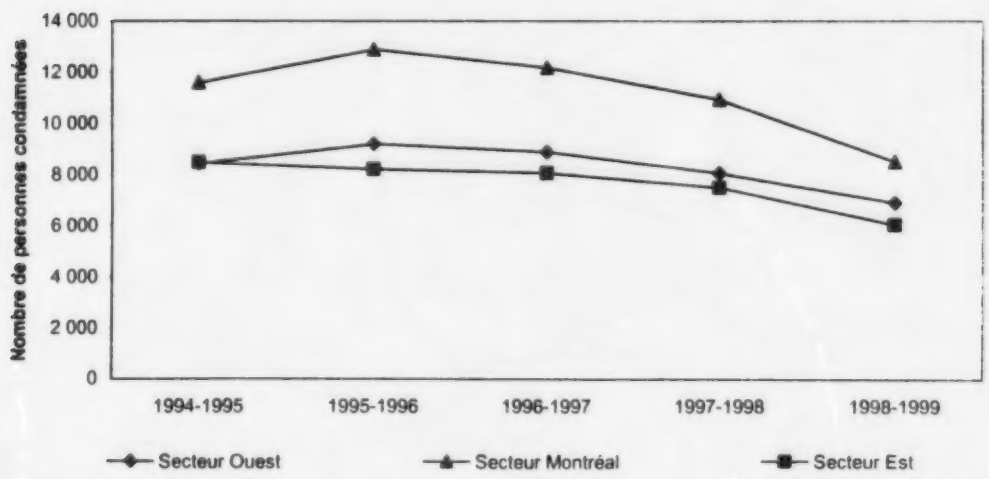


Tableau 3.5.1 (b)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention selon l'établissement

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	851	825	707	577	602
Baie-Comeau	365	302	257	211	226
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	437	443	442	401	375
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	3 988	3 802	3 790	3 683	2 829
Centre de prévention de montréal	1 711	1 524	792	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	367	291	61	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	960	1 221	731	603	564
Chicoutimi	564	486	523	583	506
Cowansville	253	388	139	0	0
Établissement de détention de Montréal	7 576	8 733	8 677	7 802	5 890
Havre-Aubert	35	46	48	28	36
Hull	1 694	1 713	1 912	1 711	1 403
Joliette	891	872	88	0	0
Laval	34	2	0	0	0
Maison Tanguay	1 352	1 412	1 276	1 183	936
New Carlisle	406	483	420	439	330
Rimouski	456	466	732	614	496
Rivière-des-Prairies	0	0	699	1 354	1 136
Rivière-du-Loup	255	270	63	0	0
Roberval	272	304	372	294	271
Saint-Hyacinthe	787	968	195	0	0
Saint-Jérôme	1 483	1 859	2 742	2 844	2 327
Sept-Îles	357	333	263	254	256
Sherbrooke	920	1 022	1 521	1 440	1 195
Sorel	273	269	656	673	572
Trois-Rivières	1 351	1 285	1 164	1 003	746
Valleyfield	890	986	866	830	819
Total	**28 528**	**30 305**	**29 136**	**26 527**	**21 515**

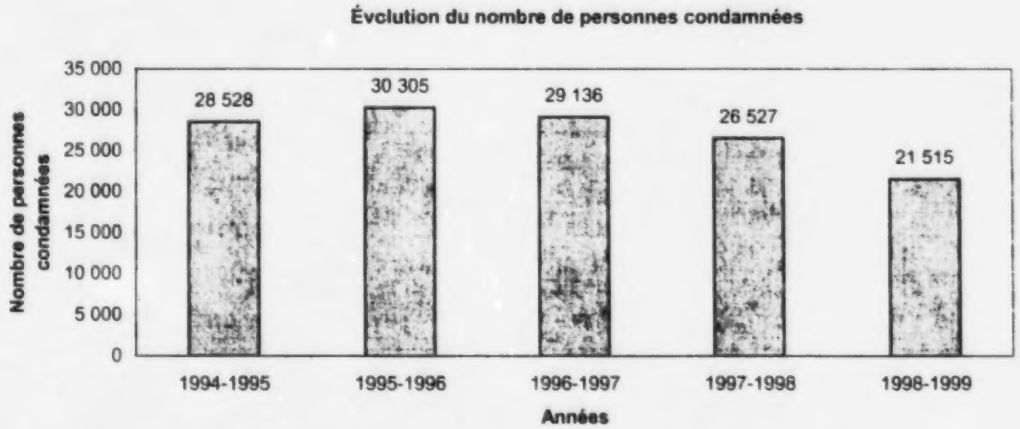
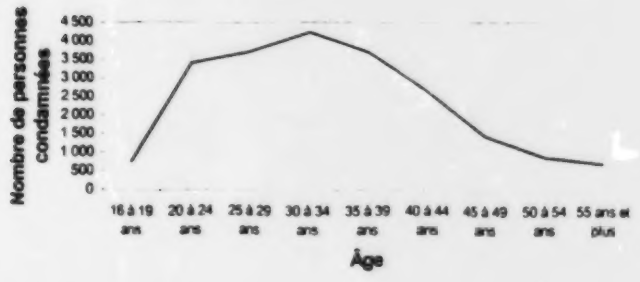


Tableau 3.5.2

Personnes condamnées à une sentence de détention, selon le délit principal et l'âge en 1998-1999

	16 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Total
Infractions contre l'état	4	34	29	33	15	15	4	5	3	142
Homicide	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicide involontaire	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Tentative de meutre	0	2	2	0	0	0	0	0	1	5
Infractions d'ordre sexuel	5	12	27	40	46	45	25	27	40	267
Voies de fait	30	145	136	202	175	130	54	41	24	937
Autres infractions contre la personne	9	27	59	61	94	72	21	19	14	376
Vol qualifié	48	83	53	51	45	23	6	2	0	311
Introduction par effraction	169	315	194	194	134	73	37	11	6	1 133
Extorsion	8	10	15	14	8	5	2	3	2	67
Vol	42	216	192	226	250	197	79	45	43	1 290
Méfait, incendie et dommage	14	90	95	122	91	51	23	11	13	510
Recel	15	47	33	40	29	11	10	5	4	194
Autres infractions contre la propriété	2	14	6	5	4	6	2	0	0	39
Infractions liées aux armes à feu	5	11	12	8	5	3	1	3	5	53
Fraude, corruption et escroquerie	0	22	36	35	22	18	18	7	2	160
Pari, prostitution et mœurs	0	7	14	18	23	14	4	2	4	86
Outrage	0	0	1	1	2	0	0	0	2	6
Complot, complicité et tentative	22	80	56	64	58	37	21	17	8	363
Évasion	55	106	95	117	80	73	28	16	8	578
Circulation (code criminel)	16	144	229	365	451	392	273	196	154	2 220
Autres infractions au code criminel	16	182	138	164	158	107	37	25	25	852
Stupéfiants	94	333	277	261	213	188	103	52	31	1 552
Aliments et drogues	2	6	3	2	8	0	0	2	0	23
Immigration	1	1	3	0	3	0	0	1	0	9
Assurance-chômage	0	0	0	5	6	7	1	3	2	24
Loi sur les indiens	6	3	4	2	5	5	6	3	9	43
Autres infractions aux Statuts fédéraux	7	4	9	11	8	10	23	22	22	116
Lois québécoises	81	847	1 150	1 285	952	628	351	187	132	5 613
Règlements municipaux	67	627	832	857	759	548	312	166	138	4 306
Non indiqué	12	42	30	49	46	22	17	11	10	239
Total	**730**	**3 410**	**3 730**	**4 232**	**3 691**	**2 680**	**1 458**	**882**	**702**	**21 515**

Personnes condamnées à une sentence de détention selon l'âge en 1998-1999



Pourcentage de personnes condamnées selon le délit en 1998-1999

3.6 – Les séjours

Les statistiques sur les séjours décrivent combien de personnes étaient présentes à 23 h 59 pendant une année. Ce nombre, qui est calculé tous les jours, permet d'évaluer la durée totale des séjours des personnes contrevenantes. Cette statistique illustre la même situation que pour les personnes présentes, mais sur une base annuelle. La moyenne quotidienne des personnes présentes est obtenue à partir de la durée annuelle des séjours dans les établissements, divisée par 365 jours.

Des femmes séjournent dans des établissements pour hommes
Bien que des établissements soient réservées aux femmes, il arrive que certaines d'entre elles séjournent brièvement dans un établissement réservé aux hommes. Pour 1998-1999, c'est dans l'établissement de détention de Hull que la durée de séjour pour cette clientèle a été la plus importante (tableau 3.6.1(b)).

La durée totale des séjours dans les établissements de détention augmente en 1998-1999
La durée totale des séjours est marquée par de constantes fluctuations. Après des baisses consécutives de 1994-1995 à 1997-1998 (tableau 3.6.2), le nombre de jours est passé de 1 205 173 en 1997-1998 à 1 212 301 jours en 1998-1999, ce qui représente une hausse de 0,6 %. La plus forte hausse se remarque dans le secteur de l'Ouest, avec 5,1 %. Pour ce qui est des deux autres secteurs, la durée dans le secteur de Montréal a diminué de 4,2 % alors qu'elle a augmenté de 3,3 % dans le secteur de l'Est.

Tableau 3.6.1(a)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel, le statut et le sexe en 1998-1999

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	226	17 239	121	42 567	347	59 806
Région Outaouais	971	15 882	751	41 685	1 722	57 567
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	189	12 966	225	11 550	414	24 516
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	434	34 119	265	92 070	699	126 189
Région Montérégie	138	15 599	68	27 648	206	43 247
Total secteur Ouest du Québec	**1 958**	**95 805**	**1 430**	**215 520**	**3 388**	**311 325**
Région et secteur de Montréal	**13 193**	**191 161**	**19 501**	**261 415**	**32 694**	**452 576**
Région Bas-Saint-Laurent	127	12 263	91	23 399	218	35 662
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	192	11 558	67	29 055	259	40 613
Région Québec et Chaudière-Appalaches	5 593	77 860	10 998	124 601	16 591	202 461
Région Mauricie et Centre-du-Québec	698	21 298	259	37 056	957	58 354
Région Côte-Nord	202	6 954	147	27 749	349	34 703
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	77	6 038	29	16 007	106	22 045
Total secteur Est du Québec	**6 889**	**135 971**	**11 591**	**257 867**	**18 480**	**393 838**
Total réseau correctionnel du Québec	**22 040**	**422 937**	**32 522**	**734 802**	**54 562**	**1 157 739**
		444 977		**767 324**		**1 212 301**

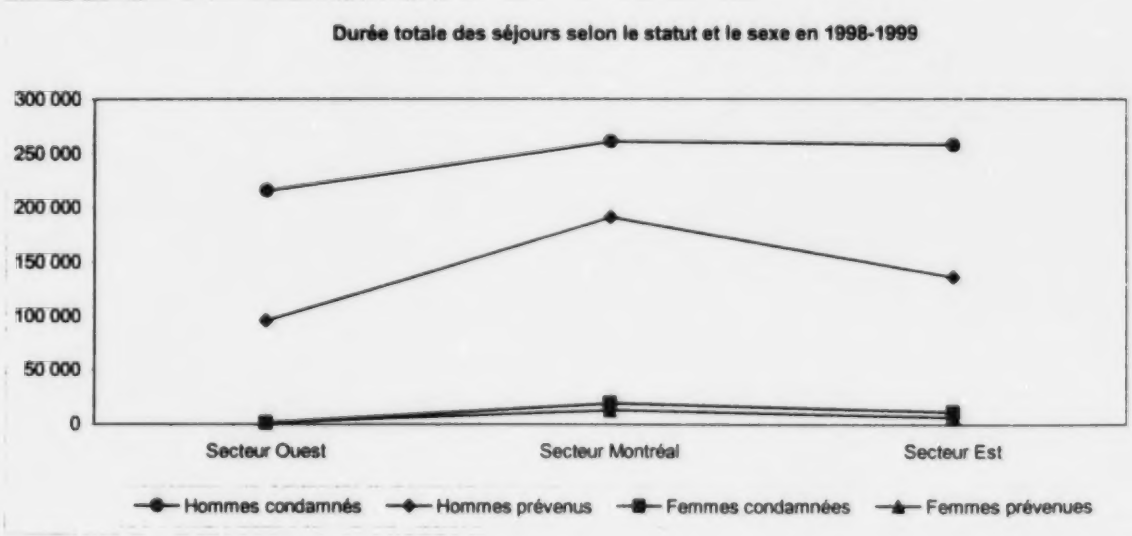


Tableau 3.6.1 (b)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement, le statut et le sexe en 1998-1999

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	189	12 966	225	11 550	414	24 516
Baie-Comeau	117	4 716	81	21 701	198	26 417
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	5 593	0	10 998	0	16 591	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	77 860	0	124 601	0	202 461
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	0	29	233	29	233
Chicoutimi	165	7 306	51	14 385	216	21 691
Établissement de détention de Montréal	0	48 154	0	245 882	0	294 036
Havre-Aubert	0	60	0	108	0	168
Hull	971	15 882	751	41 685	1 722	57 567
Maison Tanguay	13 182	240	19 472	0	32 654	240
New Carlisle	77	5 978	29	15 899	106	21 877
Rimouski	127	12 263	91	23 399	218	35 662
Rivière-des-Prairies	11	142 767	0	15 300	11	158 067
Roberval	27	4 252	16	14 670	43	18 922
Saint-Jérôme	434	34 119	265	92 070	699	126 189
Sept-Îles	85	2 238	66	6 048	151	8 286
Sherbrooke	226	17 239	121	42 567	347	59 806
Sorel	14	9 432	31	17 176	45	26 608
Trois-Rivières	698	21 298	259	37 056	957	58 354
Valleyfield	124	6 167	37	10 472	161	16 639
Total	**22 040**	**422 937**	**32 522**	**734 802**	**54 562**	**1 157 739**
		444 977		**767 324**		**1 212 301**

Tableau 3.6.2 (a)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	56 409	56 823	63 172	58 082	60 153
Région Outaouais	40 271	40 737	54 691	54 597	59 289
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	28 698	27 191	28 521	25 846	24 930
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	110 220	82 987	98 218	118 287	126 888
Région Montérégie	148 431	152 501	66 514	42 539	43 453
Total secteur Ouest du Québec	**384 029**	**360 239**	**311 116**	**299 351**	**314 713**
Région et secteur de Montréal	**551 172**	**532 765**	**553 191**	**506 766**	**485 270**
Région Bas-Saint-Laurent	25 066	33 965	29 130	35 479	35 880
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	40 044	40 780	41 504	39 830	40 872
Région Québec et Chaudière-Appalaches	187 377	190 263	199 107	213 941	219 052
Région Mauricie et Centre-du-Québec	60 593	60 824	60 106	59 766	59 311
Région Côte-Nord	31 488	32 217	33 942	29 596	35 052
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	19 718	18 904	22 243	20 444	22 151
Total secteur Est du Québec	**364 286**	**376 953**	**386 032**	**399 056**	**412 318**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 299 487**	**1 269 957**	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements

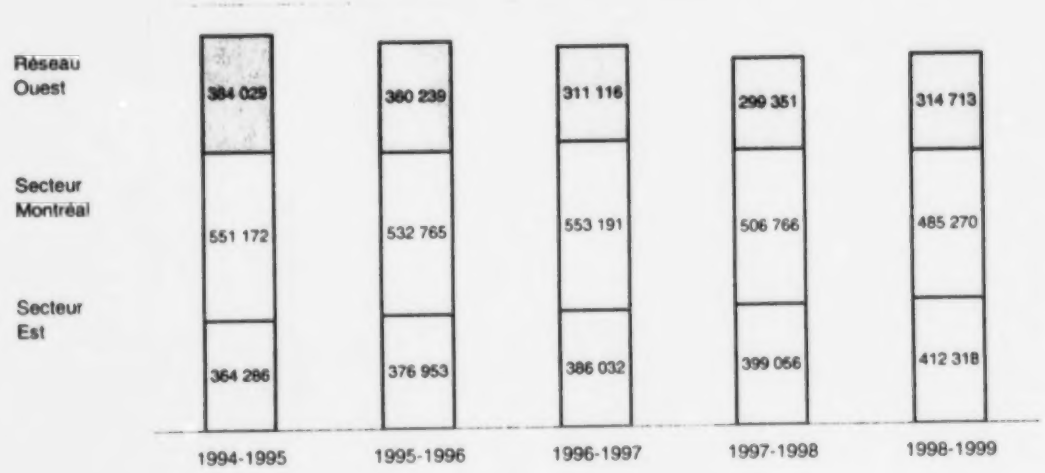


Tableau 3.6.2 (b)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	28 698	27 191	28 521	25 846	24 930
Baie-Comeau	25 356	25 774	27 084	21 507	26 615
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	15 476	16 267	17 425	13 784	16 591
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	171 901	173 996	181 682	200 157	202 461
Centre de prévention de Montréal	157 368	139 751	86 037	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	65 241	64 947	10 448	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	793	628	324	157	262
Chicoutimi	21 479	21 063	21 524	22 281	21 907
Cowansville	16 975	17 089	2 523	0	0
Établissement de détention de Montréal	331 376	334 965	351 525	324 364	294 036
Havre-Aubert	212	242	280	169	168
Hull	40 271	40 737	54 691	54 597	59 289
Joliette	17 347	13 532	1 548	0	0
Laval	52 318	8 660	0	0	0
Maison Tanguay	61 635	57 421	50 244	34 716	32 894
New Carlisle	19 506	18 662	21 963	20 275	21 983
Rimouski	15 734	22 240	27 316	35 479	35 880
Rivière-des-Prairies	0	0	65 061	147 529	158 078
Rivière-du-Loup	9 332	11 725	1 814	0	0
Roberval	18 565	19 717	19 980	17 549	18 965
Saint-Hyacinthe	21 946	25 205	4 773	0	0
Saint-Jérôme	40 555	60 795	96 670	118 287	126 888
Sept-Îles	6 132	6 443	6 858	8 089	8 437
Sherbrooke	56 409	56 823	63 172	58 082	60 153
Sorel	24 696	24 350	28 828	23 943	26 653
Trois-Rivières	60 593	60 824	60 106	59 766	59 311
Valleyfield	19 573	20 910	19 942	18 596	16 800
Total	**1 299 487**	**1 269 957**	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**

3.7 – Les comparutions et les transferts

L'une des activités incombant à la DGSC est de s'assurer de la comparution des personnes qui sont sous sa garde. Pour cette raison, on trouve dans la présente section les principales statistiques concernant la comparution des personnes détenues. Le transfert des personnes détenues d'un établissement à un autre requiert beaucoup de ressources et constitue aussi une activité importante.

Le nombre de comparutions diminue toujours
En 1992-1993, la DGSC a atteint un maximum avec 93 990 comparutions. Depuis, le nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention des trois secteurs du réseau correctionnel est en constante diminution. Après une relative stabilité de deux ans (86 085 en 1993-1994 et 85 359 en 1994-1995), il n'a pas cessé de diminuer. En 1997-1998, le nombre de comparutions est de 66 595, en baisse de 9,5 % comparativement à l'année précédente et en 1998-1999, ce nombre est de 64 516, ce qui représente une baisse de 3,1 % dans l'ensemble des trois secteurs.

Comparutions : Montréal, Québec et les autres
Le nombre le plus important de comparutions est enregistré surtout dans les régions urbanisées du réseau correctionnel. En fait, 40 % des comparutions ont eu lieu dans la région de Montréal, 14,9 % dans la région de Québec et Chaudière-Appalaches et 14,5 % dans les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides (tableau 3.7.1(a)). Les autres comparutions, soit 30,6 %, se répartissent dans les neuf autres régions du réseau correctionnel. Mentionnons que la plus forte diminution, en 1998-1999, se situe dans le secteur de l'Ouest avec 4,8 %.

Transferts reçus et transferts envoyés
Un transfert reçu est comptabilisé lorsqu'une personne arrive dans un nouvel établissement en provenance d'un autre établissement de détention où elle était inscrite. Par ailleurs, un transfert envoyé est comptabilisé lorsqu'une personne quitte l'établissement de détention où elle est inscrite pour un autre établissement de détention. Si l'on ne considérait que les établissements de détention du Québec, le nombre de transferts reçus et le nombre de transferts envoyés seraient égaux. Toutefois, étant donné que certains transferts concernent des établissements fédéraux ou des établissements situés dans d'autres provinces, ces nombres diffèrent légèrement.

Le nombre de transferts se stabilisent en 1998-1999
Après trois baisses consécutives d'environ 6,2 %, 13,5 % et 14,2 % (tableaux 3.7.2 et 3.7.3), le nombre de transferts reçus et envoyés semble se stabiliser autour de 18 000. En 1998-1999, le nombre de transferts reçus est de 18 519 et le nombre de transferts envoyés est de 18 267.

Tableau 3.7.1 (a)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	3 311	3 013	3 573	3 464	3 505
Région Outaouais	5 097	4 930	5 062	4 665	4 233
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 074	854	1 422	1 042	754
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	10 476	10 802	9 837	9 699	9 343
Région Montérégie	7 206	6 265	4 373	2 891	2 889
Total secteur Ouest du Québec	**27 164**	**25 864**	**24 267**	**21 761**	**20 724**
Région et secteur de Montréal	**35 640**	**30 494**	**29 311**	**26 666**	**26 099**
Région Bas-Saint-Laurent	1 499	1 561	1 436	1 051	1 168
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	2 283	2 026	2 012	1 875	1 944
Région Québec et Chaudière-Appalaches	11 399	10 876	11 091	10 474	9 412
Région Mauricie et Centre-du-Québec	4 139	3 882	3 180	2 592	2 903
Région Côte-Nord	2 696	2 285	1 659	1 658	1 781
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	539	499	628	518	485
Total secteur Est du Québec	**22 555**	**21 129**	**20 006**	**18 168**	**17 693**
Total réseau correctionnel du Québec	**85 359**	**77 487**	**73 584**	**66 595**	**64 516**

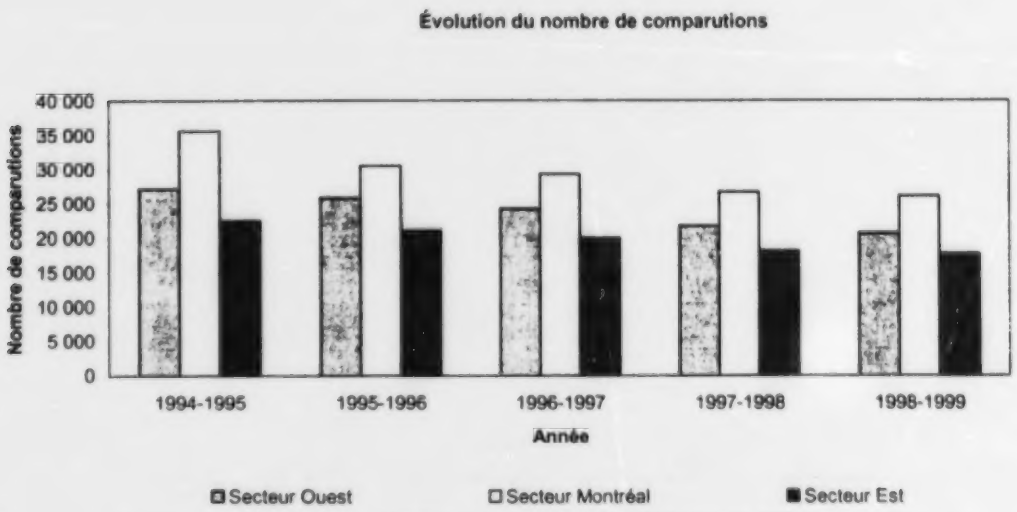


Tableau 3.7.1 (b)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	1 074	854	1 422	1 042	754
Baie-Comeau	1 109	845	560	594	547
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	1 149	1 193	1 268	998	997
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	10 250	9 683	9 823	9 476	8 415
Centre de prévention de Montréal	22 628	18 618	11 225	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	60	69	13	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	61	56	38	35	20
Chicoutimi	1 517	1 305	1 328	1 486	1 391
Cowansville	1 515	1 357	251	0	0
Établissement de détention de Montréal	9 795	9 178	8 188	6 707	5 960
Havre-Aubert	10	8	10	7	4
Hull	5 097	4 930	5 062	4 665	4 233
Joliette	4 473	3 775	464	0	0
Laval	287	34	0	0	0
Maison Tanguay	3 156	2 642	2 143	1 628	1 814
New Carlisle	529	491	618	511	481
Rimouski	574	730	1 282	1 051	1 168
Rivière-des-Prairies	0	0	7 717	18 296	18 305
Rivière-du-Loup	925	831	154	0	0
Roberval	766	721	684	389	553
Saint-Hyacinthe	2 509	2 381	466	0	0
Saint-Jérôme	5 716	6 993	9 373	9 699	9 343
Sept-Îles	1 587	1 440	1 099	1 064	1 234
Sherbrooke	3 311	3 013	3 573	3 464	3 505
Sorel	878	561	1 691	1 489	1 340
Trois-Rivières	4 139	3 882	3 180	2 592	2 903
Valleyfield	2 244	1 897	1 952	1 402	1 549
Total	**85 359**	**77 487**	**73 584**	**66 595**	**64 516**

Tableau 3.7.2(a)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	781	750	682	645	616
Région Outaouais	621	515	406	403	378
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	372	271	292	354	347
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 455	2 465	1 965	1 762	1 802
Région Montérégie	2 842	2 780	1 671	1 026	1 332
Total secteur Ouest du Québec	**7 071**	**6 781**	**5 016**	**4 190**	**4 475**
Région et secteur de Montréal	**12 540**	**11 552**	**10 628**	**9 565**	**9 076**
Région Bas-Saint-Laurent	524	509	754	427	472
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	583	659	663	613	653
Région Québec et Chaudière-Appalaches	3 075	2 859	2 505	2 109	1 896
Région Mauricie et Centre-du-Québec	729	644	567	455	609
Région Côte-Nord	1 508	1 433	893	746	865
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	208	184	273	175	221
Total secteur Est du Québec	**6 627**	**6 288**	**5 655**	**4 525**	**4 716**
Total réseau correctionnel du Québec	**26 238**	**24 621**	**21 299**	**18 280**	**18 267**

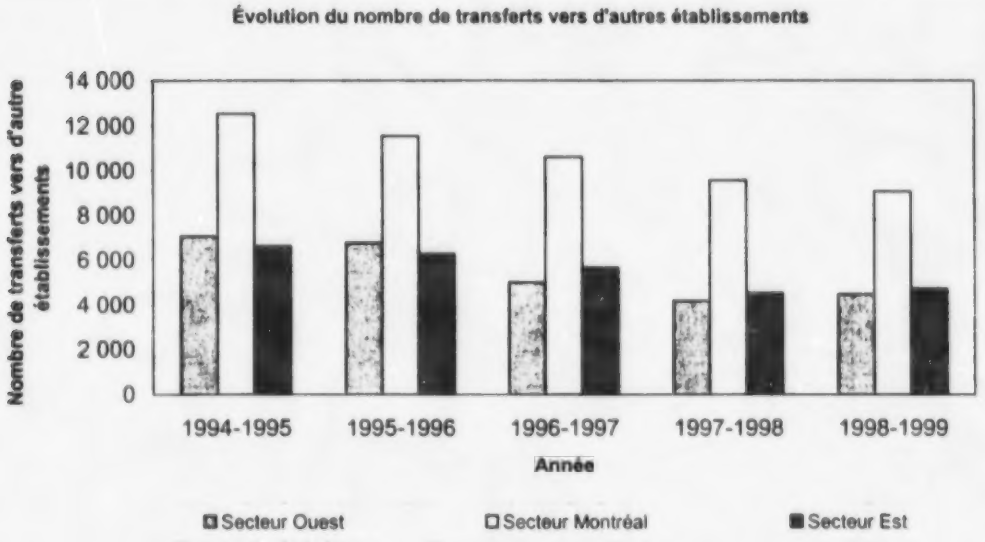


Tableau 3.7.2 (b)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	372	271	292	354	347
Baie-Comeau	848	833	601	490	523
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	206	186	156	126	154
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 869	2 673	2 349	1 983	1 742
Centre de prévention de Montréal	7 117	6 323	3 810	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	460	517	203	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	74	89	43	43	31
Chicoutimi	372	377	314	343	396
Cowansville	609	581	173	0	0
Établissement de détention de Montréal	4 978	4 768	4 096	4 186	3 992
Havre-Aubert	45	47	35	31	32
Hull	621	515	406	403	378
Joliette	1 122	830	237	0	0
Laval	434	208	0	0	0
Maison Tanguay	371	372	359	388	489
New Carlisle	163	137	238	144	189
Rimouski	375	389	624	427	472
Rivière-des-Prairies	0	0	2 320	4 948	4 564
Rivière-du-Loup	149	120	130	0	0
Roberval	211	282	349	270	257
Saint-Hyacinthe	727	696	238	0	0
Saint-Jérôme	899	1 427	1 728	1 762	1 802
Sept-Îles	660	600	292	256	342
Sherbrooke	781	750	682	645	616
Sorel	446	521	677	613	810
Trois-Rivières	729	644	567	455	609
Valleyfield	600	465	380	413	522
Total	**26 238**	**24 621**	**21 299**	**18 280**	**18 267**

Tableau 3.7.3 (a)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	734	718	750	571	526
Région Outaouais	455	363	284	226	272
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	272	219	258	191	259
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 504	2 339	2 583	2 756	2 570
Région Montérégie	2 822	2 990	1 298	994	1 326
Total secteur Ouest du Québec	**6 787**	**6 629**	**5 173**	**4 738**	**4 953**
Région et secteur de Montréal	**13 322**	**12 153**	**10 739**	**9 414**	**9 101**
Région Bas-Saint-Laurent	412	501	629	343	395
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	570	636	666	619	613
Région Québec et Chaudière-Appalaches	2 839	2 616	2 430	1 950	1 769
Région Mauricie et Centre-du-Québec	588	537	529	460	644
Région Côte-Nord	1 516	1 379	871	741	832
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	188	164	249	152	212
Total secteur Est du Québec	**6 113**	**5 833**	**5 374**	**4 265**	**4 465**
Total réseau correctionnel du Québec	**26 222**	**24 615**	**21 286**	**18 417**	**18 519**

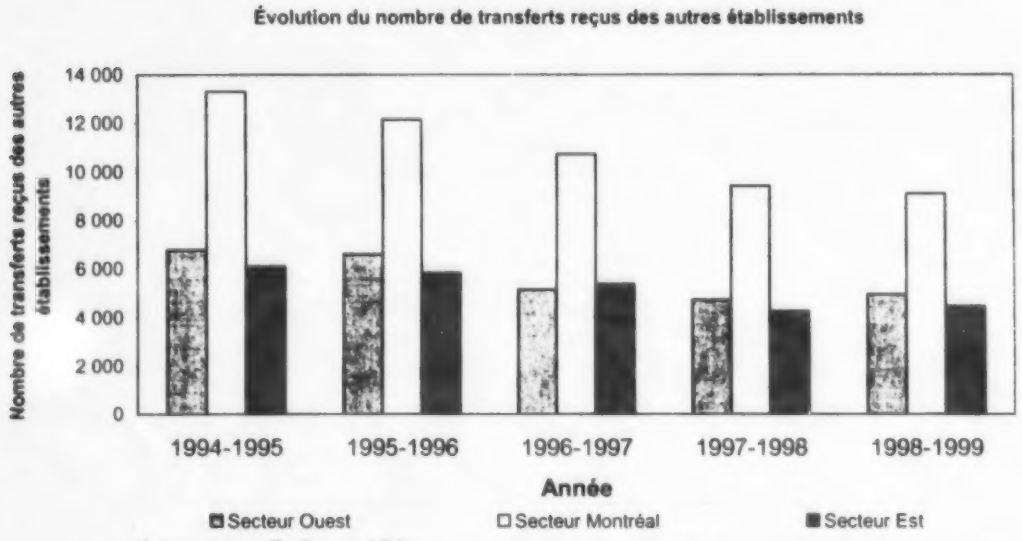


Tableau 3.7.3 (b)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	272	219	258	191	259
Baie-Comeau	926	847	609	525	555
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	211	213	138	108	136
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 628	2 403	2 292	1 842	1 633
Centre de prévention de Montréal	4 538	3 666	1 827	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	926	991	94	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1 448	1 625	1 035	793	743
Chicoutimi	298	302	282	288	343
Cowansville	437	480	73	0	0
Établissement de détention de Montréal	6 818	6 435	5 905	5 525	5 066
Havre-Aubert	13	11	16	13	12
Hull	455	363	284	226	272
Joliette	852	749	164	0	0
Laval	959	129	0	0	0
Maison Tanguay	518	427	373	410	459
New Carlisle	175	153	233	139	200
Rimouski	286	380	588	343	395
Rivière-des-Prairies	0	0	1 599	2 686	2 833
Rivière-du-Loup	126	121	41	0	0
Roberval	272	334	384	331	270
Saint-Hyacinthe	537	571	96	0	0
Saint-Jérôme	693	1 461	2 419	2 756	2 570
Sept-Îles	590	532	262	216	277
Sherbrooke	734	718	750	571	526
Sorel	457	565	692	575	897
Trois-Rivières	588	537	529	460	644
Valleyfield	465	383	343	419	429
Total	**26 222**	**24 615**	**21 286**	**18 417**	**18 519**

3.8 – Les absences temporaires

Le programme d'absence temporaire permet à une personne détenue de s'absenter de l'établissement de détention pour une période déterminée, à certaines conditions. Il existe trois types d'absence temporaire : celle qui a pour but de favoriser la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires. Les absences temporaires pour des raisons humanitaires et pour des raisons médicales sont plus rares, puisqu'elles sont accordées dans des cas précis, comme un traitement hospitalier particulier (raison médicale) ou le décès d'un proche parent (raison humanitaire).

Le nombre de jours en absence temporaire pour réinsertion sociale, en 1998-1999, représente 85 % du nombre total

L'autre 15 % de jours en absence temporaire est réparti de la façon suivante : 11 % pour des raisons humanitaires et 4 % pour des raisons médicales (tableau 3.8.1). La répartition par secteur montre que le nombre total de jours en absence temporaire est semblable pour chacun des secteurs.

Diminution du nombre de jours en absence temporaire en 1998-1999

Le nombre total de jours en absence temporaire a diminué, passant de 744 087 jours en 1997-1998 à 562 713 en 1998-1999, soit une forte baisse de 24,4 % répartit presque également entre les trois secteurs. Cette forte diminution est remarquée seulement pour le motif « raison humanitaire », passant de 264 190 en 1997-1998 à 59 809 ce qui représente une baisse de 77,4 %.

Tableau 3.8.1 (a)

Durée en jours des absences temporaires, selon le motif d'octroi, les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1998-1999

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	3 630	2 711	23 229	29 570
Région Outaouais	5 007	1 451	28 928	35 386
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québe	3 054	524	13 524	17 102
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	6 550	1 133	75 504	83 187
Région Montérégie	3 771	1 107	34 012	38 890
Total secteur Ouest du Québec	**22 012**	**6 926**	**175 197**	**204 135**
Région et secteur de Montréal	**12 714**	**9 958**	**165 360**	**188 032**
Région Bas-Saint-Laurent	1 351	1 172	10 570	13 093
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	6 863	999	14 859	22 721
Région Québec et Chaudière-Appalaches	8 662	1 367	79 297	89 326
Région Mauricie et Centre-du-Québec	5 439	2 070	21 569	29 078
Région Côte-Nord	1 356	534	2 912	4 802
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1 412	215	9 899	11 526
Total secteur Est du Québec	**25 083**	**6 357**	**139 106**	**170 546**
Total réseau correctionnel du Québec	**59 809**	**23 241**	**479 663**	**562 713**

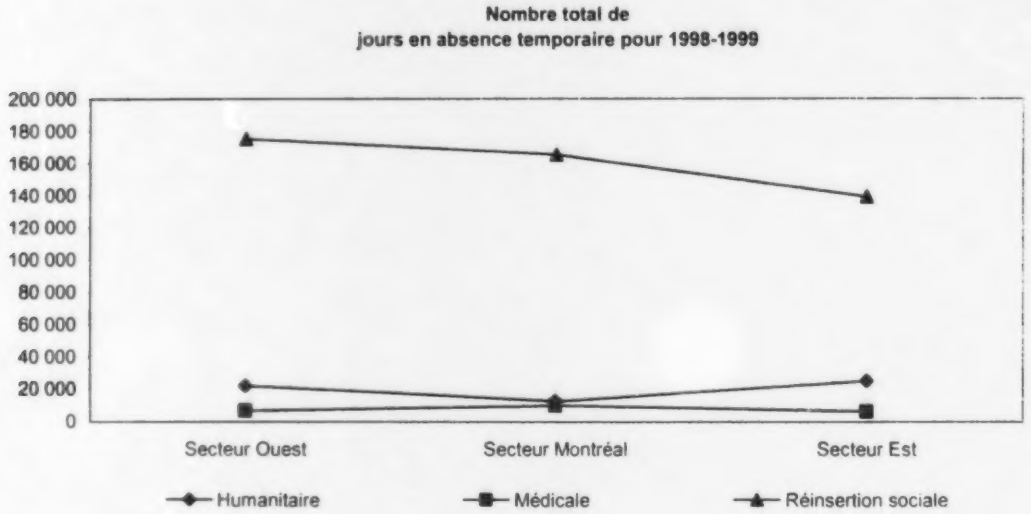


Tableau 3.8.1 (b)

Durée en jours des absences temporaires, selon l'établissement et selon le motif d'octroi en 1998-1999

Établissements	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Amos	3 054	524	13 524	17 102
Baie-Comeau	986	252	1 723	2 961
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	768	194	6 258	7 220
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	7 894	1 173	73 039	82 106
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	3 012	113	6 406	9 531
Chicoutimi	3 525	615	10 527	14 667
Établissement de détention de Montréal	7 754	1 268	141 066	150 088
Havre-Aubert	37	0	230	267
Hull	5 007	1 451	28 928	35 386
Maison Tanguay	1 607	2 503	12 226	16 336
New Carlisle	1 375	215	9 669	11 259
Rimouski	1 351	1 172	10 570	13 093
Rivière-des-Prairies	341	6 074	5 662	12 077
Roberval	3 338	384	4 332	8 054
Saint-Jérôme	6 550	1 133	75 504	83 187
Sept-Îles	370	282	1 189	1 841
Sherbrooke	3 630	2 711	23 229	29 570
Sorel	2 456	401	17 996	20 853
Trois-Rivières	5 439	2 070	21 569	29 078
Valleyfield	1 315	706	16 016	18 037
Total	**59 809**	**23 241**	**479 663**	**562 713**

Tableau 3.8.2 (a)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	15 128	16 055	37 598	38 479	29 570
Région Outaouais	26 503	28 728	39 941	39 857	35 386
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	22 546	23 003	22 476	17 980	17 102
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	71 039	81 519	105 305	121 921	83 187
Région Montérégie	47 801	62 874	50 751	46 955	38 890
Total secteur Ouest du Québec	**183 017**	**212 179**	**256 071**	**265 192**	**204 135**
Région et secteur de Montréal	**163 543**	**206 721**	**277 576**	**252 578**	**188 032**
Région Bas-Saint-Laurent	14 734	14 650	23 223	16 904	13 093
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	15 605	18 106	21 700	26 173	22 721
Région Québec et Chaudière-Appalaches	108 500	118 987	135 652	121 382	89 326
Région Mauricie et Centre-du-Québec	36 022	36 983	38 142	37 527	29 078
Région Côte-Nord	8 528	7 778	8 739	7 670	4 802
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	13 399	14 839	19 006	16 661	11 526
Total secteur Est du Québec	**196 788**	**211 343**	**246 462**	**226 317**	**170 546**
Total réseau correctionnel du Québec	**543 348**	**630 243**	**780 109**	**744 087**	**562 713**

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire

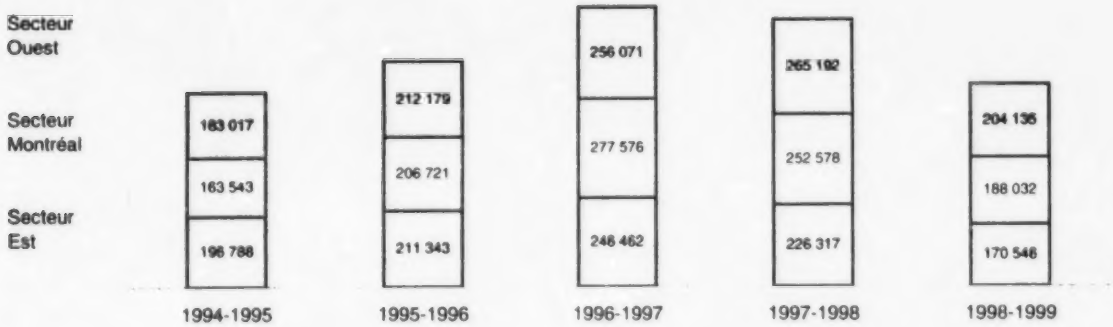


Tableau 3.8.2 (b)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire selon l'établissement

Établissements	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Amos	22 546	23 003	22 476	17 980	17 102
Baie-Comeau	3 243	3 663	4 604	3 319	2 961
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	8 621	8 243	8 969	7 445	7 220
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	99 879	110 744	126 683	113 937	82 106
Centre de prévention de Montréal	7 504	6 763	4 256	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	12 453	11 485	3 341	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	16 522	20 461	15 681	9 830	9 531
Chicoutimi	9 734	10 324	13 206	16 775	14 667
Cowansville	3 348	7 126	2 503	0	0
Établissement de détention de Montréal	120 102	158 764	228 662	216 047	150 088
Havre-Aubert	309	15	674	419	267
Hull	26 503	28 728	39 941	39 857	35 386
Joliette	14 794	17 733	5 086	0	0
Laval	16 700	6 023	0	0	0
Maison Tanguay	19 415	20 733	26 237	20 104	16 336
New Carlisle	13 090	14 824	18 332	16 242	11 259
Rimouski	7 551	8 326	21 438	16 904	13 093
Rivière-des-Prairies	0	0	2 740	6 597	12 077
Rivière-du-Loup	7 183	6 324	1 785	0	0
Roberval	5 871	7 782	8 494	9 398	8 054
Saint-Hyacinthe	12 771	21 184	4 814	0	0
Saint-Jérôme	39 545	57 763	100 219	121 921	83 187
Sept-Îles	5 285	4 115	4 135	4 351	1 841
Sherbrooke	15 128	16 055	37 598	38 479	29 570
Sorel	4 538	5 993	15 843	21 150	20 853
Trois-Rivières	36 022	36 983	38 142	37 527	29 078
Valleyfield	14 691	17 086	24 250	25 805	18 037
Total	**543 348**	**630 243**	**780 109**	**744 087**	**562 713**

Chapitre 4

Le milieu ouvert

4.1 – Les activités d'évaluation

L'évaluation regroupe les activités servant à informer les tribunaux et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), pour leur permettre de prendre des décisions justes et équitables. De ces deux clients, ce sont les tribunaux qui exigent le plus grand investissement de ressources de la part des agents de probation, puisque 95 % des rapports d'évaluation s'adressent à eux.

Le nombre de rapports d'évaluation demandés par la Cour semble se stabiliser en 1998-1999
Après avoir connu deux hausses consécutives, de 22,6 % en 1996-1997 et de 10,8 % en 1997-1998, la demande totale de rapports d'évaluation demandés par la Cour atteint 9 238 en 1998-1999 (tableau 4.1.1) soit une diminution de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Tout comme la demande, la production de rapports d'évaluation pour la Cour a connu une baisse de 1,9 %, le nombre passant de 9 112 en 1997-1998 à 8 936 en 1998-1999 (tableau 4.1.1). L'écart, soit 302 rapports, entre la demande et la production a augmenté cette année, comparativement à 164 en 1997-1998.

Diminution de la demande de rapports d'évaluation par la CQLC
Quant aux demandes qui proviennent de la CQLC, elles diminuent après avoir connu une hausse jusqu'en 1994-1995. Ainsi, le nombre de demandes provenant de la CQLC est de 507 en 1998-1999 soit une baisse de 2,7 % par rapport à 1997-1998 (tableau 4.1.1). Par contre, la production de rapports d'évaluation pour la CQLC a augmenté, passant de 474 en 1997-1998, à 484 en 1998-1999, en hausse de 2,1 %, Ce qui réduit l'écart entre la demande et la production à 23 rapports.

L'écart entre la demande totale et la production totale ne se comble pas
Bien que jamais très éloignées l'une de l'autre, la courbe de la demande totale est toujours plus élevée que la courbe de la production totale.

Montréal, la Montérégie et Québec—Chaudière-Appalaches accaparent plus de 50 % de la demande et de la production en 1998-1999
Une fois de plus, Montréal, la Montérégie et Québec—Chaudière-Appalaches constituent la grande zone d'activité pour la production des rapports d'évaluation (tableau 4.1.2). C'est dans ces trois régions que se déroulent plus de 50 % des activités d'évaluation (demande et production de rapports). La région de la Montérégie a connu une baisse de la demande de 13,9 % et une baisse de la production de 10,5 % en 1998-1999. Pour sa part, la région de Montréal a connu une hausse de la demande, passant de 2 057 rapports en 1997-1998 à 2 177 en 1998-1999 ce qui représente une hausse de 5,8 %. Il en est de même pour la production, avec une hausse de 3,5 %. Dans le cas de Québec—Chaudière-Appalaches, la demande et la production sont restées sensiblement les mêmes pour les deux dernières années.

Tableau 4.1.1

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation selon le type d'activités

Demande et production de rapports d'évaluation à la Cour	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Demande					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 098	1 426	1 613	1 015	333
Enquête sociale	11	2	7	2	4
Rapport régulier	4 479	4 017	4 178	3 923	3 736
Rapport spécifique	219	212	504	653	717
Rapport supplémentaire	183	196	185	197	155
Évaluation sursis[1]	0	0	851	2 452	3 057
Autres rapports à la cour	1 021	976	1 032	1 034	1 236
Total	**7 011**	**6 829**	**8 370**	**9 276**	**9 238**
Production					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 078	1 344	1 626	1 062	330
Enquête sociale	8	6	8	4	4
Rapport régulier	4 238	3 876	3 988	3 883	3 656
Rapport spécifique	236	207	426	632	689
Rapport supplémentaire	190	175	182	197	158
Évaluation sursis[1]	0	0	760	2 393	2 910
Autres rapports à la cour	1 020	978	1 007	941	1 189
Total	**6 770**	**6 586**	**7 997**	**9 112**	**8 936**
Demande et production de rapports d'évaluation à CQLC					
Demande					
Enquête communautaire	87	37	42	30	11
Rapport connu	16	4	1	4	14
Rapport d'étape	739	707	481	480	481
Rapport régulier	1	0	1	7	1
Total	**843**	**748**	**525**	**521**	**507**
Production					
Enquête communautaire	84	89	89	58	64
Rapport connu	14	4	1	3	12
Rapport d'étape	586	595	420	406	407
Rapport régulier	1	0	1	7	1
Total	**685**	**688**	**511**	**474**	**484**
Demande totale de rapports d'évaluation	**7 854**	**7 577**	**8 895**	**9 797**	**9 745**
Production totale de rapports d'évaluation	**7 455**	**7 274**	**8 508**	**9 586**	**9 420**

1 Ce type d'évaluation n'est pas demandé directement par la cour, mais fait suite à l'ordonnance de sursis émise par la Cour.

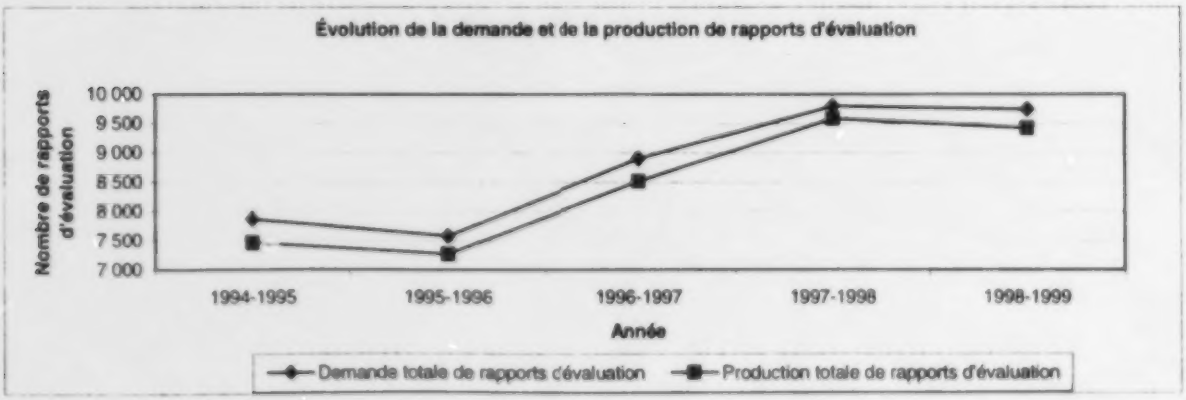


Tableau 4.1.2

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Demande					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	507	558	568	580	506
Région Outaouais	470	424	580	599	648
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	255	268	371	472	461
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	982	915	1 175	1104	1109
Région Montérégie[1]	1 686	1 669	1 756	1734	1493
Total secteur Ouest du Québec	**3 901**	**3 834**	**4 450**	**4 489**	**4 217**
Région et secteur de Montréal	**1 980**	**1 845**	**1 881**	**2 057**	**2 177**
Région Bas-Saint-Laurent	165	180	220	221	261
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	404	377	419	526	551
Région Québec et Chaudière-Appalaches	820	829	1 040	1425	1460
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	369	323	619	702	709
Région Côte-Nord	131	113	176	269	290
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	84	76	90	108	80
Total secteur Est du Québec	**1 973**	**1 898**	**2 564**	**3 251**	**3 351**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 854**	**7 577**	**8 895**	**9 797**	**9 745**
Production					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	479	495	583	610	483
Région Outaouais	474	403	602	554	680
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	250	273	347	444	402
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	873	865	1 084	1160	1103
Région Montérégie[1]	1 595	1 707	1 752	1613	1444
Total secteur Ouest du Québec	**3 671**	**3 743**	**4 368**	**4 381**	**4 112**
Région et secteur de Montréal	**1 799**	**1 756**	**1 754**	**2 057**	**2 129**
Région Bas-Saint-Laurent	163	142	174	210	251
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	364	319	397	511	528
Région Québec et Chaudière-Appalaches	886	786	953	1360	1349
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	349	345	586	697	714
Région Côte-Nord	138	103	185	262	261
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	85	80	91	108	76
Total secteur Est du Québec	**1 985**	**1 775**	**2 386**	**3 148**	**3 179**
Production totale réseau correctionnel du Québec	**7 455**	**7 274**	**8 508**	**9 586**	**9 420**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production des rapports, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, la répartition par agent étant impossible.

4.2 – Les activités d'intervention

Les activités d'intervention en milieu ouvert sont le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis, les travaux communautaires (les activités de surveillance), Alcofrein et les travaux compensatoires (les activités gérés par le milieu ouvert). Il y a aussi, dans le cadre du Programme d'encadrement en milieu ouvert (PEMO), la *surveillance en absence temporaire*. Il est vrai que les données ne représentent pas l'ensemble des cas, puisqu'elles ne sont pas encore toutes saisies dans le module du milieu ouvert du système informatique DACOR de la DGSC.

Augmentation de la demande pour les activités d'intervention de surveillance
En 1996-1997, une augmentation considérable de 32,2 % du nombre de personnes dirigées vers des activités de surveillance a été remarquée passant de 12 685 à 16 765 (tableau 4.2.1). En 1997-1998, ce nombre atteint 17 622 et en 1998-1999, ce nombre est de 17 964 soit une augmentation de 1,9 % par rapport à l'année précédente. La principale variation en ce qui concerne la demande touche la surveillance de sursis. On remarque une augmentation du nombre de demandes de surveillance de sursis, ce nombre passant de 3 866 à 4 202 en 1998-1999, ce qui représente une hausse de 8,7 %.

Baisse de la production pour les activités d'intervention de surveillance
La moyenne mensuelle de dossiers actifs a diminué de 2,9 % en 1998-1999, passant de 13 889 à 13 486. Comme pour la demande, c'est la moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance de sursis qui a augmenté de 17,6 %, passant de 2 079 à 2 444. Pour sa part, la probation avec surveillance connaît une baisse de 6,6 % (tableau 4.2.1).

Montréal est le secteur qui reçoit et qui produit le moins d'interventions de surveillance comparativement aux secteurs de l'Est et de l'Ouest
En 1998-1999, 15 % des demandes de *probation sous surveillance*, 28 % des demandes de *surveillance de libération conditionnelle*, 21 % des *travaux communautaires* et 25 % des demandes de *sursis* ont été enregistrées dans le secteur de Montréal; ceci représente moins du tiers des demandes pour chacune des activités de surveillance. Au cours des cinq dernières années, le même phénomène a été remarqué.

Taux de surveillance par région : la Côte-Nord affiche le taux record
Les régions qui affichent les taux de surveillance pour les activités d'intervention en milieu ouvert les plus élevés sont la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec et le Bas-Saint-Laurent (tableau 4.2.7) avec des taux de 481,9, 436,3 et 317,5 cas de surveillance par 100 000 habitants respectivement. En 1998-1999, le taux de surveillance a connu une baisse de 2,8 % pour s'établir à 188,2 cas de surveillance par 100 000 habitants. Par contre, mentionnons que la région du Bas-Saint-Laurent a connu une forte hausse de 24,8 %.

Baisse du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires*
En 1998-1999, 19 588 dossiers ont été traités pour le programme *travaux compensatoires*, ce qui signifie une baisse de 9,6 % par rapport à l'an dernier où le nombre était de 21 677 (tableau 4.2.8). Ce nombre est en constante régression depuis plus de cinq ans.

Tableau 4.2.1

Évolution de l'ensemble des activités d'intervention selon le type d'activités

Activités de surveillance	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nombre de demandes selon les activités suivantes					
Absence temporaire	0	0	58	125	68
Cautionnnement	34	21	37	72	57
Libération conditionnelle	3 418	3 139	2 900	2 666	2 682
Libération de jour	22	16	22	1	0
Probation avec surveillance	6 753	6 223	7 162	6 845	6 877
Sursis	0	0	2 555	3 866	4 202
Travaux communautaires	2 891	3 286	4 031	4 047	4 078
Total	**13 118**	**12 685**	**16 765**	**17 622**	**17 964**
Moyenne mensuelle de dossiers actifs(caseload)					
Absence temporaire	0	0	5	14	5
Cautionnnement	9	2	9	28	23
Libération conditionnelle	1 922	1 694	1 660	1 487	1 334
Libération de jour	11	7	8	1	0
Probation avec surveillance	9 375	7 575	7 997	7 809	7 296
Sursis	0	0	1 053	2 079	2 444
Travaux communautaires	1 569	1 979	2 388	2 471	2 384
Total	**12 886**	**11 257**	**13 120**	**13 889**	**13 486**
Activités dont la DGSC assume la gestion					
Alcofrein[1] ordonnances reçues	3 175	2 702	2 983	3 131	10 506
sessions données	189	194	161	192	683
Travaux compensatoires dossiers traités	25 099	24 293	23 494	21 677	19 588

1. Depuis le 1er décembre 1997, le programme Alcofrein est devenu une mesure administrative obligatoire imposée par la SAAQ aux personnes condamnées une première fois pour conduite avec facultés affaiblies. Ainsi, en 1997-1998, les 3 131 ordonnances se répartissent comme suit : 1 400 ordonnances et 1 731 mesures administratives de la SAAQ, alors qu'en 1998-1999, les 10 506 sont toutes des mesures administratives.

Évolution de la demande et de la production des activités d'intervention

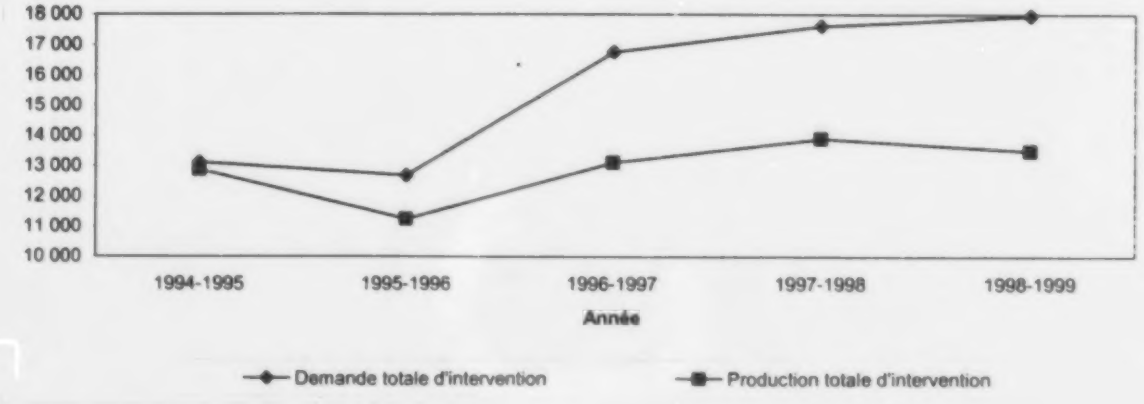


Tableau 4.2.2

Nombre de demandes et moyenne mensuelle des dossiers actifs pour les activités *probation avec surveillance*, *surveillance de libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1998-1999

	Probation avec surveillance	Surveillance de libération conditionnelle	Travaux communautaires	Sursis
DEMANDE- Nombre de demandes pendant l'année				
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	387	137	331	217
Région Outaouais	674	143	187	280
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	687	100	304	205
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	716	352	506	594
Région Montérégie [1]	969	223	577	462
Total secteur Ouest du Québec	**3 433**	**955**	**1 905**	**1 758**
Région et secteur de Montréal	**1 055**	**744**	**840**	**1 068**
Région Bas-Saint-Laurent	347	82	255	127
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	265	118	135	152
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 131	512	512	549
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	257	188	131	322
Région Côte-Nord	262	39	202	193
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	127	44	98	33
Total secteur Est du Québec	**2 389**	**983**	**1 333**	**1 376**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 877**	**2 682**	**4 078**	**4 202**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle des dossiers actifs				
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	468,0	87,3	178,8	143,6
Région Outaouais	558,1	65,6	155,8	150,3
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	572,2	41,2	126,3	99,6
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	740,5	177,4	297,8	354,8
Région Montérégie [1]	1 035,8	147,9	342,1	275,4
Total secteur Ouest du Québec	**3 374,6**	**519,3**	**1 100,8**	**1 023,6**
Région et secteur de Montréal	**1 434,0**	**327,1**	**572,8**	**652,4**
Région Bas-Saint-Laurent	388,6	42,6	151,3	71,8
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	243,7	60,5	59,4	86,8
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 177,2	250,8	245,3	329,0
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	249,4	94,7	76,6	178,8
Région Côte-Nord	278,4	18,3	114,8	86,3
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	149,9	20,8	63,4	15,6
Total secteur Est du Québec	**2 487,2**	**487,6**	**710,8**	**768,2**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 295,8**	**1 334,0**	**2 384,4**	**2 444,2**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relevent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.3

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *probation avec surveillance*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
DEMANDE- Demandes de probation avec surveillance					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	463	441	444	459	387
Région Outaouais	823	633	685	653	674
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	420	410	493	521	687
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	887	787	812	702	716
Région Montérégie [1]	1 085	1 142	1 074	1 070	969
Total secteur Ouest du Québec	**3 678**	**3 413**	**3 508**	**3 405**	**3 433**
Région et secteur de Montréal	**880**	**805**	**1 215**	**962**	**1 055**
Région Bas-Saint-Laurent	359	258	391	365	347
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	222	177	232	244	265
Région Québec et Chaudière-Appalaches	989	1 012	1 157	1 213	1 131
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	267	149	257	268	257
Région Côte-Nord	232	268	265	246	262
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	126	141	137	142	127
Total secteur Est du Québec	**2 195**	**2 005**	**2 439**	**2 478**	**2 389**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 753**	**6 223**	**7 162**	**6 845**	**6 877**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation avec surveillance (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	588,2	504,8	533,9	494,1	468,0
Région Outaouais	1 060,5	800,4	792,6	658,2	558,1
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	547,5	422,6	486,3	495,3	572,2
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1 088,2	971,7	987,3	883,5	740,5
Région Montérégie [1]	1 379,5	1 144,5	1 171,4	1 130,5	1 035,8
Total secteur Ouest du Québec	**4 664,0**	**3 844,0**	**3 971,4**	**3 661,6**	**3 374,6**
Région et secteur de Montréal	**1 692,8**	**1 387,8**	**1 495,8**	**1 557,2**	**1 434,0**
Région Bas-Saint-Laurent	417,2	321,4	316,1	321,8	388,6
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	317,9	220,1	248,5	254,1	243,7
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 323,8	1 106,6	1 210,7	1 217,3	1 177,2
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	339,1	243,0	254,3	329,5	249,4
Région Côte-Nord	437,8	323,1	341,3	307,2	278,4
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	181,9	129,3	158,9	160,7	149,9
Total secteur Est du Québec	**3 017,8**	**2 343,5**	**2 529,8**	**2 590,6**	**2 487,2**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**9 374,5**	**7 575,3**	**7 997,0**	**7 809,4**	**7 295,8**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.4

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *surveillance en libération conditionnelle*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
DEMANDE- Demandes de surveillance de libération conditionnelle					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	160	216	189	127	137
Région Outaouais	152	102	114	103	143
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	169	126	108	97	100
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	374	425	384	384	352
Région Montérégie [1]	300	190	208	292	223
Total secteur Ouest du Québec	**1 155**	**1 059**	**1 003**	**1 003**	**955**
Région et secteur de Montréal	**1 002**	**897**	**879**	**730**	**744**
Région Bas-Saint-Laurent	109	109	91	73	82
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	116	119	87	108	118
Région Québec et Chaudière-Appalaches	692	628	529	489	512
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	206	203	194	176	188
Région Côte-Nord	71	61	44	42	39
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	67	63	73	45	44
Total secteur Est du Québec	**1 261**	**1 183**	**1 018**	**933**	**983**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**3 418**	**3 139**	**2 900**	**2 666**	**2 682**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance en libération conditionnelle (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	105,4	123,6	110,4	87,6	87,3
Région Outaouais	96,6	58,9	62,8	60,8	65,6
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	82,3	60,6	56,3	47,2	41,2
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	223,3	243,3	250,9	219,8	177,4
Région Montérégie [1]	197,6	183,1	178,6	179,6	147,9
Total secteur Ouest du Québec	**705,0**	**669,5**	**658,9**	**595,0**	**519,3**
Région et secteur de Montréal	**500,7**	**431,4**	**450,1**	**416,8**	**327,1**
Région Bas-Saint-Laurent	59,0	51,1	55,9	44,3	42,6
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	77,3	60,0	60,1	51,3	60,5
Région Québec et Chaudière-Appalaches	360,3	314,6	287,2	245,2	250,8
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	136,1	107,6	96,3	90,3	94,7
Région Côte-Nord	46,0	32,1	20,8	17,8	18,3
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	37,4	28,2	30,3	26,1	20,8
Total secteur Est du Québec	**716,0**	**593,5**	**550,6**	**474,8**	**487,6**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 921,7**	**1 694,4**	**1 659,6**	**1 486,7**	**1 334,0**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.5

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *travaux communautaires* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	302	316	314	298	331
Région Outaouais	241	224	239	189	187
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	95	139	181	227	304
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	418	435	544	524	506
Région Montérégie [1]	449	576	585	599	577
Total secteur Ouest du Québec	**1 505**	**1 690**	**1 863**	**1 837**	**1 905**
Région et secteur de Montréal	**520**	**720**	**895**	**841**	**840**
Région Bas-Saint-Laurent	146	147	189	215	255
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	171	118	177	151	135
Région Québec et Chaudière-Appalaches	243	269	427	531	512
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	126	112	191	175	131
Région Côte-Nord	116	146	162	180	202
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	64	84	127	117	98
Total secteur Est du Québec	**866**	**876**	**1 273**	**1 369**	**1 333**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 891**	**3 286**	**4 031**	**4 047**	**4 078**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	163,0	208,2	207,1	177,5	178,8
Région Outacuais	149,8	175,3	190,3	180,6	155,8
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	35,4	55,9	77,0	99,7	126,3
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	190,8	258,1	315,1	329,3	297,8
Région Montérégie [1]	242,3	357,4	393,8	359,7	342,1
Total secteur Ouest du Québec	**781,3**	**1 054,9**	**1 183,3**	**1 146,8**	**1 100,8**
Région et secteur de Montréal	**321,8**	**410,7**	**548,7**	**596,4**	**572,8**
Région Bas-Saint-Laurent	91,6	91,6	103,1	114,8	151,3
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	56,8	55,8	68,7	70,3	59,4
Région Québec et Chaudière-Appalaches	125,9	134,3	192,7	259,8	245,3
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	68,2	83,0	92,9	100,3	76,6
Région Côte-Nord	85,5	96,8	116,9	111,3	114,8
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	37,8	52,2	81,9	71,8	63,4
Total secteur Est du Québec	**465,8**	**513,7**	**656,2**	**728,3**	**710,8**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 568,8**	**1 979,3**	**2 388,2**	**2 471,3**	**2 384,4**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville(Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.6

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *sursis* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de Sursis			
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	123	192	217
Région Outaouais	186	240	280
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	111	175	205
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	342	560	594
Région Montérégie [1]	269	386	462
Total secteur Ouest du Québec	**1 031**	**1 553**	**1 758**
Région et secteur de Montréal	**668**	**1 019**	**1 068**
Région Bas-Saint-Laurent	88	91	127
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	76	142	152
Région Québec et Chaudière-Appalaches	316	540	549
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	229	292	322
Région Côte-Nord	116	193	193
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	31	36	33
Total secteur Est du Québec	**856**	**1 294**	**1 376**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 555**	**3 866**	**4 202**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de sursis (caseload)			
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	61,9	121,4	143,6
Région Outaouais	74,9	135,7	150,3
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	46,6	85,9	99,6
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	154,7	304,0	354,8
Région Montérégie [1]	129,6	229,9	275,4
Total secteur Ouest du Québec	**467,6**	**876,9**	**1 023,6**
Région et secteur de Montréal	**248,4**	**553,1**	**652,4**
Région Bas-Saint-Laurent	30,4	43,6	71,8
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	36,1	72,3	86,8
Région Québec et Chaudière-Appalaches	132,7	272,3	329,0
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	79,6	166,8	178,8
Région Côte-Nord	48,4	75,8	86,3
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	9,3	17,9	15,6
Total secteur Est du Québec	**336,6**	**648,7**	**768,2**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 052,6**	**2 078,7**	**2 444,2**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.7

Évolution du taux de surveillance[1] pour les activités d'intervention *probation avec surveillance*, surveillance de *libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis*[2], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel (100 000 habitants)

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Région Estrie et Centre-du-Québec	175,69	171,58	187,31	181,30	181,70
Région Outaouais	426,78	337,89	366,01	336,80	302,48
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	346,56	280,77	346,82	378,58	436,34
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	134,00	131,30	152,23	152,53	137,94
Région Montérégie	158,39	146,69	163,10	166,06	157,46
Total secteur Ouest du Québec	**188,92**	**171,00**	**192,89**	**192,18**	**184,16**
Région et secteur de Montréal	**139,79**	**123,93**	**152,45**	**175,89**	**168,16**
Région Bas-Saint-Laurent	268,89	219,79	239,41	254,49	317,54
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	153,57	114,13	140,45	156,26	157,10
Région Québec et Chaudière-Appalaches	175,73	151,02	177,03	196,41	197,17
Région Mauricie et Centre-du-Québec	134,94	107,67	129,92	175,14	152,85
Région Côte-Nord	534,79	423,72	494,65	495,82	481,94
Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	236,87	193,18	258,40	262,90	237,38
Total secteur Est du Québec	**195,04**	**160,25**	**189,16**	**210,65**	**211,19**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**178,49**	**156,04**	**181,68**	**193,58**	**188,16**

[1] Calculé à partir de la moyenne mensuelle de dossiers actifs.

[2] L'ordonnance de sursis est une nouvelle peine introduite le 3 septembre 1996.

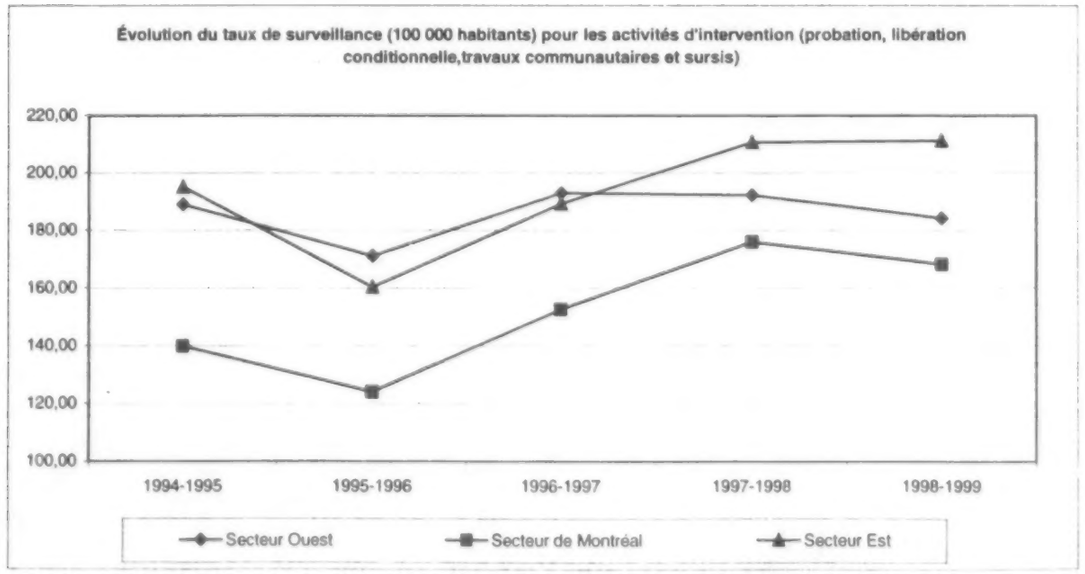
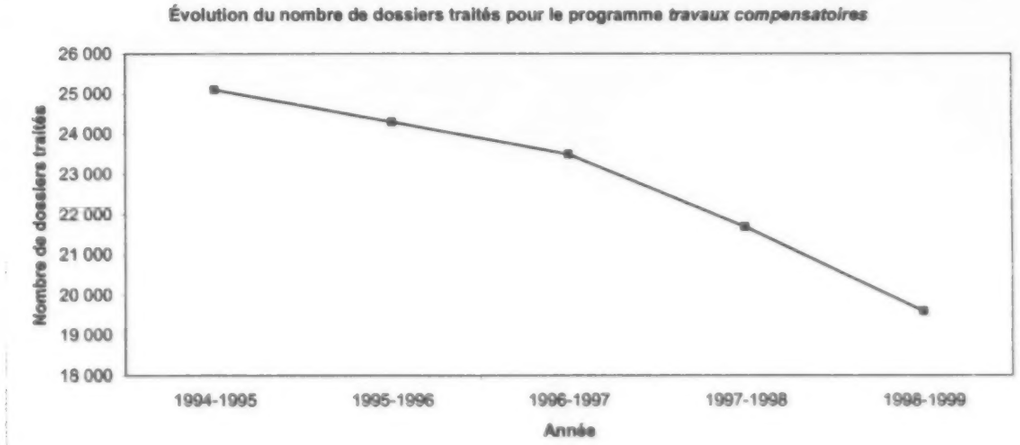


Tableau 4.2.8

Évolution du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires* selon les organismes de référence

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Assoc. Canadienne pour la santé mentale	1 247	1 366	1 100	1 060	1 250
Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc.	352	283	240	240	230
Centre de bénévolat de la Rive-Sud inc.	3 611	3 401	3 400	3 017	2 526
Centre de bénévolat de Laval inc.	3 930	3 779	3 700	3 550	2 500
Centre de bénévolat de Manicouagan	377	450	203	143	100
Centre de bénévolat du Lac inc.	403	435	350	403	450
Centre ressources jeunesse	599	706	610	695	1 000
Organisation anti-pauvreté Mauricie inc.	2 088	2 010	1 940	1 644	1 744
Organisation anti-pauvreté Québec inc.	3 322	3 489	3 299	3 142	2 992
Service d'action communautaire Outaouais inc.	1 784	2 009	1 593	1 344	1 244
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke inc.	1 205	1 214	1 339	1 400	1 400
Unité Domrémy Mont-Joli inc.	804	750	700	907	1 190
YMCA de Montréal	5 377	4 401	5 020	4 132	2 962
Total	**25 099**	**24 293**	**23 494**	**21 677**	**19 588**



4.3 – Les ressources d'hébergement communautaires et les ressources spécialisées

Les centres d'hébergement communautaires, les centres résidentiels communautaires et les foyers d'accueil, sont trois ressources d'hébergement communautaires qui permettent à la DGSC d'offrir, à la personne contrevenante sous sa responsabilité, la possibilité de réintégrer graduellement la société en étant hébergée dans un environnement semi-ouvert. La personne contrevenante peut ainsi profiter du soutien d'une ressource qui, par son programme, répondra à ses besoins en matière de réhabilitation et de réinsertion sociale.

Quant aux ressources spécialisées, il s'agit d'organismes qui offrent à la DGSC des services spécialisés (de traitement en santé mentale, de toxicomanie, de traitements des déviances sexuelles, etc.) destinés à certaines personnes contrevenantes.

Baisse continue de l'utilisation de certaines ressources d'hébergement communautaires
Le principal indicateur utilisé pour mesurer l'utilisation de l'une ou l'autre des trois ressources d'hébergement est le nombre total de jours de séjour. En 1998-1999, certains séjours ont connu une baisse de 5,1 %, passant de 135 010 jours en 1997-1998 à 128 191 jours en 1998-1999. Remarquons que le nombre total de séjour était de 149 343 en 1994-1995.

La baisse provient de la diminution des séjours dans les centres d'hébergement communautaires et dans les foyers d'accueil. En effet, l'utilisation de leur service a baissée de 26,9 % et 24,6 % respectivement.

Par ailleurs, une telle diminution ne s'est pas produite de façon aussi prononcée dans les centres résidentiels communautaires puisque de 108 871 en 1997-1998, ce nombre passait à 108 848 en 1998-1999.

Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires est de 96,9 % en 1998-1999
Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires se calcule en divisant la moyenne quotidienne des personnes présentes par le nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial. Cette statistique permet de savoir si la prévision du nombre de places en hébergement était juste. Le taux d'occupation, au cours des cinq dernières années, a atteint son maximum en 1996-1997 avec 97,4 %. En 1998-1999, ce taux est de 96,9 %, en hausse par rapport à 1997-1998 lequel était de 92,6 % et ainsi, il se rapproche du taux atteint en 1996-1997.

Le nombre de jours de séjour dans les ressources spécialisées a diminué en 1998-1999
En 1998-1999, le recours à l'une ou l'autre des ressources spécialisées a subi une diminution de 20,8 %. En effet, le nombre de jours de séjours est passé de 44 316 à 35 092. Pour les ressources d'hébergement en santé mentale, la baisse est de 37,5 %, (18 551 à 11 598 jours), et pour les ressources d'hébergement en toxicomanie, la diminution est de 8,8 %, passant de 25 765 à 23 494 jours. Les ressources en toxicomanie représentent 66,9 % des ressources spécialisées, tandis que les ressources en santé mentale représentent 33,1 %.

Tableau 4.3.1

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources d'hébergement communautaires selon le type de ressources

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nombre total de jours de séjour					
Centre d'hébergement communautaire	32 844	19 316	14 843	15 955	11 663
Centre résidentiel communautaire	105 671	112 996	116 754	108 871	108 848
Foyer d'accueil	10 828	8 643	6 342	10 184	7 680
Total	**149 343**	**140 955**	**137 939**	**135 010**	**128 191**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre d'hébergement communautaire	90,0	52,8	40,7	43,7	32,0
Centre résidentiel communautaire	289,5	308,7	319,9	298,3	298,2
Foyer d'accueil	29,7	23,6	17,4	27,9	21,0
Total	**409,2**	**385,1**	**377,9**	**369,9**	**351,2**

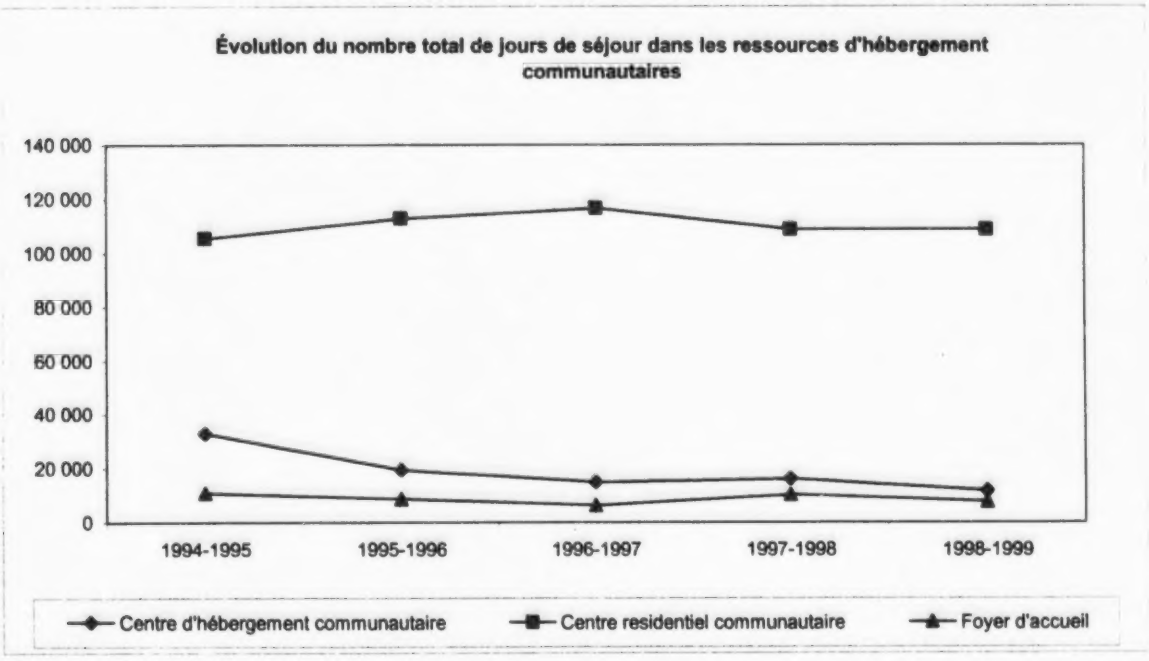


Tableau 4.3.2

Évolution du nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	26,34	26,28	43,30	44,40	38,50
Région Outaouais	18,24	18,19	19,44	20,31	19,97
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	11,55	11,52	23,71	17,06	14,47
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	33,34	33,25	34,55	28,89	28,58
Région Montérégie[1]	20,64	20,58	3,96	4,00	3,96
Total secteur Ouest du Québec	**110,11**	**109,82**	**124,96**	**114,66**	**105,48**
Région et secteur de Montréal	**182,41**	**137,04**	**114,35**	**137,00**	**120,33**
Région Bas-Saint-Laurent	11,52	10,53	11,93	10,68	8,64
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	28,83	27,77	27,98	27,75	27,82
Région Québec et Chaudière-Appalaches	83,80	85,49	75,83	76,68	75,21
Région Mauricie et Centre-du-Québec	32,64	32,55	32,14	31,52	24,96
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1,47	1,47	0,96	0,96	---
Total secteur Est du Québec	**158,26**	**157,81**	**148,84**	**147,60**	**136,63**
Totale réseau correctionnel du Québec	**450,78**	**404,67**	**388,15**	**399,26**	**362,44**

1.Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.3

Évolution du nombre total de jours de séjour utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Séjour total					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	9 435	8 951	13 077	14 811	11 777
Région Outaouais	6 826	6 785	7 096	7 409	7 288
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	9 075	8 194	8 335	5 469	4 945
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	10 150	11 133	10 439	10 361	10 155
Région Montérégie[1]	6 517	4 434	316	1 038	1 015
Total secteur Ouest du Québec	**42 003**	**39 497**	**39 263**	**39 088**	**35 180**
Région et secteur de Montréal	**52 945**	**50 109**	**47 825**	**44 612**	**44 639**
Région Bas-Saint-Laurent	3 180	3 415	3 831	3 322	3 038
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	10 294	8 819	9 075	8 620	8 919
Région Québec et Chaudière-Appalaches	29 492	29 541	26 808	27 393	28 669
Région Mauricie et Centre-du-Québec	11 216	9 483	11 123	11 188	7 746
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	213	91	14	787	—
Total secteur Est du Québec	**54 395**	**51 349**	**50 851**	**51 310**	**48 372**
Total réseau correctionnel du Québec	**149 343**	**140 955**	**137 939**	**135 010**	**128 191**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Estrie, Centre-du-Québec[1]	25,85	24,46	35,83	40,58	32,27
Région Outaouais	18,70	18,54	19,44	20,30	19,97
Région Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	24,86	22,39	22,84	14,98	13,55
Région Laval, Lanaudière, Laurentides	27,81	30,42	28,60	28,39	27,82
Région Montérégie[1]	17,85	12,11	0,87	2,84	2,78
Total secteur ouest du Québec	**115,08**	**107,92**	**107,57**	**107,09**	**96,38**
Région et secteur de Montréal	**145,05**	**136,91**	**131,03**	**122,22**	**122,30**
Région Bas-St-Laurent	8,71	9,33	10,50	9,10	8,32
Région Saguenay-Lac-Saint-Jean	28,20	24,10	24,86	23,62	24,44
Région Québec, Chaudière-Appalaches	80,80	80,71	73,45	75,05	78,55
Région Mauricie, Centre-du-Québec	30,73	25,91	30,47	30,65	21,22
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,58	0,25	0,04	2,16	—
Total secteur Est du Québec	**149,03**	**140,30**	**139,32**	**140,58**	**132,53**
Total réseau correctionnel du Québec	**409,16**	**385,12**	**377,92**	**369,89**	**351,21**

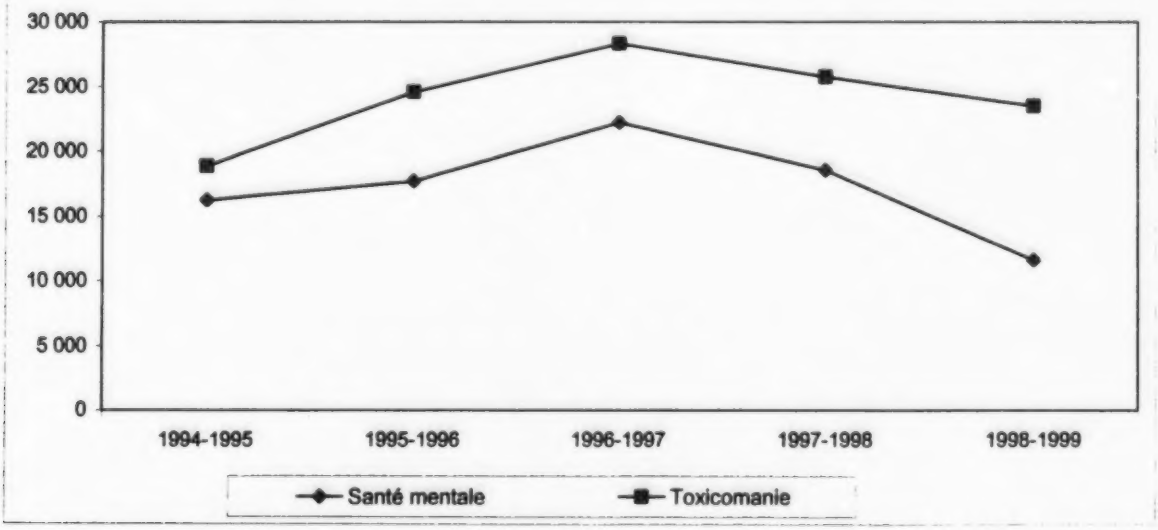
1.Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.4

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources spécialisées

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Nombre total de jours de séjour					
Centre hospitalier de Sherbrooke	1 001	1 166	0	0	0
Institut Philippe-Pinel	3 811	2 984	0	0	0
Ressources d'hébergement en santé mentale	16 223	17 682	22 195	18 551	11 598
Ressources d'hébergement en toxicomanie	18 857	24 597	28 339	25 765	23 494
Total	**39 892**	**46 429**	**50 534**	**44 316**	**35 092**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre hospitalier de Sherbrooke	2,7	3,2	0,0	0,0	0,0
Institut Philippe-Pinel	10,4	8,2	0,0	0,0	0,0
Ressources d'hébergement en santé mentale	44,4	48,4	60,8	50,8	31,8
Ressources d'hébergement en toxicomanie	51,7	67,4	77,6	70,6	64,4
Total	**109,3**	**127,2**	**138,4**	**121,4**	**96,1**

Évolution du nombre total de jours de séjour dans les ressources d'hébergement en santé mentale et en toxicomanie



Chapitre 5

Les ressources humaines et financières

La Direction générale a amorcé, en 1995-1996, la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise. Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la structure administrative de l'organisation de façon importante.

5.1 – Les ressources humaines

La Direction générale des services correctionnels, est composée de trois secteurs et de trois unités administratives distinctes. Les secteurs, soit celui de Montréal, celui de l'Est du Québec et celui de l'Ouest du Québec, regroupent douze directions régionales. Quant aux unités administratives, elles sont situées au siège social, et elles s'identifient comme suit : Bureau de la sous-ministre associée, Direction de l'administration et des programmes et Direction de la vérification et de la sécurité.

Le nombre de ressources humaines a baissé en 1998-1999
En 1993-1994, la DGSC comptait 3 165 personnes à temps complet (ETC). Depuis 1995-1996, ce nombre est passé de 3 120 à 2 953 en 1996-1997, à 2 851 en 1997-1998, ce qui représente une diminution de 9,9 % en cinq ans (tableau 5.1.1) et une baisse de 3,6 % par rapport à 1996-1997. En 1998-1999, on comptait 2 782 personnes à la DGSC, soit une baisse de 2,4 % par rapport à l'année précédente. De ces 2 782 effectifs, 2 196 travaillent dans le milieu fermé, 309 dans le milieu ouvert et 277 sont en place pour le central [1].

L'augmentation des effectifs travaillant pour le central en 1998-1999 est due strictement à une comptabilisation différente suite à la restructuration administrative. Ainsi, dans les centres de détention, tous les effectifs qui ne sont pas affectés à de la garde (services administratifs, cuisinier,...) sont maintenant comptabilisés dans les directions régionales sauf pour les établissements de détention de Québec, de Montréal, de Rivière-des-prairies et de Saint-Jérôme. Étant donné que ces derniers disposent d'une structure distincte, impliquant le maintien des services administratifs, les effectifs qui y travaillent sont comptabilisés dans ces établissements.

Fluctuations particulières dans le nombre de ETC par catégories d'emploi
À l'exception de la catégorie « gestionnaire », laquelle est en baisse depuis 1992-1993, toutes les autres catégories d'emploi subissent des fluctuations particulières (tableau 5.1.1). Les agentes et les agents des services correctionnels sont en nombre plus élevé cette année passant de 1 716 en 1997-1998 à 1 754 en 1998-1999, soit une hausse de 2,2 %. La catégorie du personnel de soutien est celle qui connaît la plus forte diminution, soit 14,2 %, passant de 507 à 435 personnes.

1. En 1998-1999, le central comprend le siège social (Bureau de la sous-ministre associée, la Direction de l'administration et des programmes et la Direction de la vérification et de la sécurité) ainsi que les secteurs et les directions régionales.

Tableau 5.1.1

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet autorisé à la Direction générale des services correctionnels selon la catégorie d'emploi

Au 1er avril	Agentes et agents des services correctionnels	Personnel de soutien	Personnel professionnel	Gestionnaires	Total
1993	1 907	512	347	399	3 165
1994	1 709	551	363	374	2 997
1995	1 876	536	361	347	3 120
1996	1 740	532	358	323	2 953
1997	1716	507	348	280	2 851
1998	1 754	435	317	276	2 782

Tableau 5.1.2

Série chronologique de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet travaillant pour le central [1] de la direction général des services correctionnels

Année	Effectif à temps complet
1990-1991	102
1991-1992	115
1992-1993	123
1993-1994	122
1994-1995	134
1995-1996	125
1996-1997	133
1997-1998	133
1998-1999	277

1. En 1998-1999, le central comprend le siège social (Bureau de la sous-ministre associée, la Direction de l'administration et des programmes, la Direction de la vérification et de la sécurité) ainsi que les réseaux correctionnels et les directions régionales. L'augmentation du personnel qui travaille pour le central est du strictement à une comptabilisation différente suite à la restructuration administrative.

Tableau 5.1.3

Effectif régulier et occasionnel autorisés à la Direction générale des services correctionnels du Québec en 1998-1999

Catégorie	Milieu fermé	Milieu ouvert	Central [1]	Total
Cadres supérieurs	0,0	0,0	11,0	11,0
Cadres intermédiaires	250,0	4,0	11,0	265,0
Professionnels - Agents de probation	0,0	211,0	0,0	211,0
- Autres	37,5	0,0	68,5	106,0
Employés de bureau, techniciens	135,5	64,0	99,5	299,0
Agents des services correctionnels	1 710,0	30,0	13,7	1 753,7
Ouvriers	62,6	0,0	73,4	136,0
Total	**2 195,6**	**309,0**	**277,1**	**2 781,7**

1. En 1998-1999, le central comprend le siège social (Bureau de la sous-ministre associée, la Direction de l'administration et des programmes, la Direction de la vérification et de la sécurité) ainsi que les réseaux correctionnels et les directions régionales. L'augmentation du personnel qui travaille pour le central est du strictement à une comptabilisation différente suite à la restructuration administrative.

5.2 – Les ressources financières

Stabilisation des dépenses en 1998-1999

Après avoir augmenté en 1994-1995 et en 1995-1996, les dépenses totales à la DGSC ont diminué en 1996-1997, 1997-1998 et puis encore un peu en 1998-1999. Elles sont passées de 224,1 millions de dollars en 1997-1998 à 223,7 millions de dollars en 1998-1999, soit une légère baisse de 0,2 %. Le montant dépensé en 1998-1999 comprend des dépenses de 4,3 millions suite à la crise due à l'assassinat d'agents des services correctionnels ainsi qu'un montant de 2,7 millions pour la surdemande.

Les coûts moyens pour une journée liés aux diverses activités de la DGSC sont stables

Certaines activités sont demeurées au même coût, comme les foyers d'accueil, les programmes d'encadrement en milieu ouvert et les surveillances de sentences intermittentes avec des coûts moyens de 23,08 $, 4,93 $ et 14,71 $ par jour respectivement. Quant aux autres activités, le coût moyen a légèrement changé. Les hausses les plus importantes sont celle du coût moyen d'une journée dans une ressource d'hébergement spécialisée en toxicomanie, lequel est passé de 15,42 $ en 1997-1998 à 19,01 $ en 1998-1999, soit une hausse de 23,3 % et celle du coût moyen dans un centre d'hébergement communautaire, lequel est passé de 37,56 $ en 1997-1998 à 42,39 $ en 1998-1999 soit 12,9 % de plus. Par contre, le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention à subi une baisse de 3,9 % passant de 155 $ à 149 $, revenant ainsi au même coût moyen qu'en 1996-1997.

Tableau 5.2.1

Évolution des dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)

Année	$
1992-1993	230 770,2
1993-1994	221 522,1
1994-1995	225 104,1
1995-1996	228 085,6
1996-1997	225 251,6
1997-1998	224 119,0
1998-1999	223 678,0

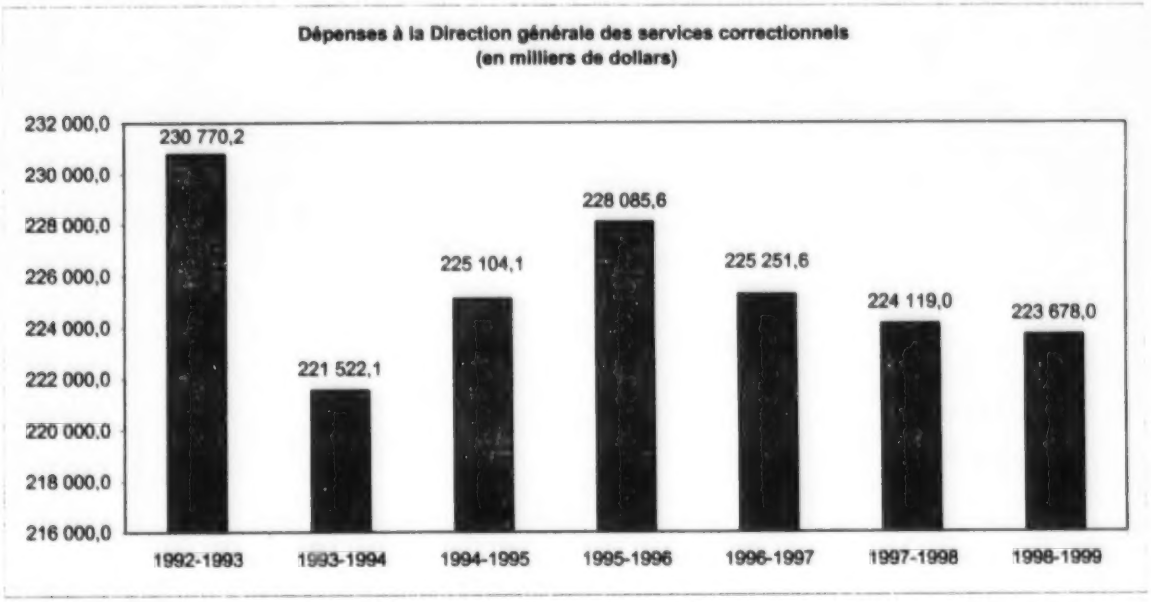


Tableau 5.2.2

Coût moyen d'une journée pour les activités offertes ou payées par la Direction générale des services correctionnels (en dollars)

Ressources	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Centre d'hébergement communautaire	38,67 $	36,13 $	35,32 $	37,56 $	42,39 $
Centre résidentiel communautaire	58,88 $	57,45 $	57,41 $	57,71 $	57,46 $
Établissement de détention [1]	144,00 $	151,00 $	149,00 $	155,00 $	149,00 $
Foyer d'accueil	23,08 $	23,08 $	23,08 $	23,08 $	23,08 $
Programme d'encadrement en milieu ouvert	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,93 $
Ressource d'hébergement en santé mentale	23,24 $	22,34 $	21,90 $	21,85 $	24,71 $
Ressource d'hébergement en toxicomanie	15,03 $	16,36 $	15,45 $	15,42 $	19,01 $
Surveillance de sentences intermittentes	15,01 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $

1. Le coût du loyer est inclus dans le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention.

LEXIQUE

Lexique

ABSENCE TEMPORAIRE
Permission accordée, à une personne incarcérée dans un établissement de détention, de sortir à l'extérieur pour une période déterminée et à certaines conditions. Il existe trois types d'absence temporaire : celle qui a pour but de favoriser la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires.

ADMISSION
Procédure administrative visant à enregistrer une personne dans un établissement de détention en vertu d'un mandat d'incarcération, d'un renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention ne fait pas l'objet d'une nouvelle admission. Pour une peine de détention, il n'y a qu'une admission.

AGENT DE PROBATION
Professionnel chargé de produire des rapports d'évaluation psychosociale concernant des personnes contrevenantes, de surveiller les personnes sous ordonnance de probation ou de sursis, les personnes en libération conditionnelle, ainsi que de superviser l'exécution des travaux communautaires imposés dans le cadre d'une ordonnance de probation ou de sursis. L'ensemble du travail de l'agent de probation se fait en accord avec la démarche d'intervention *information, aide et conseil.*

AGENT DES SERVICES CORRECTIONNELS (ASC)
Personne travaillant dans les établissements de la Direction générale des services correctionnels, chargée de surveiller les personnes détenues et de leur apporter le soutien adéquat.

ALCOFREIN
Mesure imposée en vertu du Code de la sécurité routière aux conductrices et aux conducteurs qui ont été condamnés une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Cette mesure oblige la personne contrevenante à assister à une session d'information et de sensibilisation d'une durée de trois heures portant notamment sur les conséquences de l'alcool au volant, les effets de l'alcool et des autres substances intoxicantes sur la conduite d'un véhicule. Il s'agit d'une condition obligatoire pour recouvrer le permis de conduire. C'est une mesure éducative et de réhabilitation qui vise à responsabiliser l'individu et à prévenir la récidive. Les frais d'inscription sont de 150 $.

AMENDE
Sentence donnée par un tribunal entraînant une peine pécuniaire. À défaut de payer une amende, la personne contrevenante peut être détenue pour la période prévue par la sentence.

AMENDE PERÇUE
Somme d'argent, égale ou inférieure à la sentence d'amende, versée par une personne contrevenante ou un tiers (parent, ami ou autre) afin de réduire partiellement ou d'éliminer en totalité la période d'incarcération découlant du non-paiement de l'amende.

ANTÉCÉDENT CORRECTIONNEL
Condamnation antérieure au présent délit d'une personne contrevenante par un tribunal pénal.

CAPACITÉ DE SUPPORT
Nombre de places que l'établissement de détention possède et qui servent normalement à d'autres fins que la seule garde de la clientèle (par exemple, l'infirmerie).

CAPACITÉ NORMALE
Nombre de places que possède l'établissement de façon courante pour assumer la garde de la clientèle.

CAPACITÉ OCCASIONNELLE
Nombre de places additionnelles que l'établissement est capable de fournir occasionnellement pour la garde de la clientèle.

CAPACITÉ TOTALE
Somme de la capacité normale, de la capacité de support et de la capacité occasionnelle.

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE (CHC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant avec un encadrement minimal à certaines personnes contrevenantes référées par la DGSC, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles d'aider une personne dans sa démarche de réinsertion sociale.

CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE (CRC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant, avec un encadrement soutenu, à certaines personnes contrevenantes dirigées par la DGSC, des services d'aide et de soutien sur les plans psychosocial et socioculturel, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

CHANGEMENT DE STATUT
Procédure administrative appliquée dans les établissements de détention pour prendre en compte toute modification dans la situation d'une personne incarcérée. Par exemple, une personne prévenue qui, à la suite d'un procès, est condamnée à une peine de détention, voit son statut changer de « personne prévenue » à « personne condamnée »; cette procédure permet de suivre l'évolution du dossier d'une personne incarcérée entre le moment de son admission et celui de sa libération.

COMPARUTION
Obligation pour une personne contrevenante de se présenter devant un magistrat (juge, commissaire aux incendies, coroner, etc.) à une date et une heure précises, pour une étape de son procès.

CONDAMNATION
Décision prononcée par une autorité ayant pouvoir de juridiction et imposant à une personne contrevenante une peine en raison des actes qui lui sont imputés.

CONDAMNÉ
Voir *personne condamnée.*

CONTREVENANT
Voir *personne contrevenante.*

CQLC
Commission québécoise des libérations conditionnelles.

DACOR
Système informatique de la Direction générale des services correctionnels (**D**ossiers **A**dministratifs **COR**ectionnels).

DÉLIT
Infraction commise en vertu du *Code criminel*, des lois fédérales, des lois provinciales ou des règlements municipaux. Au sens large, action ou omission, définie par la loi pénale et entraînant une certaine peine.

DÉLIT ACCESSOIRE
Voir *délit secondaire.*

DÉLIT PRINCIPAL
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de service en milieu ouvert dont le code de gravité est le plus important.

DÉLIT SECONDAIRE
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de service en milieu ouvert dont l'indice de gravité est de moindre importance que le délit principal.

DESMO
Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert.

DÉTENU
Voir *personne incarcérée.*

DGSC
Direction générale des services correctionnels (aussi connue sous le nom de Services correctionnels du Québec).

ENQUÊTE SOCIALE OU COMMUNAUTAIRE
Enquête menée par l'agente ou l'agent de probation sur la situation familiale et sociale d'une personne. Les résultats de cette enquête serviront notamment à la rédaction du rapport présentenciel (enquête sociale) ou du rapport prélibératoire (enquête communautaire) ou encore au transfert du contrevenant d'une autre province.

ÉVALUATION
L'un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'évaluation est constituée par l'ensemble des activités des agentes et des agents de probation entourant la conception des rapports pour fournir de l'éclairage à la Cour (admissibilité aux *travaux communautaires*, enquête sociale, rapport régulier, rapport spécifique, rapport supplémentaire et les autres rapports à la Cour) ou à la CQLC (enquête communautaire, rapport connu, rapport d'étape et rapport régulier).

EXAMEN PSYCHIATRIQUE
Examen demandé afin de déterminer si une personne accusée, renvoyée pour observation, conformément aux dispositions du *Code criminel*, est apte ou inapte à subir un procès pour cause d'aliénation mentale ou de déterminer si elle était aliénée au moment de l'infraction ou de l'acte criminel pour lequel elle est accusée.

FOYER D'ACCUEIL
Individu ou famille offrant à certaines personnes contrevenantes adultes référées par la DGSC, logement, nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

INFORMATION, AIDE ET CONSEIL (IAC)
Il s'agit d'une démarche d'intervention définie par l'organisation et qui vise à responsabiliser la personne contrevenante et à favoriser sa réinsertion sociale en lui apportant information, aide et conseil, et ce, en privilégiant le recours à des répondants sociaux significatifs.

INSCRIPTION
Procédure administrative visant à enregistrer l'arrivée d'une personne contrevenante dans un établissement de détention à la suite d'une admission ou d'un transfert. Pour une même peine de détention, il peut y avoir plusieurs inscriptions.

INTERVENTION
L'un des grands secteurs d'activités du milieu ouvert. L'intervention correspond à l'ensemble des activités nécessitant une interaction entre l'agente ou l'agent de probation (ou une personne déléguée) et la personne contrevenante. Les activités propres au domaine de l'intervention sont : le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis et les travaux communautaires.

LIBÉRATION
Mise en liberté d'une personne incarcérée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Mesure de mise en liberté permettant à une personne détenue de purger le reste de la peine d'incarcération dans la collectivité (libération anticipée avant l'expiration d'une peine) à certaines conditions déterminées par la CQLC. Sont généralement admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur sentence.

MILIEU OUVERT
Le milieu ouvert est responsable de l'ensemble des activités relatives à l'éclairage à la Cour, à l'évaluation des personnes contrevenantes, à l'élaboration des plans d'intervention correctionnels et assure le suivi de l'application des mesures probatoires avec surveillance, de travaux communautaires, d'ordonnances de sursis, de libération conditionnelle ou d'autres dispositions pour faciliter la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. C'est ce qu'on appelait anciennement la *probation*.

MOTIF D'ADMISSION
Motif indiquant les raisons pour lesquelles une personne est admise dans un établissement de détention et justifiant son incarcération.

ORDONNANCE DE PROBATION AVEC SURVEILLANCE
L'ordonnance de probation avec surveillance est une peine imposée à un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction. Cette peine est non carcérale, c'est-à-dire que le contrevenant qui ne représente pas un danger pour la société peut la purger en demeurant en liberté. Il s'agit toutefois d'une mesure punitive, car pour conserver sa liberté, le contrevenant doit respecter un certain nombre d'obligations qui lui sont imposées par le tribunal, dont celle de se présenter, à intervalles réguliers, à une agente ou un agent de probation.

ORDONNANCE DE SURSIS
La condamnation à l'emprisonnement avec sursis, communément appelé l'ordonnance de sursis, est une peine imposée en vertu du Code criminel qui fait en sorte qu'une personne ayant commis des infractions moins graves purgera sa peine d'emprisonnement au sein de la collectivité en étant assujettie à des contrôles stricts. Le juge condamne le contrevenant à l'emprisonnement, mais sursoit à l'exécution de cette peine tant et aussi longtemps qu'il respecte un certain nombre de conditions obligatoires et facultatives imposées par le tribunal.

ORGANISME DE RÉFÉRENCE (PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES)
Organisme sans but lucratif sous contrat avec le ministère de la Sécurité publique qui a la responsabilité, sur un territoire donné, de constituer une banque d'organismes communautaires, de diriger toute personne admissible au programme *travaux compensatoires* vers un organisme communautaire, d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux compensatoires et d'en faire rapport au percepteur d'amende.

PEINE
Sanction infligée à une personne contrevenante par le tribunal, à la suite d'un délit commis et pour lequel elle a été reconnue coupable.

PERSONNE ADMISE
Le terme « personne admise » dans le présent rapport réfère à l'admission d'une personne. Une personne peut être admise plus d'une fois au cours de la même année; ainsi elle comptera autant de fois comme personne admise qu'il y a eu d'admissions.

PERSONNE CONDAMNÉE
Le terme « personne condamnée » dans le présent rapport réfère à une personne qui a été incarcérée à la suite d'une ou de plusieurs condamnations de la Cour impliquant des peines à être purgées de façon consécutive ou concurrente. Ces peines sont administrées comme une sentence globale par les établissements de détention. Or, une personne peut être condamnée pour d'autres causes au cours de la même année à la suite de sa libération. Elle sera donc comptée, comme personne condamnée, autant de fois qu'il y aura eu des sentences globales la concernant et gérées par les établissements de détention. D'autre part, le contrevenant doit avoir le statut de « condamné » à la date de début de sentence pour compter comme personne condamnée. Or, il y a un certain nombre de cas où le contrevenant conserve son statut de « prévenu » même s'il a été sujet à une condamnation.

PERSONNE CONTREVENANTE
Personne qui a contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, dans le chapitre 2 du présent rapport statistique, une personne contrevenante admise en milieu fermé ou référée en milieu ouvert sera comptée autant de fois qu'elle aura été admise ou référée.

PERSONNE INCARCÉRÉE
Personne contrevenante inscrite dans un établissement de détention du Québec, soit comme prévenue, soit comme condamnée.

PERSONNE PRÉVENUE
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec soit pour attendre l'issue de la poursuite judiciaire intentée contre elle, soit à la suite d'une demande d'assistance à l'administrateur, soit en attente d'un transfert vers un pénitencier ou pour toute autre raison qui fait qu'une personne ne peut être considérée comme une personne condamnée. C'est l'un des deux statuts possibles d'une personne incarcérée.

POPULATION INSCRITE
Ensemble des personnes contrevenantes inscrites dans les registres des établissements de détention. Cette population comprend toutes les personnes présentes, de même que les personnes à l'extérieur en absence temporaire mais exclut les personnes à l'extérieur sans absence temporaire (condamnées à une sentence discontinue par exemple).

POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE
Nombre moyen de personnes incarcérées présentes chaque jour dans un établissement de détention; cette population est établie à partir des présences à 23 h 59 dans les établissements de détention.

POPULATION PRÉSENTE
Ensemble des personnes contrevenantes présentes dans les établissements de détention; cette population comprend toutes les personnes présentes à 23 h 59 lors du relevé quotidien des personnes incarcérées.

POPULATION TOTALE
Ensemble de toutes les personnes contrevenantes sous la surveillance des établissements de détention du Québec. Cette population comprend les personnes présentes, les personnes à l'extérieur en absence temporaire et les personnes à l'extérieur sans absence temporaire.

PRÉVENU
Voir *personne prévenue.*

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT (PEMO)
Les programmes d'encadrement en milieu ouvert sont destinés aux personnes incarcérées qui ont purgé le sixième de leur peine d'emprisonnement, qui répondent aux critères de l'absence temporaire et qui font preuve d'une bonne capacité d'évolution et de prise en charge. Ces programmes ont pour but de permettre aux personnes incarcérées d'amorcer leur réinsertion sociale avec l'aide et l'encadrement d'un intervenant ou d'une intervenante et, dans certains cas, de se préparer à l'audience de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

RAPPORT D'ADMISSIBILITÉ AUX TRAVAUX COMMUNAUTAIRES
Rapport rédigé à l'intention du tribunal et qui évalue, à partir de critères établis, l'admissibilité d'une personne contrevenante à l'ordonnance de travaux communautaires.

RAPPORT D'ÉTAPE
Il s'agit d'un rapport écrit, préparé par l'agente ou l'agent de probation, faisant état du cheminement de la personne libérée conditionnellement, des progrès réalisés et des problèmes vécus depuis la précédente audience, ainsi que sa recommandation. Ce rapport est produit pour l'audience d'étape que tient la CQLC durant la période de libération conditionnelle avec surveillance intensive.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE CONNU
Document du même type que le rapport d'évaluation prélibératoire régulier, avec la particularité qu'il concerne une personne dont le dossier était ouvert au cours de la dernière année.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE RÉGULIER (REP régulier)
Ce rapport est préparé pour la CQLC. Il concerne une personne incarcérée et sert à étudier la pertinence de lui accorder une libération conditionnelle. Il s'agit d'une évaluation psychosociale de la personne contrevenante. Le REP régulier concerne une personne contrevenante inconnue ou dont le dossier est fermé depuis plus d'un an.

RAPPORT PRÉSENTENCIEL
Le rapport présentenciel est un document préparé à la demande du juge par un agent de probation. Il contient des renseignements pertinents sur le contrevenant et sur les circonstances entourant l'infraction pour laquelle il a été reconnu coupable. Ce rapport permet au juge, avant de prononcer la sentence, d'obtenir un ensemble d'informations qui lui seront utiles pour déterminer la peine qui convient le mieux au contrevenant.

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA CQLC)
Voir *rapport d'évaluation prélibératoire régulier.*

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COUR)
Voir *rapport présentenciel.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE (ÉVALUTION À LA COUR)
Le rapport supplémentaire est produit lorsque la Cour désire des renseignements et des explications sur une dimension d'une évaluation présentencielle produite au cours des douze derniers mois.

RÉCIDIVE
État d'une personne qui, ayant fait l'objet d'une condamnation pour une infraction antérieure, commet une nouvelle infraction.

RESSOURCE SPÉCIALISÉE
Organisme du réseau de la santé et des services sociaux fournissant des services spécialisés (particulièrement en santé mentale et en toxicomanie) à la Direction générale des services correctionnels.

SCQ
Voir *DGSC.*

SENTENCE
L'ensemble des peines prononcées par le tribunal et qui sera administré par la DGSC comme une sentence globale en tenant compte du caractère consécutif ou concurrent de chaque peine.

STATUT
Situation d'une personne contrevenante en détention indiquant si la personne a été classé comme condamnée ou prévenue.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Les agentes et les agents de probation ont, entre autres, la tâche de surveiller les personnes en libération conditionnelle. Leur rôle consiste à effectuer le suivi de la libération en s'assurant du respect des conditions imposées, du maintien de la sécurité publique, tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne contrevenante en lui donnant de l'information, de l'aide et des conseils.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION DE JOUR
Encadrement et information, aide et conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation à la personne contrevenante alors qu'elle bénéficie d'une libération conditionnelle de jour. Cette dernière correspond à un régime de semi-liberté à l'intérieur duquel la personne contrevenante réintègre habituellement un centre de détention ou un CRC chaque soir, à moins d'une autorisation écrite contraire. Ce régime de libération conditionnelle vise à préparer la personne contrevenante à la libération conditionnelle complète.

SURVEILLANCE DE PROBATION
L'agent de probation explique à la personne contrevenante la nature de l'ordonnance de probation avec surveillance, il l'informe des obligations qui y sont rattachées et de ses droits au regard de cette ordonnance. Il est également disponible pour l'aider, l'informer, le conseiller et l'appuyer dans ses démarches en vue de sa réinsertion sociale. De plus, l'agent de probation est responsable de l'application juridique de l'ordonnance de probation. S'il y a manquement à une obligation ou si le contrevenant commet une nouvelle infraction, l'agent de probation en informe le substitut du Procureur général (procureur de la Couronne).

SURVEILLANCE DE SURSIS
L'agent de surveillance assure la gestion de l'ordonnance et vérifie si le contrevenant respecte les conditions imposées. Il élabore un plan d'intervention personnalisé précisant le type et le niveau des mesures d'encadrement et d'accompagnement dont le contrevenant bénéficie, afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Il suscite et appuie la participation d'intervenants de la communauté susceptibles de contribuer à la réinsertion de contrevenant dans son milieu. Il peut demander au tribunal de modifier les conditions facultatives de l'ordonnance, s'il estime que l'évolution des circonstances le justifie. Toutefois, s'il y a manquement aux conditions, l'agent de surveillance rédige, à l'intention du tribunal, un rapport écrit et collabore aux procédures judiciaires.

SURVEILLANCE EN CAUTIONNEMENT
C'est l'encadrement fourni par l'agente ou l'agent de probation, à la demande du tribunal, à une personne faisant l'objet d'une poursuite criminelle lorsqu'elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire. Ce service vise à s'assurer du respect des conditions fixées par le tribunal et à fournir l'assistance appropriée à la personne accusée, à sa demande.

TAUX D'INCARCÉRATION
C'est le nombre de personnes détenues sur un territoire, par rapport au nombre total de personnes vivant sur ce territoire.

TRANSFERT
Désigne le déplacement d'une personne en milieu fermé ou en milieu ouvert, sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels, vers un autre établissement en milieu fermé ou en milieu ouvert, ou d'un point de service à un autre, pour faciliter la prestation de services de la DGSC.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Condition facultative imposée par le tribunal dans le cadre d'une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis. Elle oblige le contrevenant à effectuer des travaux non rémunérés pour le compte d'un organisme communautaire sans but lucratif. Ces travaux sont exécutés sous la supervision d'un agent de probation.

TRAVAUX COMPENSATOIRES

Le programme de travaux compensatoires est une mesure alternative à l'incarcération, qui s'adresse aux personnes démunies financièrement et incapables d'acquitter leur amende pour une infraction à une loi ou à un règlement provincial ou municipal. Ce sont des heures de travail non rémunérées qu'un citoyen accepte volontairement d'exécuter au profit d'un organisme sans but lucratif. Ce programme existe depuis le 1er avril 1983.